HENRI GUNSBERG

LE FASCISME INGÉNU

PRÉFACE

Cet essai a été rédigé en 1966 et paraît donc avec un retard de deux ans. Certains libéraux de gauche le trouvaient trop violent. Depuis, la violence a éclaté dans la rue. La contestation globale et permanente, thème central de cet essai, était alors jugée négative et sans écho dans le pays ; on va, à présent, la détourner vers des hochets : modernisation du capitalisme ou philosophie spiritualiste mal déguisée. Cet essai est donc publié alors que les forces politiques et leurs modes ont été brutalement modifiés par les événements de mai 1968, alors que le tableau social et politique n'est plus le même. Certaines affirmations, vraies en 1966, sembleront injustes, en particulier lorsqu'il est question des jeunes ; je crois pourtant que cet ouvrage .décrit assez bien les raisons du rejet du monde des adultes par une partie de la jeunesse, le vide idéologique et politique devant lequel elle est placée et qui l'a poussée à contester en dehors des partis et les contradictions d'une société qui enseigne une certaine morale et certaines valeurs dans ses écoles, ses lycées, ses facultés et les nie avec un cynisme jamais atteint dans la vie quotidienne et dans ses organes d'information. A travers la jeunesse, c'est le monde des adultes que je condamne, car il n'a pas su offrir aux jeunes gens – et cela dans le cadre d'une société injuste et semi-fasciste – les structures politiques leur permettant de contester globalement et efficacement les fins et les moyens de cette société dans laquelle il leur faut s'insérer plutôt mal que bien. La responsabilité des partis de gauche – et surtout du parti socialiste – est énorme. Les jeunes ne s'intéressaient plus à la politique ? Mais qui leur en parlait ? Que proposent donc de révolutionnaire ces futurs gérants d'un ordre néo-capitaliste qui vont chercher leurs modèles aux Etats-Unis ? L'après-gaullisme a commencé, quels que soient les résultats électoraux. Soit. C'est le capitalisme qui mue tout simplement.

Les massives manifestations d'étudiants de mai 1968 ont secoué l'apathie d'une partie de la jeunesse, celle qui peut se politiser à partir d'une certaine culture sans passer par l'intermédiaire de partis. Saluons-les, car elles ont créé une situation objectivement prérévolutionnaire en ce mois de mai. Mais à quoi aboutiront-elles ? L'anarcho-syndicalisme n'apporte rien et risque même de déconsidérer l'idée de révolution ou de réformes profondes et socialistes dans la mesure où il mène à l'escalade verbale, à la démagogie et cède facilement à la provocation.

Cette situation prérévolutionnaire a joué un rôle de détonateur, mais qui va prendre le relais ? La révolution, c'est-à-dire la prise du pouvoir par des gens désireux de changer en profondeur la société, ses structures et son idéologie, passe par l'union d'une partie de la petite bourgeoisie avec le monde ouvrier. Le Parti communiste, malgré sa sclérose due surtout à son isolement et à son monopole de l'idéologie révolutionnaire, représente le monde ouvrier. Quel parti révolutionnaire représente largement la petite bourgeoisie ? Aucun.

Dans le futur immédiat, le principal travail des marxistes devrait être de créer ou de renouveler un parti, ou une aile de ce parti, en recrutant des militants au sein de la petite bourgeoisie peu politisée, mal informée et prolétarisée par le capitalisme figé des dernières années. Aucune révolution, mieux encore, aucune réforme profonde, rapide et réellement progressiste ne se fera sans cette tâche préalable, d'autant plus que la masse des “ cols blancs ” grossit.

Passons à l'enseignement. Lorsqu'il en est question dans cet essai, rappelons-le, c'est toujours de l'enseignement secondaire qu'il s'agit ; le texte, d'ailleurs, l'indique. Quelques expériences malheureuses ont prouvé qu'il n'existe pas une “ culture authentiquement ouvrière ”, car les ouvriers ne possèdent pas les moyens d'expression nécessaires. Ce sont ces moyens qu'il faut leur donner en modifiant les structures et les fins de la société : supprimer l'enseignement de ces moyens fait

songer à une fille laide qui casserait son miroir ; que ne va-t-elle chez le chirurgien ? Par exemple, c'est le rapport invisible entre la richesse et le savoir qu'il faut détruire, pas le contrôle de ce dernier.

Mes critiques à l'égard des réformateurs de l'enseignement passeront pour réactionnaires, sectaires, corporatistes, etc. C'est qu'on a trop souvent feint de croire que le mal – réel – dont souffrent nos universités était celui des lycées. Cet amalgame entre des établissements qui forment des professionnels et des établissements qui forment des esprits aboutit à un pseudo-révolutionnarisme ridicule. Il est certes souhaitable que, dans les lycées, les élèves disposent d'une salle pour les activités post-scolaires, le délassement et la discussion, qu'ils participent davantage à la vie de l'établissement et s'intègrent plus activement à la classe ; mais, en aucun cas, des enfants et des adolescents -excusez les termes – ne devraient avoir le pouvoir de *juger* les maîtres et de peser sur leurs *décisions* dans leur travail ; ce super-paternalisme intégré et institutionnalisé aurait pour résultats l'habitude de la démocratie formelle – moule classique du fascisme ingénu – et l'épanouissement de l'ignorance dans la naïve vanité.

De même, il serait souhaitable que les directeurs d'établissements disposent de davantage de moyens et de liberté et d'une certaine autonomie financière, mais jamais ces directeurs et proviseurs ne devraient être investis de pouvoirs supplémentaires sous prétexte de décentralisation ; les auxiliaires savent quel despotisme en sortirait et l'influence des notables locaux jouerait alors un rôle peu démocratique. Les lycées ne sont pas des facultés.

La suppression du baccalauréat – inéluctable, semble-t-il, à court terme – dont le rôle était à définir et les programmes à revoir, ôtera à certaines familles de la bourgeoisie un gros souci ; elle n'augmentera pas le pourcentage de fils d'ouvriers dans les facultés.

Quant à l'enseignement supérieur, il sera profondément modifié dans les prochaines années : il s'adaptera à la société industrielle et ressemblera comme un frère à l'enseignement supérieur américain. Si les étudiants en colère ne sont pas capables d'organiser un parti solide et sérieux ou de donner un poids nouveau à un parti ancien, leur action n'aura servi qu'à intégrer l'université au système capitaliste. Et la tâche de “ récupération ”, c'est l'Express qui la réussira.

Le 31 mai 1968.

INTRODUCTION

La petite et la moyenne bourgeoisie sont actuellement plus que jamais paralysées par leur sclérose politique.

En 1936 et en 1944, les hommes issus des classes moyennes et qui se voulaient à gauche se battirent courageusement contre des adversaires appartenant aux mêmes couches sociales. De nos jours, petits et moyens bourgeois demeurent tapis dans l'asile sûr des rêveries sur l'ère de l'abondance que leur proposent nos modernistes de tous les bords. Autrefois, entre le petit bourgeois de droite et celui de gauche, il y avait un abîme. L'abîme est devenu simple fissure, et il n'est pas rare de voir un petit bourgeois se dandinant fièrement, un pied dans chaque camp, proclamer qu'il a enfin compris le monde où il vit. II se croit de gauche parce qu'il adopte un certain vocabulaire, certaines attitudes, puis vote à droite parce qu'il croit à l'efficacité du néo-capitalisme.

L'efficacité ! Aucun mot n'a été aussi sottement utilisé et n'a fait autant de mal à la gauche : c'est au nom de l'efficacité que certains leaders de la gauche ont trahi ; c'est au nom de l'efficacité qu'une partie appréciable du centre-gauche a basculé à droite ; c'est toujours au nom de l'efficacité qu'une masse importante de la classe ouvrière et la majorité de la classe moyenne votent, depuis plusieurs années, pour lU.N.R., c'est-à-dire pour la droite. Le mythe de l'efficacité dissimule fort bien les réalités pénibles de l'injustice sociale aux yeux mêmes de ceux qui souffrent de cette injustice : l'écart entre les différentes classes sociales se creuse et le problème du logement est à la fois un frein pour l'économie et un drame pour les salariés. Qu'importe ! Le franc est solide et le pouvoir est stable.

La bourgeoisie française, me répondrez-vous, a toujours manqué de cœur et d'intelligence ; pourquoi voulez-vous qu'elle soit meilleure aujourd'hui qu'autrefois ? D'abord, comme je l'ai dit, en 36 et en 44 une partie de cette bourgeoisie a encadré la masse des prolétaires, a participé à son combat et su faire preuve de qualités de cœur et d'esprit ; ensuite, l'augmentation en pourcentage de cette classe moyenne au sein du pays lui donne, à présent, un poids politique qu'elle n'avait jamais eu. Ce sont ses votes qui décident finalement si le gouvernement sera de droite ou de gauche. Elle est à la charnière de tout mouvement de progrès ou de régression. Enfin, jamais la petite bourgeoisie n'a été aussi proche du prolétariat, à la fois par ses ressources et par ses liens économiques et sociaux. Pourtant elle n'éprouve guère ce sentiment de solidarité et cette aspiration au socialisme qui devraient être le résultat logique de sa situation dans la société.

Bloqué par sa crainte des mutations brutales, le bourgeois français qui se veut de gauche s'abrite derrière une quantité de mythes nouveaux, comme le cloporte derrière les poussières dont il se nourrit. Au lieu d'accepter le combat politique et les réalités toutes crues, il rêve et hausse dédaigneusement les épaules avec un sourire d'homme supérieur lorsqu'on le convie à participer à la lutte. Il pense ne plus être dupe et avoir enfin discerné les véritables mécanismes du monde des hommes. Il croit avoir choisi ses guides et ses buts, buts que ses guides s'empressent de lui désigner, de temps en temps, à grands cris, pour qu'il ne change rien à ses habitudes ni à ses désirs. Et le voilà qui applaudit à sa propre subtilité, à sa meilleure connaissance de la société, à son “ progressisme intelligent ” alors même qu'il se cloportise.

“ We live, as I hope you know, Mr. Worthing, in an age of ideals. The fact is constantly mentioned in the more expensive monthly magazines.”

O. Wilde : *The Importance of Being Earnest.*
Act 1

I

De nos jours, la jeunesse ne veut plus de mots creux, de slogans généraux, de formules abstraites. “ Les jeunes ne s'intéressent plus qu'aux problèmes concrets et aux solutions concrètes. ” Cette phrase, un homme de la petite bourgeoisie, sympathique et généreux, un intellectuel qui milite et se classe à gauche, l'a prononcée devant moi au terme d'une conversation amicale. Mais à quoi bon insister ? Cette formule-là a été répétée cent fois, mille fois, non seulement par certains cadres C.F.D.T., par certains “ centristes éclairés ”, par certains hommes politiques, mais surtout par ces hebdomadaires de gauche qui tirent leur plus grande fierté d'avoir tenté, ou de tenter, de renouveler la gauche française et de la débarrasser des mythes qu'elle entretient encore.

L'étude des “ problèmes ” est devenue la tarte à la crème de ces journaux dont la clientèle se recrute dans les rangs de la petite et de la moyenne bourgeoisie et se veulent progressistes. La chasse aux problèmes rappelle la chasse au zabu qui fit tant rire les lecteurs du *Canard Enchaîné* après la Première Guerre mondiale. Certes, il est souhaitable d'intéresser de nombreux électeurs aux questions qui se posent actuellement à notre société, à notre pays, au monde des hommes. Mais l'analyse de ces fameux problèmes, est-elle vraiment une analyse de gauche, une analyse progressiste ? La droite aussi s'intéresse à ces problèmes et cherche à créer – non pas des mouvements d'opinion – mais des réflexes à propos des problèmes quotidiens ou nationaux. D'ailleurs, ce n'est jamais le fait que vous étudiez telle ou telle question qui vous classe à droite ou à gauche, mais la façon dont vous menez votre enquête, les solutions que vous préconisez et les fins que vous désirez atteindre. Il est absurde de croire que, simplement parce que vous vous plongez dans l'étude de la condition de la femme ou dans celle des répercussions de la crise du logement sur la famille, vous êtes un homme de gauche. Les hebdomadaires de la petite bourgeoisie française semblent pourtant avoir convaincu toute une clientèle, qui se croit assez dérisoirement la plus intelligente de France[*], qu'il suffit de lire l'analyse des problèmes du moment pour être de gauche. On est problémiste, aujourd'hui, comme on est philatéliste, et on collectionne les problèmes comme d'autres les timbres-poste. Puisque ces journaux de la gauche nouvelle veulent débarrasser la gauche de ses mythes, je leur conseille vivement de commencer par celui-là. Car s'il est vrai qu'autrefois la droite se bornait à nier les problèmes ou à les déclarer insolubles (sauf lorsqu'une crise menaçait le capital, la propriété), elle est à présent fort capable, elle aussi, d'en parler abondamment et de proposer des solutions, conservatrices certes, souvent totalement inefficaces, mais qui font illusion et lui attirent les électeurs de la petite bourgeoisie.

Le refus d'analyser la situation des couche sociales les plus défavorisées et de rechercher des moyens pour améliorer leur sort, la politique de l'autruche – même lorsqu'il s'agissait de graves et grandes questions intéressant tout le pays – ont été longtemps l'attitude de la droite. La droite a su s'adapter, évoluer, tromper aujourd'hui mieux qu'hier, et il serait sot de ne pas le reconnaître. Aussi ne peut-on pas dire de la droite qu'elle se contente d'enregistrer et de taire l'essentiel. La droite parle beaucoup actuellement et n'hésite pas à parler de questions brûlantes. Un journaliste a dit que ce gouvernement était celui de la parole, et c'est vrai. En abordant résolument les problèmes les plus graves, parfois avec franchise, et en exposant toutes les difficultés que les dirigeants rencontrent pour les résoudre dans le cadre actuel de la société capitaliste, les hommes politiques de l'U.N.R. ont su répandre dans la petite bourgeoisie française l'idée qu'aucune autre politique ne pourrait

[*] Lorsque Mauriac quitta l'Express, il écrivit cette phrase pour qualifier les lecteurs de cet hebdomadaire. Les lecteurs de !'Express le crurent.

améliorer sérieusement la vie quotidienne de la plupart des Français. Mieux, ils ont su parfois convaincre le public qu'il était lui-même responsable de ses maux. La droite a été capable de trouver un nouveau style. Rappelons-nous la réflexion d'un député M.R.P. après la chute de Mendès-France : il fallait chasser l'homme, mais il faut conserver le style. Bien entendu, ce député est à présent gaulliste. Le M.R.P. et l'U.N.R. sont d'ailleurs les reflets fidèles d'un public conservateur qui veut donner l'illusion du mouvement. La preuve que l'analyse sérieuse des “ problèmes ” n'est plus l'apanage de la gauche depuis la Seconde Guerre mondiale, on peut la trouver déjà dans la comparaison des discours et déclarations de Paul Reynaud et de Mendès-France avant leurs investitures manquées. Les analyses sont souvent acerbes et intelligentes, parallèles enfin, mais Paul Reynaud était un homéopathe de droite et P.M.F. un chirurgien du centre-gauche.

Notre gauche nouvelle se livre donc à l'étude passionnée des “ problèmes ”, à la plus grande joie de toute une petite bourgeoisie qui s'imagine prendre des bastilles chaque fois qu'elle lit *l'Express ;* mais cette étude systématique se fait toujours sans mise en accusation du contexte réel, c'est-à-dire de la société capitaliste actuelle. On se contente de pousser de gros soupirs ou de proposer une recette, c'est-à-dire de faire exactement ce que fait la droite. A un point tel, qu'un homme de gauche s'est exclamé à la fin d'un colloque : ce qu'il y a de déplaisant dans ces rencontres, c'est que les gaullistes s'emparent de nos réflexions, de nos propositions et de nos suggestions, et les utilisent. Avouez qu'une certaine gauche reprochant à une certaine droite de lui chiper son programme, cela ne manque pas de piquant. A moins que le programme en question ne soit pas vraiment un programme de gauche.

Cette chasse au “ problème ” peut conduire à des analyses parfaitement ridicules : le désir de montrer les plaies de la société moderne, d'être le premier à avoir découvert tel “ problème ” tout neuf, amène les journalistes de gauche à écrire bien des sottises. On l'a vu lorsque *le Nouvel Observateur* s'est penché sur le problème des “ étoiles filantes ” dans les grands ensembles et a entamé un dialogue avec ses lecteurs sur ce sujet [1] ; ou bien lorsque *l'Express* traite de l'éducation sexuelle dans les Lycées [2].

A la limite, cette passion pour les “ problèmes ” classés, montés en épingle, analysés “ sans sectarisme ” et avec parfois une recette particulière donnée en fin de chapitre, aboutit à une sorte de narcissisme intellectuel : le journaliste et le lecteur admirant chacun sa propre perspicacité, sa propre valeur sociale et son propre bon cœur. Car cette attitude nouvelle de la gauche a créé ce produit de pacotille : l'intellectuel de gauche de style *Express*, produit particulièrement abondant au sein de l'Enseignement secondaire dont les fonctionnaires proviennent en grande majorité des classes moyennes. Nombre de professeurs se croient de gauche simplement parce qu'ils participent aux activités d'un groupement quelconque – un groupement de jeunes, habituellement. Ils sont animateurs d'un ciné-club, d'une section de libres débats, etc. L'essentiel, pour eux, consiste à inviter des jeunes gens à s'entretenir d'un des “ problèmes ” du moment : racisme, information, éducation sexuelle, etc. Comme ces jeunes gens sont à peu près totalement incultes dans le domaine politique et social, leurs réflexions se bornent à la répétition de quelque titre de *France-Soir*, ou de quelques lignes lues dans *Paris--Match*, ou au résumé d'un film traitant la question ; le tout assaisonné de propos vaguement moralisateurs ou agressivement anticonformistes. Là-dessus, le meneur de jeu prend la parole, rappelle ce qui a été exposé, révèle quelques facteurs nouveaux et importants qui ont été omis et termine son monologue par une conclusion qui s'appuie – même lorsqu'elle a des prétentions modernistes – sur la morale bourgeoise du XIXe siècle et sur l'espoir saintexupérien d'une amélioration de l'homme. C'est là ce qu'on appelle le renouvellement de la gauche. A l'issue de la réunion, le meneur de jeu se sent l'âme plus pure et l'intelligence plus sereine : n'a-t-il pas, sans aucun sectarisme, ouvert les yeux de ces jeunes gens sur les réalités du monde moderne ?

En d'autres termes, ces gens-là se croient de gauche parce qu'ils ont exposé, plus ou moins superficiellement, les facteurs apparents de tel ou tel grand problème, mais sans jamais le situer

dans son contexte réel, sans jamais montrer que les racines mêmes de ce problème doivent être recherchées dans la structure politique, économique et sociale qui les a engendrées. Le problème de la faim dans le monde, par exemple, n'amènera plus à souhaiter la collectivisation des moyens de production et de distribution et une information plus grande du monde des travailleurs (où est-il le temps où Bevan n'hésitait pas à insulter une assemblée d'ouvriers en leur rappelant qu'eux aussi tiraient profit du monde colonisé ?), puisque la jungle capitaliste n'est plus décrite. On se contentera donc, à la fin de la réunion, d'inviter les jeunes gens à laver des voitures et les jeunes filles à tricoter et vendre des poupées ; le produit financier de ces efforts servant à alimenter la caisse de quelque organisme national ou international dont la majeure partie du budget couvre des banquets-colloques et des voyages d'études. J'ai même vu annoncer l'an dernier, sur la Côte d'Azur, un Bal de la FaiM. Et c'est parfaitement logique, car des analyses menées dans de telles conditions aboutissent tout naturellement à des Bals des Petits Lits Blancs plutôt qu'à des révolutions ; ce qui donne à bien des cadres de notre gauche nouvelle une mentalité de vieille quêteuse honoraire.

L'étude des “ Problèmes ” sert à peu près uniquement à permettre à toute une foule de petits bourgeois de s'extasier sur leurs propres qualités de cœur et d'esprit, à leur offrir des fêtes morales pour mieux les détourner des doctrines politiques et de leurs analyses impitoyables. Le “ Problème ”, d'ailleurs, devient une réalité en soi, divine, délivré de tout génitif superfétatoire ; une sorte d'amulette, de preuve que vous avez accédé au stade ultime de la perfection humaine et que vous portez en sautoir. Une collègue ne m'a-t-elle pas confié, un jour, parlant d'une élève commune : “ Elle s'est beaucoup améliorée ; à présent, elle s'intéresse aux problèmes. ” Il ne s'agissait point, bien entendu, de problèmes d'arithmétique. De mon temps, on aurait dit que cette élève s'intéressait au français, à l'histoire, à la politique... Mais mon vocabulaire, je le sens bien, appartient à la gauche romantique du XIXe siècle.

Cette utilisation du mot “ problème ” sans rien pour le déterminer est la quintessence de toute la sottise d'une petite bourgeoisie qui se croit gauchisante et apporte, en fait, de l'eau au moulin gaulliste, ou plutôt, tout bonnement, à la droite[*]. A gauche comme à droite, les jacasseries semblent avoir remplacé toute gestion sérieuse et toute opposition solide [3].

L'homme de gauche est devenu un monsieur qui a un catalogue de problèmes qu'il connaît plus ou moins bien, catalogue accompagné du mode d'emploi, c'est-à-dire d'un ensemble de recettes destinées à apporter une solution à ces problèmes ; solution souvent partielle et toujours élaborée dans le cadre de la société actuelle à laquelle on se garde de toucher vraiment.

La logique veut donc que l'électeur, même de gauche, vote non point pour un programme global[**], non point pour une thèse politique, mais pour un malin capable de trouver des solutions neuves et improvisées aux problèmes de l'heure. Le chef de gouvernement sera un homme plus malin que les autres ; il sera le Monsieur ” Recette ” de l'année (ou de la législature ; c'est ce qu'on appelle la stabilité). La personnalisation du pouvoir prend directement sa source dans ce refus de militer pour une doctrine politique ; De Gaulle n'est jamais que le résultat direct des échecs d'une gauche qui s'est voulue non pas politique, mais réaliste et empirique. Une foule d'électeurs ont préféré De Gaulle aux autres hommes politiques, en comptant bien que ce vieillard étoilé avait des “ trucs ” à lui pour régler les questions angoissantes du moment : l'Algérie, la situation financière, l'indiscipline de l'armée, etc. Si ces électeur avaient reçu un minimum d'éducation politique et doctrinale, ils auraient reconnu sans peine, dans le chantage classique au coup de force militaire, l'habituel processus par lequel la réaction prend le pouvoir en périodes de crise ; De Gaulle aurait été remercié, et le 13 mai 1958 aurait été une journée de printemps comme une autre.

---

[*] Le gaullisme n'est qu'un déguisement provisoire, parmi d'autres, de la droite.
[**] Nous verrons plus loin que la bourgeoisie, en fait, a un programme.

Ah ! vous exclamerez-vous, quelle erreur ! La venue au pouvoir de De Gaulle n'est due qu'à la faiblesse de nos cadres politiques et à la lassitude d'une opinion publique à qui l'on promettait la paix alors qu'on faisait la guerre à outrance. Oui, mais la gauche, la première, a habitué le peuple à croire en l'homme-miracle. Passons sous silence le thorézisme qui, après tout, affectait davantage le militant que l'électeur, mais fit certainement perdre des plumes au P.C. au profit du gaullisme à partir de 1958 ; mon but n'est pas de parler du P.C.

M. Pierre Mendès-France est un homme intelligent, habile et courageux ; une des meilleures têtes politiques de la gauche. Mon intention n'est pas de m'attaquer à sa personne mais à ceux qui le soutenaient autrefois et sont, pour la plupart, passés à sa droite. A partir de 1953, *l'Express* lança en faveur de P.M.F. une campagne qui frisait parfois le ridicule ; en particulier au cours de l'année 1956, lorsqu'une journaliste posa la question, en grosses lettres et sur toute la largeur d'une page : P.M.F. est-il Don Juan ? Le gaullisme était déjà en germe dans le mendésisme ; nos actuels gaullistes de gauche n'étaient-ils pas alors des mendésistes de droite ? Et comment la gauche a-t-elle pu être assez sotte pour forger à l'aide d'un nom propre un néologisme impliquant que l'obéissance à tel homme équivaut à la possession d'une doctrine politique ? Jusqu'ici la gauche commettait parfois l'erreur, au sein de ses partis, de tomber dans un certain culte de la personnalité (Blum, Thorez ...). Avec Mendès-France, c'est tout un public, et un public jeune que l'on tenta d'entraîner dans cette erreur.

A partir du moment où la gauche accepte et propage l'idée que le leader est tout et que la doctrine n'est rien, elle prépare le lit de la droite, car aucun candidat de gauche n'aura jamais le prestige d'un candidat de droite fameux ; la droite pouvant recruter ses guides au sommet des hiérarchies faisandées qui font les délices de notre peuple ; dans l'armée en particulier. De Mac Mahon à De Gaulle en passant par Boulanger et Pétain, notre histoire offre suffisamment d'exemples pour qu'il soit inutile d'insister là-dessus. D'autre part, être de gauche signifie qu'on désire changer la société, et le changement s'accommode de plusieurs voies. Jamais la gauche ne connaîtra l'unité des conservateurs dans les choix déterminants, et le concert des louanges à l'égard du leader de la gauche enregistrera toujours des couacs retentissants émis par les exécutants mêmes de la partition.

Un véritable progressiste est un homme capable de rendre hommage aux qualités personnelles du leader de la gauche, mais de l'attaquer et de faire pression sur lui sur le plan politique.

Le petit bourgeois français a applaudi Mendès-France, vote à présent pour De Gaulle et demain acclamera quelque expérience à la Defferre. Il ne cultive pas les idées ; il admire les vedettes. La stabilité politique de la cinquième République le satisfait, car la stabilité ne lui semble pas un moyen utile mais une fin en soi, le but suprême. Il veut des vedettes, non des étoiles filantes. Et voilà pourquoi les mendésistes de droite sont devenus des gaullistes de gauche.

Loin d'avoir compris que, dans la course aux projecteurs, la gauche finirait toujours par avoir le dessous (à moins, bien entendu, de s'aligner sur la droite), on a récidivé avec Monsieur X. ; *l'Express* et un groupe de militants de gauche tentant de lancer Gaston Defferre comme une marque de savonnette. Les mêmes méthodes, exactement, que pour Garap furent utilisées. Faire descendre le choix du leader de la gauche au niveau d'une réunion de commis-voyageurs cherchant un slogan pour la maison mère, quelle chute ! Une fois désigné, Gaston Defferre se mit en quête d'un programme et d'une majorité, processus qui était un progrès par rapport au gaullisme mais en respectait l'esprit.

Mieux encore, lorsque Mitterrand vint s'asseoir sur la chaise laissée vide par Defferre et se déclara prêt à prendre la tête de toute la gauche, communistes compris, bien des petits bourgeois, qui désapprouvaient la tentative Defferre tout en la soutenant et souhaitaient un nouveau Front populaire, firent la fine bouche, avouant qu'ils n'avaient guère confiance en cet ambitieux orateur,

en ce Rastignac moderne ; et je parle ici d'électeurs ayant voté pour Mitterrand. La masse des électeurs de Mitterrand fut pourtant beaucoup moins sotte que bien des cadres de la gauche puisqu'elle vota pour les idées soutenues et non pour l'homme (sondage de l'I.F.O.P.).

Qu'on me comprenne bien, il est tout à fait logique que la gauche choisisse un leader assez intelligent, ferme et honnête pour appliquer son programme une fois le pouvoir conquis, mais il me semble que l'essentiel est d'avoir un programme et de le faire connaître aux électeurs, d'en expliquer les pourquoi et les comment. P.M.F., par exemple, avait un programme, et c'était ce programme qu'il fallait exposer (ce que fit l'Express jusque vers 1954 ; le délire ne vint qu'ensuite). De même, on savait Mitterrand courageux, bon orateur, intelligent et opposant de la première heure ; on savait également que – lié par des engagements publics et à la tête d'un groupuscule inexistant – il ne pouvait guère, en cas de victoire, trahir sa parole. Il était donc absurde, de la part des hérauts de la gauche, de suggérer, d'insinuer, de sous-entendre que l'homme ne correspondait pas exactement au leader que le monde du progrès cherchait ; qu'il y avait un je ne sais quoi en lui... que certaines zones d'ombre dans sa personnalité...

Les réticences chez les petits bourgeois progressistes (réticences que je n'ai guère rencontrées chez les ouvriers simples électeurs) étaient telles que je me suis étonné, à la sortie d'une réunion électorale présidée par M. Mitterrand, de ne pas voir les assistants tâter fébrilement leurs poches pour s'assurer que le portefeuille était encore là. Or, je dois l'avouer, c'est précisément ce qui gênait le plus ces petits bourgeois, peu désireux de suivre M. Mitterrand pour des questions de “ personnalité ”, qui me semblait le plus dénué d'intérêt. A quinze jours du scrutin, toute une foule de journalistes, de syndicalistes, de penseurs et d'oracles de la gauche en étaient encore à se poser publiquement la question : la personnalité de M. Mitterrand est-elle compatible avec l'idée que nous nous faisons d'une grande candidature de gauche ? En somme, la plupart de ces gens lancent l'idée que l'homme passe avant le programme, puis font la moue devant l'homme. On ne peut mieux servir la droite. J'ai décrit là l'attitude de ceux chargés d'éclairer la petite bourgeoisie de gauche ; quant à cette dernière, elle emboîta souvent le pas avec son conformisme et sa niaiserie habituels. Aussi, lorsqu'un supporter de Mitterrand était apostrophé par un gaullâtre dans des termes tels que : “ Mais, dites-moi, VOTRE Mitterrand... ”, le petit bourgeois de gauche acceptait la discussion sur ce terrain-là, et le dialogue atteignait alors des sommets où la prostate et la vanité d'un candidat faisaient un heureux pendant à la vitesse de jambes et à l'ambition de l'autre. Autrement dit, depuis l'avènement du gaullisme, la gauche ne choisit plus son terrain, mais se rend sur celui de l'adversaire et accepte la stratégie que celui-ci lui impose. Faire croire qu'un superman peut, à lui tout seul, transformer le pays grâce à des “ trucs ” est une mauvaise action de droite qu'une certaine gauche (ou prétendue telle) cherche à rendre populaire. Les exemples de cette propagande abondent. Parmi d'autres perles, on peut lire dans *Un nouvel horizon* (éd. Gallimard. Coll. Idées) de M. Defferre, l'ex-monsieur X. : “ Quelque temps cette force (celle des U.S.A.) a pu donner l'impression d'être assoupie. Mais elle est tout à fait réveillée depuis la présidence de J.F. Kennedy. On en donnera pour preuve le bond en avant de la production d'acier qui est passée en quelques mois de 90 à 120 millions de tonnes par an. ” Et voilà ; selon M. Defferre, qui n'explique rien[*], *quelques* mois d'administration kennédyenne ont fait augmenter la production de l'acier de 33 % ! Après ce miracle, les plus bouillants supporters de Mao ont pâle figure.

Lorsque je dis que la gauche choisit très souvent les critères de la droite pour se battre, je n'exagère rien. Une idée très répandue parmi les petits bourgeois de gauche et généralement les plus sincères, était que P.M.F., malgré ses qualités, aurait été un fort mauvais candidat aux élections présidentielles de 1966 parce que juif. Vous pouviez expliquer que la gauche ne doit pas se battre

[*] Pendant l'année précédant l'élection de Kennedy, plus d'un demi-million de travailleurs de l'acier avaient été en grève pendant plus de six mois.

pour drainer des voix racistes, mais pour supprimer le racisme, au mieux vous obteniez des soupirs consternés ou des sourires entendus signifiant : vous êtes bien naïfs ; l'homme est ainsi fait, hélas [4] !

Par contre, avant les élections législatives de 1967, on pouvait voir les cadres et valets de notre parti conservateur actuel rendre hommage à P.M.F. : à la télévision, Roger Stéphane a jappé son estime et Pompidou a ronronné la sienne à l'égard de l'ermite d'Évreux, devenu depuis député de Grenoble. Bien entendu, la bataille électorale pour les législatives de 1967 et l'attitude sans ambiguïté de M. Mendès-France ont amené M. Pompidou et ses amis à changer leurs batteries. Mais P.M.F., à l'époque, était considéré comme l'équivalent, à gauche, de De Gaulle. A tout prendre, la droite a intérêt à entretenir ce mythe de l'homme seul, efficace et né pour gouverner, fût-il de gauche. Mieux vaut, songent ces messieurs, un réformateur intelligent et modéré qu'un contrat de majorité regroupant le P.C. et toute la gauche non communiste. Un réformateur habile pourra toujours s'appuyer sur le centre-droit et une bonne partie de l'U.N.R. une fois De Gaulle disparu, alors qu'un nouveau Front populaire peut mener dieu sait où et remet en question – au moins dans les esprits – la belle pyramide capitaliste et la notion de propriété, ce qui est un crime. Point de criminels au pouvoir.

Après tout, peut-être suis-je simplement en train de me livrer à une attaque contre le réformisme du Centre-gauche : corriger les plus déplaisants aspects de la société capitaliste en apportant une solution à ses problèmes les plus aigus, et cela sans utiliser une doctrine précise mais en comptant sur l'habileté d'un homme politique capable ; qu'est-ce, sinon cela le réformisme ?

Mais, autrefois, le réformisme de gauche (car il existe un réformisme de droite ; demandez donc à M. Capitant ou à M. J.J. Servan-Schreiber) s'attaquait aux fondements mêmes de la société, changeait la nature des relations entre les différentes classes sociales. Deux périodes, en France, ont connu des gouvernements réformistes ; celle du Front populaire et celle de l'après-Libération[*]. Le gouvernement de 36, malgré ses erreurs, ses lacunes, ses faiblesses, brisait le moule de notre société, enterrait le mythe du patron de droit divin et changeait les termes du contrat social. Le Front populaire a éclairé les salariés sur ce qu'étaient leur rôle, leurs devoirs et leurs droits. M. Sauvy a écrit beaucoup de bêtises très savantes sur le Front populaire qui lui ont valu l'approbation des bonzes de notre prétendue nouvelle gauche. Par exemple, il ne rate jamais une occasion de rappeler que l'augmentation des salaires fut rapidement épongée par la flambée des prix. Mais, après tout, cela prouve simplement que la gauche ne fit pas beaucoup mieux que la droite en la matière (de 1929 à 1935, les salaires et traitements passèrent de 100 à 75 et les revenus agricoles de 100 à 41. (*Juin 36*, G. Lefranc. Coll. Archives. Ed. Julliard) et qu'on ne guérit pas du choléra en quelques mois. Pour un peu, M. Sauvy accuserait le Front populaire d'avoir perdu la guerre de 39-40. Il ne va pas jusque-là, mais il suggère : ces congés payés, ces quarante heures... tout de même... à une époque où l'ouvrier allemand... Bref, le Front populaire ne fut pas l'artisan de la défaite, mais un de ses facteurs[**]... Au passage, M. Sauvy rappelle, toujours en quelques lignes, que le Front populaire a accompli une certaine oeuvre sociale et humaine. Évidemment, M. Sauvy tient à le rappeler, car sans ces quelques lignes-là notre technocrate de gauche n'aurait plus qu'à aller tailler ses plumes d'oie chez M. Boussac. Dans les analyses du Front populaire écrites par M. Sauvy et ses amis, le déséquilibre est remarquable entre les résultats obtenus sur le plan humain et social et les erreurs commises par les dirigeants ; on accorde une place restreinte aux premiers en les traitant comme s'ils étaient d'un intérêt très secondaire, par contre, on explique minutieusement et avec sévérité, sinon avec partialité, les secondes. Qu'est-ce,que cette façon d'exposer les faits sinon une attitude parfaitement réactionnaire ? D'ailleurs, M. Sauvy se garde bien de replacer la lutte dans les conditions de l'époque où un certain esclavagisme fut aboli pour un temps et, en tout cas, discrédité.

[*] Je ne compte pas la brève expérience du gouvernement présidé par M. Mendès-France, dont la tâche essentielle fut de trouver une issue rapide à deux guerres coloniales.

[**] Un réactionnaire honteux est un monsieur qui désire des réformes profondes, mais trouve que ce n'est jamais le bon moment pour les réaliser.

Les conséquences morales, politiques et humaines du Front populaire sont habituellement à peine évoquées. Surprendrai-je M. Sauvy en disant que la force de la Résistance intérieure pendant l'occupation et les réformes de l'après-Libération sont le résultat lointain et logique du Front populaire ?

Après la Libération, dans l'explosion de joie et le désir de renouvellement qu'elle déclencha, les réformistes s'attaquèrent carrément à la propriété et à la libre entreprise. Mais ce qu'il faut souligner, c'est que toutes ces réformes, en 36 et après la Seconde Guerre mondiale, remettaient en question le système capitaliste et la société basée sur le profit, même si ces réformes semblent à présent des actes de gouvernement logiques et ordinaires. Notre réaction prouve à quel point ces deux périodes ont changé les esprits puisque nous jugeons banales des choses que les réformistes d'autres temps durent accomplir l'arme au poing, ou peu s'en faut. Donner un statut humain au salarié en 1936 et remettre à l'Etat, en 44-45, certaines activités du secteur privé lorsque ce dernier n'agissait pas au mieux de l'intérêt du public, c'était – dans le cadre de la société telle qu'elle était en ces années-là, avec ses principes, ses préjugés, ses traditions – s'attaquer à la forteresse capitaliste et la démanteler partiellement. Après ces deux périodes-là, les jugements sur la société, la politique, l'économie du pays ne pouvaient plus être les mêmes ; on n'a plus pesé l'homme avec les mêmes poids. La poursuite du bonheur, et donc de la justice, liée à un contrat social devenait une nécessité admise par tous, un article de foi inscrit en filigrane dans toutes les pensées politiques de l'après-guerre. Le collectivisme, le socialisme devenaient une exigence du public. Depuis, on a gardé les mots et on s'est débarrassé de la chose. Le refus de la contestation globale de la société est devenu très rapidement refus de la contestation tout court.

Que P.M.F., disciple de Poincaré et de Keynes, ancien élu radical, soit devenu le leader de l'aile gauche de la gauche non communiste en dit long sur le chemin parcouru ; car ce n'est pas M. Mendès-France qui a évolué. Cet honnête homme du centre-gauche est un de ces rares politiciens qui n'ont guère dévié de leurs principes ; c'est la gauche tout entière qui s'est rapprochée de la droite*. Lorsque P.M.F. déclarait en 1954 : “ Il faut sérier les questions ”, il était logique avec lui-même et avec le programme qu'il s'était fixé. Réformiste modéré, il désirait retoucher point par point les aspects déplaisants de la société, P.M.F. ne se voulait d'ailleurs rien d'autre qu'un réformiste prudent, intelligent et actif. En 1954, tous les socialistes que j'ai rencontrés approuvaient l'action du gouvernement Mendès-France et regrettaient les réticences de M. Mollet, mais les *comprenaient,* car ils situaient P.M.F. nettement à droite de la S.F.I.O. Or, actuellement, M. Mendès-France, sans avoir changé l'essentiel de ses principes d'action, je le répète, se retrouve à la gauche de la gauche non communiste. Il lui a suffi pour entrer au P.S.U. de déclarer vaguement qu'il avait réfléchi, et qu'il fallait non point sérier les questions, mais changer la société dans son ensemble. Personne ne prit cette déclaration au sérieux, car on savait qu'elle était destinée à calmer les appréhensions d'une des composantes du P.S.U. Je ne regrette pas l'entrée de l'ancien président du Conseil dans le P.S.U. et je souhaite le regroupement de toute la gauche non communiste au sein d'une seule organisation ; mais je constate que l'ex-jeune turc du Parti Radical est devenu – sans changer sa place d'un pouce – le Pape des progressistes. L'éventail politique s'est déplacé ; la petite bourgeoisie et ses chefs ont glissé à droite, et le réformiste de gauche a remplacé l'homme au couteau entre les dents ; à cela près que le réformiste moderne n'effraie guère la droite qui espère toujours l'attirer à elle et y parvient bien souvent.

On peut parler ici de la trahison ou de la défaillance des principaux chefs de la gauche marxiste, mais avouons que les cadres de la petite bourgeoisie n'ont jamais sérieusement tenté de remplacer ces chefs-là. Ce n'est pas la lutte des classes qui est inactuelle, mais bien les lutteurs qui ont disparu. La petite bourgeoisie accepte son statut et compte sur ses intellectuels, ses cadres, ses guides pour apporter une amélioration quelconque à ses conditions d'existence. A la rigueur même, si tout ne va

---

* Je m'excuse auprès des hardis supporters du Centre d'utiliser ici le mot “ droite ” ; mais, à mes yeux, le Centre n'existe pas ; le Centre est une invention de la droite.

pas trop mal, si son niveau de vie ne fait que piétiner un peu, elle se contente d'entendre affirmer que la France est grande et prospère ; ce degré d'égotisme nationaliste et multiplicateur est parfois la seule et mince barrière qui sépare la gauche de la droite.

Après tout, mal ou bien, le temps règle toujours les problèmes, et s'il ne les règle pas, du moins espère-t-on toujours qu'ils seront réglés bientôt[*]. D'ailleurs, l'existence de ces problèmes, leur nombre et leur technicité semblent interdire le changement global de notre société ; c'est ce que déclarent et suggèrent sans cesse les plus réalistes de nos guides de la petite bourgeoisie, qu'ils soient de droite ou de gauche. Nous l'a-t-on dit et redit que la société était devenue un mécanisme si complexe, si riche en centres de décision et d'exécution, qu'il fallait se garder de la modifier avec trop de précipitation sous peine de tout détruire. Au manque d'informations habituel que la droite entretenait autrefois a succédé une sorte de pointillisme des connaissances. Qu'ils soient de droite ou de gauche, tous nos cerveaux de la petite et moyenne bourgeoisie insistent sur la complexité du monde moderne. De Raymond Aron à Gaston Defferre, nos modernistes, en fait, utilisent les formules et la tactique vieillottes des patrons de combat à l'époque du Front populaire : ils tentent d'imprimer dans les esprits l'idée que la délicatesse des rouages sociaux ne permet qu'aux techniciens de les manipuler sous peine de les briser (et le patron -propriétaire ou manager – n'est-il pas un technicien ? Le seul capable de faire fonctionner son usine, sa firme ?) ; d'autre part, ils laissent entendre que toute mutation de la société ne peut être possible qu'en changeant les rouages lentement et un par un. Voilà qui met les citoyens hors course, les révolutionnaires hors combat et facilite la besogne de la réaction. C'est pour cela que lorsque les ténors des classes moyennes, après avoir longuement insisté sur ces deux idées, expliquent qu'il faut démocratiser la société en faisant participer les électeurs à la vie du pays, et cela à chaque échelon possible, on éprouve le sentiment que ces gens-là désirent simplement que les locataires d'un immeuble se réunissent, de temps en temps, dans la loge de leur concierge pour y parler de la pluie et du beau temps[**].

Le comble du ridicule fut atteint par les journalistes et penseurs de gauche lors des élections municipales de 1964 à Grenoble. Un certain Dubedout, ingénieur qui avait de secrètes sympathies pour un socialisme moderne qui reste à définir mais se refusait énergiquement à militer dans un des vieux partis, ayant découvert que Grenoble manquait d'eau parce que le maire de cette ville était un incapable, s'empara finalement de la mairie. Notez bien que je ne ressens nulle hostilité à l'égard de M. Dubedout, maire probablement dynamique et qualifié. Mais c'est de l'attitude des hérauts de la gauche qu'il nous faut parler : on se pâmait, on se congratulait, on s'émerveillait. Enfin, elle était là cette nouvelle gauche introuvable et conquérante, apolitique et technicienne, efficace et penchée sur les problèmes concrets de l'heure. Le regard clair de M. Dubedout devenait le grand phare du socialisme moderne. Toute la gauche avait pour lui les yeux de Phèdre pour Hippolyte ; et chaque raccord en té, chaque mètre de tuyau, chaque collier de serrage posé représentait un jalon dans cette triomphale marche en avant du socialisme à la Kennedy ou à la Defferre.

---

[*] Ce qui permet aux gouvernements réactionnaires de mettre à leur actif le développement normal de la société. A cela, la gauche ne trouve rien à répondre, sinon : nous aurions fait un tout petit peu mieux. Avouez que c'est exaltant.

[**] En fait, cette fameuse démocratisation consisterait à intégrer les syndicats. En France, les syndicats effraient encore un peu ; en tout cas davantage que les partis, à l'exception du P.C., car ils représentent encore largement le monde ouvrier et son sentiment, parfois confus, de frustration.

II *

“ On s'aperçoit, en général, à comparer l’œuvre des individus à leur ancien comportement d'adolescents, que ceux qui, entre quinze et dix-sept ans, n'ont jamais construit de système insérant leur programme de vie dans un vaste rêve de réformes, ou ceux qui au premier contact avec la vie matérielle, ont sacrifié d'emblée leur idéal chimérique à leurs nouveaux intérêts d'adultes, n'ont pas été les plus productifs. ”

Jean PIAGET : *Six Etudes de Psychologie.* Ed. Gonthier.

On se plaint fréquemment, à droite comme à gauche, avec des larmes de crocodile parfois, des sourires comblés très souvent, de la dépolitisation de la jeunesse française. Or cette dépolitisation est la conséquence immédiate des deux règles actuelles acceptées par la gauche, ou plus exactement par la petite et moyenne bourgeoisie intellectuelle

1. le rejet de la contestation globale et du refus d'un certain type de société, ainsi que le goût des analyses innombrables et floues de problèmes distincts.

2. le désir de voir se personnaliser le pouvoir, ou l'acceptation hypocrite de cette personnalisation.

Si la jeunesse est devenue un des problèmes – un de plus – sur lesquels se penchent avec bonté la droite et avec lucidité la gauche, les jeunes aussi s'intéressent aux problèmes, mais à leur façon. Comme jamais les jeunes n'ont été si nombreux, comme jamais les partis de gauche n'ont renoncé avec un si bel accord à leur donner quelque culture politique, et comme jamais non plus les partis politiques n'ont autant flatté leurs pires défauts, pour la première fois depuis bien longtemps et chez presque tous les adolescents, on retrouve sans peine sous le vernis de la jeunesse la sclérose du petit bourgeois mûrissant. Jamais autant de jeunes n'ont accepté avec autant de naturel l'ordre social dans lequel se sont insérés, bien ou mal, leurs parents[**]. Certes, on couche plus tôt, en moyenne, entre garçons et filles ; on crie plus fort et on se démène davantage ; mais il ne s'agit là que d'une façon moderne de jeter sa gourme. Les adultes, en leur temps, ont jeté la leur à leur manière ; s'ils y ont mis moins de rage, c'est tout simplement parce que ce n'en était pas la mode, qu'ils étaient moins nombreux et qu'ils n'en avaient que rarement le temps et les moyens. Encore n'en suis-je pas très sûr, car la presse, autrefois, ne s'intéressait guère aux faits et gestes des jeunes gens et à leurs

[*] Ecrit près de deux ans avant les journées de mai 68, ce chapitre me vaudra l'ironie des modernistes – qui n'avaient rien prévu d'ailleurs. Pourtant ce tableau de la jeunesse hébétée de 1966 est assez fidèle et pourra peut-être resservir un jour. Les étudiants en colère n'ont-ils pas été les premiers surpris par la vigueur de leur révolte et les dimensions de leur succès ? Fidèle, ce tableau aide mieux à comprendre la violence des récentes explosions. Pendant dix ans, les jeunes ont eu pour modèles de prudents adultes frileusement résignés à la société capitaliste, des adultes qui redoutaient tant l'orage des révolutions qu'ils condamnaient toute contestation globale et toute tentative de modifier la société par la force si nécessaire. Le seul parti révolutionnaire, relativement isolé dans un ghetto politique, se contentait des suffrages des mécontents et semblait figé.
Convertis à des attitudes, à des pensées et à une indifférence politique de vieillards (et cela à l'intérieur d'une société archaïque et inique), déjà manipulés par les marchands de biens de consommation (et cela dans une nation semi-industrialisée qui ne satisfait pas les besoins les plus urgents), privés de tout exutoire politique (et cela dans un pays où les traditions révolutionnaires sont fortes), de nombreux jeunes gens ont vivement et obscurément ressenti l'absurdité du personnage qu'ils jouaient lorsque les émeutes ont éclaté au Quartier latin. Ils ont rejeté leur court passé et ont applaudi ou suivi les étudiants en colère. Leur réaction a été d'autant plus violente que leur imitation des adultes et l'ignorance politique où on les tenait avaient réprimé leur tendance naturelle. Seulement, comme précisément leur culture politique est souvent mince ou nulle et qu'aucune organisation n'est là pour les encadrer et utiliser leur élan, leur révolte n'a parfois déclenché qu'une crise d'autorité ou encore a explosé dans le vide, et le drapeau noir ou rouge a couvert bien des erreurs, des faiblesses et des impuissances. La gauche va-t-elle donner à ces révoltés les moyens de leur révolte ou va-t-elle simplement la digérer ?

[**] Tous les sondages, bien sûr, indiquent que les jeunes sont plus à gauche que les autres ; mais la chose est constante.

manifestations explosives. Les bagarres entre garçons de quartiers ou de villages différents n'étaient pas rares, mais la publicité ne s'en mêlait pas pour faire se battre entre eux une poignée de voyous afin d'en tirer quelques bonnes photos. On ne demandait point à tel ou tel de bande d'expliquer sa “ philosophie ” quotidienne. Les journalistes et penseurs actuels semblent s'étonner d'autant plus de l'originalité de la jeunesse moderne qu'ils connaissaient plus mal la jeunesse de leur temps. Jamais pourtant les jeunes gens n'ont autant ressemblé à leurs parents, sinon à leurs grands-parents. Entraînés par la mode des adultes satisfaits de pétrir ainsi leur conscience, ils se plongent, eux aussi, dans l'étude des “ problèmes ”. Les journalistes les aident à y songer, les belles âmes de gauche aussi, parfois même leurs vedettes. Mais les vedettes – simples reflets des goûts de leur public, ce qui explique l'anémie de leur talent savent bien qu'il s'agit là d'une mode et en calculent le rapport en gros sous. Que des êtres aussi sots que chevelus bourdonnent des chansons traitant des “ problèmes ” de l'heure avec niaiserie et balourdise, et que toute la presse de la petite bourgeoisie tente d'y découvrir la “ philosophie ” de la jeunesse est symptomatique. Et lorsqu'une des plus populaires jeunes idoles de la chanson vient déclarer au micro : j'ai l'intention de chanter bientôt une chanson contre le racisme, et – à la question : pourquoi ne l'avez-vous pas fait plus tôt ? – qu'il réponde : je désirais en chanter une, mais ce n'était pas à la mode ! Voilà qui se passe de commentaires. Les jeunes réagissent exactement comme les adultes, mais moins habitués à déguiser leurs véritables motifs, moins subtils et moins habiles, ils avouent tout bêtement que pour la plupart d'entre eux la “ problémite ” est un truc, un machin, une mode enfin. Le jeune, qui logiquement devrait revendiquer, se contente actuellement de laisser pousser sa tignasse ou de se saouler de beuglements dans une soirée “ yéyé ”. Pour un certain nombre, le bruit et la gesticulation ont remplacé l'action politique dans laquelle ils se donnaient à fond lorsqu'ils y participaient. Quoi d'étrange à cela ? Qui s'est donné la peine de tenter leur éducation politique ? Leurs connaissances en la matière et je parle là d'étudiants et de lycéens âgés – vont rarement au-delà des titres de *France-Soir* ou de l'étude superficielle et incolore de nos fameux “ problèmes ”. Comment voulez-vous qu'ils s'y retrouvent dans cet émiettement de l'univers et cette soudaine complication des choses, alors que personne ne leur propose de solution globale, ne leur en parle sinon pour la critiquer, et que chacun s'ingénie à trouver de bonnes raisons pour les laisser dans leur ghetto d'ignorance politique, et même d'ignorance tout court ?

Dans *Le Monde* du *24* septembre *1966,* on peut lire les lignes suivantes écrites par M. Alfred Grosser (“ Nouvelles Générations et Familles Politiques ”) : “ Aujourd'hui, pour tout un ensemble de raisons, les fils n'épousent plus les querelles des pères. L'avenir parle à l'esprit bien plus que le passé. Le 6 février ne dit plus grand-chose à ceux qui se passionnent pour la course à la lune. Ni celui de 1934 ni celui de 1956. Et les nouveaux électeurs de la prochaine consultation avaient treize ans le 13 mai. ”

Or ces clichés – vieux clichés à présent de la nouvelle gauche que M. Grosser ressasse avec satisfaction illustrent admirablement tout mon propos

1- Si les fils n'épousent pas la querelle des pères, c'est que les pères ne se querellent plus guère, tout simplement ; l'essentiel des efforts de la plupart des chefs de la gauche ayant consisté à faire passer la gauche à droite.

2. L'idée qu'il faut rendre les jeunes gens idiots pour parfaitement les comprendre et être compris par eux est intéressante. Je pensais qu'il valait mieux éduquer politiquement les jeunes, leur apprendre l'histoire des événements passés et des forces alors en présence pour leur faire comprendre le présent et l'avenir qui se dessine, pour leur faire découvrir certaines constantes. M. Grosser pense, lui, qu'il vaut mieux – sans doute au nom de “ l'efficacité ” – leur parler de problèmes techniques tels que la construction des spoutniks. Bref, il faut s'adapter à la jeunesse et à son ignorance.

3. Enfin, ne plus parler du présent mais de l'avenir ; voilà l'idée clé de cet article. On pourrait donc, comme le suggère me semble-t-il M. Grosser, s'attacher dès maintenant l'enfant de quatorze ans, futur électeur des élections de 1973, en proposant une planification de la fabrication des sucettes et une production massive d'albums de Tintin et Milou.

Il faut donc dépolitiser les jeunes ; et on leur désigne les politiciens connus comme des vedettes ; on leur en parle, à gauche aussi bien qu'à droite, comme d'hommes qui se rencontrent en des combats singuliers, comme des seigneurs nouant entre eux des alliances ou lançant leurs troupes les unes contre les autres pour s'emparer du pouvoir. Peut-on s'étonner alors que, dans une classe de philosophie comptant surtout des élèves issus de la petite bourgeoisie, à la question suivante : “ Quelle doctrine politique vous attire ? ” – un certain nombre de potaches aient répondu : le gaullisme ! ... Que des jeunes gens, arrivés à un niveau d'études où leur est demandé d'exprimer des idées simples mais claires, puissent être gaullistes, c'est attristant mais bien naturel ; une partie de ces garçons et filles songent déjà à chausser les pantoufles de leurs parents, veulent défendre leurs intérêts de classe et sont conditionnés par leur milieu familial. Mais que des jeunes gens de dix-sept à vingt ans, futurs électeurs des prochaines élections présidentielles et désireux pour la plupart de poursuivre des études l'année suivante dans une faculté des lettres, puissent confondre le manteau d'Arlequin d'un pragmatisme confus et grandiloquent avec un des puissants courants d'idées qui modèlent le monde, cela passe les bornes de l'entendement. Ces jeunes gens pouvaient parler de nationalisme, de réformisme, de conservatisme... Que sais-je encore ? Mais les concepts les plus familiers se sont effacés dans l'esprit des jeunes au bénéfice de cet enthousiasme primaire pour telle ou telle personnalité. En sont-ils responsables ? Voire.

Après le mendésisme, c'est le kennédysme que la presse de gauche a chanté sur sa lyre. Là, toute la bourgeoisie, petite et moyenne, de droite et de gauche, s'est retrouvée au grand complet, belles âmes et intellectuels en tête, dans un grand élan unitaire d'enthousiasme et d'admiration pour applaudir le jeune président des Etats-Unis. La droite, ravie d'une pareille aubaine, a regardé avec goguenardise ses ennemis de la gauche placer sur un piédestal le jeune milliardaire américain responsable de l'enlisement au Vietnam et du débarquement de la baie des Cochons. Quant à la gauche, elle semble avoir totalement perdu de vue le fait que les notions “ gauche ” et “ droite ” ont une valeur relative et non pas absolue ; plus exactement, elle a omis d'en informer son public. Dans l'état politique où se trouvaient les Etats-Unis en 1960, la candidature de Kennedy était une candidature de gauche ; c'est-à-dire que Kennedy se trouvait à gauche des autres candidats possibles. Un point, c'est tout. De là à chanter les louanges d'un candidat devenu président dont les ambitions progressistes étaient bien modestes mesurées à la toise européenne, mais dont les positions réactionnaires et nationalistes étaient parfois incontestables, il y avait un pas qu'il ne fallait pas franchir. Chaque fois que Kennedy accomplissait une de ces mauvaises actions que les gouvernants et le peuple américains couvrent volontiers de raisonnements vertueux, la presse de gauche s'empressait d'expliquer que c'était la faute de Pierre, Paul ou Jacques, que ce pauvre Kennedy n'y pouvait rien, que mal conseillé, mal entouré, mal dirigé par les anciennes créatures d'Eisenhower, il était tombé dans un piège d'où il lui fallait bien sortir sans salir l'honneur des États-Unis ni froisser l'orgueil de ses habitants, que sa tâche n'était pas facile.

En un mot, la gauche, constamment, a pratiqué le gaullisme à l'égard de Kennedy. Après avoir semé de pareilles graines, allez-vous-en combattre le gaullisme chez vous !

A la mort de Kennedy, j'ai été frappé par le nombre de gens, et particulièrement de jeunes gens, qui parlaient du président assassiné comme de quelque héros irremplaçable capable de changer la face du monde, la société tout entière, par la seule grâce de ses dons prodigieux. En fait, ce n'était pas Kennedy qu'on pleurait, mais le superman créé de toutes pièces par la propagande de gauche comme de droite.

Avoir provoqué cet enthousiasme en faveur d'un président jeune, moderne, dynamique, mais très respectueux du système capitaliste dont il était un des enfants chéris, est une de ces sottes manœuvres de la gauche dont, à moyen terme, elle est la première victime.

Du coup, enchantés des résultats spectaculaires obtenus par la propagande lorsqu'elle est puissante et presque unanime dans un même camp, les hommes politiques de gauche et du centre-droit y ont vu une nouvelle voie pour eux et leur avenir politique. De Defferre à Schreiber en passant par Lecanuet, l'élection et la gestion de Kennedy sont devenues les modèles à copier.

Defferre évoquait volontiers l'expérience Kennedy (le mot “ expérience ” était d'ailleurs utilisé pour donner une apparence sérieuse, scientifique, à son “ socialisme moderne ”). Le quadrillage des comités “ Horizon 80 ” était un peu le reflet de l'organisation électorale du jeune président démocrate assassiné.

J.-J. Servan-Schreiber, grand admirateur de Kennedy, cherche à passer pour l'homme capable d'allier les qualités de l'intellectuel à celles de l'homme d'action. Il songe à l'avenir.

Quant à Lecanuet, ses amis des public-relations lui firent prendre le chemin le plus court : il EST le Kennedy français. L'Amérique protestante ayant un jour choisi un président catholique, M. Lecanuet se convainquit que la France catholique finirait par élire un cagot.

Mon but n'est pas de clouer au pilori ces trois politiciens, mais tous trois ont été, à un moment ou à un autre, les têtes d'affiche de la petite et moyenne bourgeoisie qui se veut moderne. Tous trois ont rêvé de remplacer le gaullisme par une sorte de kennédysme à la française, c'est-à-dire une sorte de gaullisme de gauche. Tous trois ont été, ou sont, les maîtres à penser d'une partie de la jeunesse française dans la mesure où la jeunesse n'est pas gaulliste et s'intéresse à la politique. Mais comment diable voulez-vous qu'ils s'intéressent à la politique ces jeunes gens lorsque tous les idéaux qu'on a su leur offrir étaient la bonne gestion à la Defferre, les “ problèmes ” de *l'Express* et les dévotions de Lecanuet [5] ?

Nos conservateurs actuels ont d'ailleurs parfaitement compris que les jeunes Français en étaient arrivés à un point de dépolitisation tel qu'il suffisait de parler d'eux, de feindre l'intérêt à leur égard, de les traiter comme s'ils étaient une classe à part dans la nation dont tous les membres ont à peu près les mêmes besoins, pour capter leur sympathie. Habituer des jeunes gens à se définir d'abord et surtout comme des jeunes, cela évite qu'ils se définissent comme des ouvriers, des paysans, des fils de patrons, de commerçants, etc. L'opération capital-misère menée contre la jeunesse a été jusqu'ici une réussite, malgré bien des maladresses et des échecs. La droite le sait et le sent, et pas une année ne s'écoule sans que quelque *Candide* ou quelque *Paris-Match* ne publie une filandreuse enquête d'où il ressort que la jeunesse est comme ceci ou comme cela. Et si Pisani se veut l'inventeur du socialo-gaullisme, Missoffe me semble le fondateur du crétino-gaullisme. Je m'excuse de ce pléonasme nécessaire pour distinguer l'une des branches les plus subtiles du gaullisme. Il va sans dire que le crétino-gaullisme s'adresse aux jeunes. A la table ronde, M. Missoffe a substitué l'enquête-fleuve, le questionnaire-marécage et les promenades-surprises en hélicoptère. Je lis dans *Nice-Matin* du 13 octobre 1966, édition de Cannes, le compte rendu d'une réunion où ont été dépouillés les bulletins apportant les réponses des jeunes aux questions du ministère de la Jeunesse : “ Nos adolescents désirent aller au théâtre à des prix abordables, voyager dans de bonnes conditions, avoir davantage de piscines, de bibliothèques, pratiquer en commun l'éducation physique, ne pas “ faire ” de chant choral, travailler un instrument, souhaitent “faire ” du cinéma, regarder la télévision, etc.

Vraiment, on reste tout ébaubi devant la prodigieuse originalité des réponses.

Les journaux de droite ont applaudi les initiatives totalement inutiles de ce ministre démagogue, mais la gauche, malgré ses critiques, ne reste pas insensible à l'attrait de ces moulinets dans le vide. Patrick Loriot, dans *le Nouvel Observateur* (16 millions de voyous ? numéros du 13 et du 20 juillet 1966) nous déclare : “ Il n'est pas mauvais au bout du compte que Missoffe ait fait peur à tout le monde. ” D'ailleurs, si les jeunes sont aussi “ hébétés ”, c'est que “ tout adulte qui est resté préoccupé de l'enfance est paternaliste par définition ” ; quant au problème de la jeunesse, “ par quelque bout qu'on le prenne, (il) bute sur l'éducation nationale ”. Tout l'article de Loriot est à lire. Bien sûr, on déplore la faiblesse des moyens, mais on estime finalement que l'éducation et l'encadrement de la jeunesse ne seront une réussite que si les éducateurs parviennent d'abord à se débarrasser de leurs vieux principes et réflexes grâce à un effort personnel d'adaptation.

Alors que 80 ou 90 % des sociétés sportives en sont réduites à prendre pour sièges sociaux des bistrots ; alors que l'inexistence de piscines publiques d'hiver, d'équipements sportifs, culturels ou pour les loisirs empêche tout encadrement sérieux de la jeunesse ; alors que les mouvements de jeunesse n'ont aucun moyen pour appâter, former et intégrer des cadres et des moniteurs ; alors que nous n'avons que de rares structures d'accueil et très peu d'éducateurs, on vient nous raconter qu'il faut D'ABORD rénover les structures et les méthodes.

Ce genre de long monologue sur quelque chose qui n'existe pas, avec pour conclusion la certitude que toute amélioration passe d'abord par le cœur de l'individu et non par le budget et les choix de l'Etat caractérise la gauche qui, finalement, rejoint ici la droite. C'est même la gauche qui regrette le plus vivement que l'enquête “ ne souffle mot sur les études, le service militaire, le logement, le métier, la vie sociale, politique et économique [*] ”.

Bien que l'avenir – et les résultats scolaires sont là pour le prouver – ne soit pas particulièrement brillant pour le fils d'ouvrier, de petit employé ou de petit fonctionnaire ; alors que tout ce qui est offert au fils de citoyens pauvres ou dans une situation médiocre, c'est vingt ans d'épargne pour se procurer un F 3 modèle plan Courant ; on feint de croire que les jeunes ne se divisent pas en classes sociales, mais en admirateurs de telle ou telle idole de la chanson ou du cinéma.

La jeunesse est dépolitisée, mais la responsabilité des partis de gauche est immense. P.C. et S.F.I.O. ont combattu la politisation de leurs propres jeunes avec une efficacité et une ardeur qu'on aurait aimé leur voir déployer contre le culte de la personnalité pour l'un, et contre la politique colonialiste pour l'autre. Tous leurs efforts ont tendu à l'anéantissement de toute pensée politique au sein de leurs propres organisations de jeunes.

Abandonnée par les partis politiques de gauche, sollicitée par les merveilles de la production américaine et les promesses d'une civilisation capitaliste du bien-être, alléchée par une production massive de trucs et de zinzins qui n'ajoutent rien à son niveau de vie mais dévorent ses loisirs, la jeunesse française est une proie superbe pour ces hommes de droite qui camouflent leur conservatisme sous des allures modernistes ou gauchisantes.

A l'âge où la soif de justice devrait conduire à une révolte permanente contre un ordre social qui ne sera jamais parfait mais se montre particulièrement injuste, nos jeunes gens se veulent raisonnables dans le domaine des idées. A un âge où détruire ce qui est mauvais devrait être un désir naturel et puissant – car on n'a pas ces calculs de l'âge mûr – on frissonne devant ce qui n'est pas “ constructif ”. Ce refus des idées négatives n'est d'ailleurs qu'une peur viscérale des révolutions inculquées à ses enfants par cette bourgeoisie timorée qui est la trame de notre société.
Finis les grands élans vers un idéal ; terminée la grande soif de renouvellement. Nos jeunes gens sont “ constructifs ”, c'est-à-dire conservateurs.

---

[*] En somme, la gauche regrette que M. Missoffe n'ait pas pratiqué... l'équivoque gaulliste à fond car faire parler ces jeunes comme s'ils constituaient un ensemble sans classes, n'est-ce pas cela le gaullisme ?

“ ... *beaucoup d'Américains se sont dégagés des anciennes allégeances sans en acquérir de nouvelles et, par conséquent, sont totalement inattentifs aux problèmes politiques. Ils sont étrangers d la politique. Ils ne sont pas révolutionnaires, pas libéraux, pas conservateurs, pas réactionnaires ; ils sont inactionnaires ; ils sont en dehors. Si l'on accepte la définition grecque de l'idiot comme un “ homme privé ”, alors il faut conclure que les citoyens américains d'aujourd'hui sont en majorité des idiots.* ”

G. WRIGHT MILLS : *Les COIS Blancs.* Ed. Maspéro.

III

Les modes nous viennent surtout des U.S.A. Depuis la dernière guerre mondiale, les États-Unis ont exercé une véritable fascination sur la bourgeoisie française et ses hommes politiques. A l'époque de la Libération, notre population, affamée et humiliée, regardait avec envie ces géants souriants qui mangeaient du pain blanc et venaient d'un pays de cocagne. Après tant de souffrance et de silence, l'avidité avec laquelle toute la population – intellectuels, ouvriers et bourgeois – se jeta sur ce qu'apportait l'Amérique (nourriture, certes, mais également films, livres, modes de vie, etc.) était bien naturelle. On pouvait être progressiste et en même temps porter beaucoup d'intérêt à ce pays puissant, à cette nation immense, à ce carrefour de plusieurs races, à cette gigantesque usine à produire des biens de consommation. La curiosité des intellectuels de gauche pour les États-Unis ne signifiait pas abandon de leurs idées politiques, renonciation pure et simple. Sartre aimait le jazz, les romans américains, certains aspects de la vie outre-atlantique, mais il restait un progressiste, et Sartre était alors très représentatif de ces hommes de gauche à l'esprit aiguisé qui pullulaient au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. On admirait le gigantisme de la production ; mais on lisait Sinclair Lewis et Dos Passos, et Babbitt n'en imposait pas.

Bien des choses se sont passées depuis. Le stalinisme a effrayé toute la petite bourgeoisie, de droite comme de gauche. La droite, apeurée, a vite compris que l'Amérique offrait la meilleure défense du monde capitaliste, la barrière la plus solide contre toute entreprise de collectivisation. Quant à la gauche, secrètement frappée de terreur devant ses propres théories, ne croyant plus guère à aucune forme de socialisation depuis le coup de Prague, convaincue au fond que toute tentative sérieuse de changement de l'ordre capitaliste ne pouvait mener qu'à une dictature féroce de type stalinien, elle renonça. N'ayant pas le courage de poursuivre l'éducation politique du peuple – amorcée après la Libération – et de choisir le neutralisme – proposé par quelques esprits lucides – les chefs de la gauche se tournèrent vers l'Amérique comme vers un dieu protecteur et l'adorèrent.

Contrairement à ce que proclament quelques beaux parleurs, il n'y a guère d'antiaméricanisme en France. L'antiaméricanisme est une pièce avec un seul acteur et quelques utilités ; mais cet acteur-là est envahissant et veut tenir toute la scène. Lui disparu, et une fois éliminés les quelques chiens couchants maurassiens dévoués aux idées de leur maître et qui passeront à l'extrême droite fascisante, les barons U.N.R. redeviendront ce qu'ils sont : les gérants d'un ordre social que seuls les États-Unis sont assez forts pour protéger dans le monde. La droite antiaméricaine ? Elle réunit deux ou trois Debré et quatre ou cinq comparses, derniers ptérodactyles d'un nationalisme révolu.

Pour suivre le raisonnement rarement formulé de la gauche trembleuse, il suffit de lire quelques lignes d'*Un nouvel horizon.* Page 21, dans l'introduction, M. Defferre écrit : “ Dans les démocraties occidentales, les méthodes qu'ils (les communistes) ont proposées pour changer la société leur ont enlevé la possibilité de collaborer à cette transformation ” ; et plus loin, page 22 : “ Dans une nation qui est déjà au bord de la prospérité, une politique de chambardement, de représailles et de spoliation commencerait par briser les ressorts de l'expansion, sans le moins du monde garantir leur remplacement par des ressorts plus puissants : le coup d'État communiste de 1948 n'a pas ouvert au pays le plus avancé de l'Europe de l'Est, la Tchécoslovaquie, un raccourci vers l'abondance. ”

On retrouve ici des idées qui nous sont familières : la société moderne est une horlogerie trop complexe pour qu'on se risque à en fausser les mécanismes. Mais nous avons vu cela. Par contre,

l'équation posée est bien intéressante, car Defferre y développe le credo qu'une grosse partie de notre gauche moderne n'ose avouer être le sien

1. Le communisme souffre d'un mal aigu, le stalinisme. Quoi que le P.C. fasse, quelles que soient ses propositions d'action commune et de programme commun, nous devons nous voiler la face et lui tourner le dos. D'ailleurs, le stalinisme n'est pas une maladie du communisme ; c'est le communisme. Communisme = Stalinisme.

2. Admirons au passage le choix du vocabulaire : “ chambardement ”, “ représailles ”, “ spoliation ”. Et là, Defferre ne parle pas du Parti Communiste mais simplement de lutte des classes, de révolution socialiste, de collectivisation. Aussitôt, l'exemple choisi est celui de Prague, honni par la gauche comme par la droite. Et ainsi, Defferre a posé son équation : collectivisation = communisme = stalinisme.

Toute la gauche ou presque vit depuis 1947-48 sur ces idées-là et dans cette crainte-là*. Et, du coup, toute la moyenne et petite bourgeoisie se retrouve unanime dans son admiration pour l'Oncle Sam.

Bien sûr, il est de bon goût d'exprimer des réserves sur tel ou tel aspect de la politique ou de la civilisation américaine. On peut arborer un léger sourire moqueur en parlant de la “ civilisation du chewing-gum ”. On peut même – comme M. d'Astier de La Vigerie, au cours d'une des nombreuses émissions télévisées consacrées à la publicité gratuite de son mensuel – s'exclamer : “ Je n'aime pas beaucoup les sociétés de consommation. ” Mais défense, défense absolue d'attaquer les Etats-Unis en profondeur. Les réserves et les condamnations ne doivent s'appliquer qu'à des actions politiques isolées de leur contexte, à des attitudes décrites comme provisoires et non pas spécifiques. Lorsque même, par hasard, cette condamnation d'un fait isolé risque de mener loin, trop loin ; on évite de l'interpréter, on la tait ou on la récuse. Non, l'antiaméricanisme n'existe pas ; même l'antiaméricanisme gaulliste et officiel n'est qu'un leurre ; il consiste simplement à rechercher quelque prestige auprès des masses françaises ou étrangères en marquant l'indépendance de la France vis-à-vis des Etats-Unis. C'est de l'antiaméricanisme pour ambassades et consulats, bien utile parfois en période d'élections, malgré l'inquiétude de la bourgeoisie, car chaque fois qu'un imbécile crie “ cocorico ”, il se trouve des millions de Français pour relever la crête.

La droite et la gauche refont souvent leur unité – malgré des désaccords de façade, de style – sur ce thème. A un point tel que lorsque, trompé par la ligne antiaméricaine officielle de notre diplomatie, un journaliste se hasarde à montrer ou dire des choses qui peuvent amener le public à se poser des questions sur la valeur d'exemple de la société américaine – c'est-à-dire d'une société capitaliste pleinement épanouie –, il fait l'unanimité contre lui.

Dans une émission de “Cinq Colonnes à la Une ”,des reporters ayant osé montrer une des poches de misère des États-Unis, ce fut – dans la presse de gauche comme dans celle de droite – un tollé général. On accusa ces journalistes d'antiaméricanisme stupide, borné, systématique. Le principal péché qu'ils avaient commis – s'exclamèrent en chœur journalistes de gauche et de droite, à l'exception d'un quarteron gaulliste visiblement gêné d'un tel pas de clerc – était d'avoir montré une image déformée des États-Unis, car ils n'y avaient découvert qu'une poche de misère, alors qu'il aurait fallu filmer également la puissance et la générosité de ce pays. Montrer seulement un tableau

* Les alliances actuelles ne doivent pas dissimuler les réalités. Une partie de la gauche non communiste n'accepte l'alliance avec le P.C. que contrainte et forcée, en attendant des jours meilleurs où elle pourra gouverner avec la droite modérée. La grande masse des électeurs qui ont voté pour la gauche en 1967 (y compris ceux qui ont voté pour le P.C. au deuxième tour des élections législatives) désire l’alliance avec le P.C. pourvu que celui-ci devienne un parti bourgeois prudemment réformiste. Peu d'hommes désirent vraiment construire le socialisme avec l'aide et la participation active du P.C. L'anticommunisme dont je parle est un anticommunisme de fait, non d'étiquette ; il s'éveille dès que le P.C. montre quels sont ses buts réels.

de la pauvreté aux U.S.A. sans exhiber des vues sur la prospérité générale du pays était scandaleux, de l'information mensongère qui faussait l'opinion des gens. Or ces accusations et protestations étaient grotesques : s'il y a réellement information mensongère et scandaleuse, c'est bien à propos de la société américaine, mais en sa faveur. Dès les premiers jours où l'enfant entend parler des États-Unis – dans sa famille, à l'école, au lycée, au cinéma, à la radio, partout –, il apprend que les Américains mènent une vie fastueuse, ont atteint un degré de richesse extraordinaire, que le simple ouvrier vit comme un nabab, roulant carrosse et habitant palais, et que démocratie et liberté sont le pain et l'eau de leur régime*. Et s'il est vrai que le niveau de vie est très élevé aux États-Unis, il est vrai que ce tableau-là comporte des ombres. Or, jamais les taches qui gâtent ce tableau ne sont carrément dénoncées ; ou, plutôt, les journalistes parlent longuement et souvent de ces “ problèmes ” et des erreurs commises par les Américains, mais ils n'en parlent jamais comme des conséquences logiques et inévitables d'un certain choix politique et social. Les aspects les plus grinçants et les plus révoltants du paradis capitaliste doivent être considérés hors de leur véritable contexte (comme nos fameux “ problèmes ”) ; ils ne doivent jamais être traités comme des injustices inhérentes au système. Prenons, par exemple, cette affaire des poches de misère aux États-Unis ; il est de bon ton d'en parler d'un air affligé en rappelant que Kennedy en avait dénoncé la honte, de souligner les efforts accomplis pour les supprimer et les espoirs que telle ou telle solution, actuellement envisagée, apporte. Un autre procédé consiste à utiliser la méthode anecdotique et le style à la Jean Cau ; on interviewe alors un pauvre ou une famille pauvre. Le lecteur a ainsi l'impression de déguster un fait divers original, l'aventure de gens qui n'ont pas su s'intégrer dans une société pourtant remarquable et qui portent le poids de leur faute, avec, bien entendu, des circonstances atténuantes, car on a bon cœur. Ce qu'on ne pardonnait pas aux reporters de Cinq Colonnes à la Une, c'était d'avoir montré crûment et sans artifices, sans délayage ni conclusion rassurante, des gens pauvres. Ils les avaient montrés, et voilà tout ; et la force de l'image avait suffi, car c'est une chose de parler de la misère et une autre de l'éprouver, de la ressentir, de la voir même.

Pourquoi cette colère contre ces journalistes coupables du crime de lèse-Amérique ? Parce que, bien involontairement, ces reporters avaient transgressé la règle du jeu : l'interdiction de mettre sous les yeux des gens des témoignages qui risquent de les détourner de *l'organisation* capitaliste modèle. J'ai dit que l'antiaméricanisme n'existait pas, car à peu près tous les hommes politiques, de droite ou de gauche, ne désirent qu'une chose : copier le modèle américain**. Remettre en question, et surtout par l'image qui produit un choc violent, les fondements du paradis capitaliste qu'on veut nous voir adopter comme exemple, c'était une faute impardonnable. Si ces journalistes avaient d'abord expliqué le pourquoi et le comment de cette misère, puis avaient longuement exposé tous les efforts accomplis pour résorber cette paupérisation d'une partie de la population, et enfin avaient exprimé leur foi en l'avenir, on serait retombé dans le fameux bourbier des “ problèmes ”, et ç'eût été parfait. Un commentaire ingénieux suffit pour donner au lecteur ou au téléspectateur l'impression que de telles poches de misère sont inévitables et que nombre de penseurs s'emploient à les faire disparaître. Mais la façon d'agir des reporters fut bien différente ; du coup, le téléspectateur était en grand danger de se demander comment un pays si puissant et des habitants si riches pouvaient marquer tant d'égoïsme et tant d'indifférence à l'égard de citoyens misérables. Cette coexistence intolérable de la richesse et de la misère risquait d'entraîner une remise en cause inconsciente de ce système économique et politique, et c'est cela que nos guides veulent éviter. Car tous les boniments de la plupart de nos chefs de partis, journalistes et autres cadres politiques ne tendent qu'à une

* De telles conclusions sont d'ailleurs naturelles lorsqu'on pose tous les problèmes comme des problèmes de consommation, sans se soucier de la finalité de la société humaine et du statut de chaque catégorie sociale et de chaque être humain à l'intérieur de cette société.

** Malgré quatre lignes de réserve, *le Défi américain* est, dans sa partie politique, une sorte de poème épique à la gloire des États-Unis. L'énorme succès d'un tel livre auprès d'un public le plus souvent fermé aux notions d'économie les plus élémentaires, montre l'impact de l'américanomanie de *l'Express* et d'un certain snobisme sur les lecteurs français, c'est-à-dire sur les cadres de notre société.

chose : nous voir accepter les États-Unis comme exemple sinon comme guide. De Defferre à Pompidou, c'est l'union sacrée*

Malgré leur prétendu antiaméricanisme, nos U.N.R. ne se risqueront jamais à attaquer la structure de la société américaine ; ils l'envient. A gauche comme à droite, on veut être l'Amérique MOINS ses problèmes ; comme si les aspects les plus odieux de la société américaine étaient seulement des a bavures ” que notre “ génie français ” évitera facilement, et non pas le travail logique de cette machine sociale telle qu'elle est construite.

On se gargarise de ces équations qui aboutissent à l'égalité : socialisme = stalinisme. Mais on se détourne avec horreur de tout raisonnement risquant d'amener la conclusion : capitalisme = fascisme. Or le stalinisme me semble une maladie de jeunesse du communisme, alors que le fascisme me semble l'état naturel du capitalisme (à moins, bien sûr, que le capital ne soit pas menacé. ; dans ce cas, la société capitaliste tolère la liberté). On compte volontiers le nombre de morts dont fut responsable le stalinisme ; mais pourquoi, dans l'autre plateau de la balance, ne trouve-t-on jamais les foules massacrées par la Démocratie américaine ? Et, dites-moi, êtes vous sûr de votre compte pour m'affirmer que celui-ci pèse plus lourd que celui-là ? A l'heure actuelle, où sont les prisons politiques les plus nombreuses et le plus important cheptel de prisonniers politiques ? Dans les pays de l'Est ou dans ces pays de dictateurs fascistes dont le pouvoir ne tient que grâce à l'aide et à la complaisance de Washington ? Car la Maison-Blanche aussi a son bras séculier dans les pays alliés. Les morts de Budapest sont – chacun le sait les victimes de l'absurdité marxiste ; mais sous quelle rubrique allez-vous placer les cadavres de l'opération Guatemala, de l'intervention à Saint-Domingue et du soutien au défunt régime de Battista ? Sous celle de la logique capitaliste et de la démocratie américaine ?

J'ai dit que lorsque, par hasard, un journaliste risque d'amener le public à se poser des questions sur la valeur d'exemple de la démocratie américaine, il rencontrait l'opprobre de ses confrères. On l'a bien vu lors d'une émission de “ Lectures pour tous ” à la télévision. Ce soir-là, un journaliste du Figaro, qui avait écrit un ouvrage analysant le rapport Warren, était interviewé. Le livre en question démontrait que le rapport n'avait été qu'un “ tranquillisant ” et que les enquêteurs n'avaient cherché qu'à prouver la solution la plus rassurante pour le public. L'auteur de ce livre, M. Sauvage, avançait comme preuves les contradictions flagrantes, les points laissés exprès dans l'ombre et les questions demeurées sans réponses que ce rapport contenait. Le journaliste de la télévision demanda alors à l'auteur comment de telles contradictions étaient possibles, comment de telles lacunes étaient acceptées, alors que le public américain pouvait consulter librement ce rapport et la presse le commenter à sa guise. “ Bah ! – répondit à peu près l'auteur du livre – qui s'en soucie ? Là-bas, chacun se contente de la vérité officielle. ” Alors, je vis une chose inattendue, et, pour la comprendre, il faut se souvenir que les journalistes de cette émission écoutent imperturbablement n'importe quelle ânerie débitée par n'importe quel auteur, quel qu'en soit le degré de stupidité. Donc, le visage de notre journaliste se ferma, son sourire de commande s'effaça, et il déclara sèchement : “ Je ne suis pas d'accord avec vous. ” C'est la seule fois où j'ai entendu un reporter de cette émission contredire un auteur interviewé par lui. Et pour cause ; sans se rendre compte de la portée de ses propos, l'auteur interviewé dénonçait tout simplement le fascisme par la niaiserie et la dépolitisation qui règne aux États-Unis [6]. Oh, je sais bien ; on me rétorquera : et la France ? J'accorde très volontiers que nous ne brillons guère dans le domaine de la démocratie ; mais, d'une part, le monde n'a pas les yeux fixés sur nous, nous ne servons de modèle à personne ; et, d'autre part, si nous nous acheminons dans cette direction, nous ne sommes pas encore parvenus à ce point de nullité morale et politique qui caractérise la société américaine, car la contestation politique existe encore chez nous**. Je n'en veux qu'une preuve. Alors que la France, vieille puissance coloniale, se battait en

* J'aurais pu dire de Defferre à de Gaulle, dont l'antiaméricanisme n'est que relatif. De Gaulle, en réalité, envie la force de l'Amérique et admire son organisation économique.

** Les événements de mai 68 l'ont prouvé.

Algérie, *l'Express* publia un document : on voyait, dans une série de photos, un Français en uniforme abattre froidement un musulman. Ces photos bouleversèrent un nombre considérable de personnes, et on put se rendre compte que la grande majorité des Français condamnaient cette guerre odieuse. Durant la guerre d'Algérie, seuls la trahison et le silence des leaders de la gauche permirent la continuation de ces combats imbéciles ; mais malgré la lâcheté des cadres politiques, une majorité de citoyens a toujours désapprouvé ce qui se faisait en leur nom en Afrique du Nord. Pourtant de nombreux Français non seulement avaient des parents et des amis en Algérie, mais encore étaient habitués depuis leur plus tendre enfance à considérer ce territoire comme une partie de leur pays. L'Amérique se bat actuellement au Vietnam d'une manière au moins aussi répugnante que nous le faisions en Algérie, et avec beaucoup plus d'efficacité – je veux parler ici de l'efficacité du napalM. Qu'en pense la population américaine ?

Eh bien, elle n'en pense rien du tout ; ou plutôt si, elle trouve que cette guerre est bien longue et très coûteuse ; elle s'interroge sur la valeur de son président : est-il vraiment très malin ?* Cela l'ennuie de ne pas avoir encore remporté la victoire. Mais enfin, cette guerre, elle l'accepte pour des questions de *prestige*. Et ne vous y trompez pas, la population américaine est parfaitement informée des crimes commis là-bas en son noM. Elle soupire ; elle n'a pas le choix. Après tout, c'est pour défendre le monde libre. Ses propres reporters lui montrent des prisonniers torturés, des populations affamées, des vietcongs brûlés vifs ; lui apprennent que des villages “ alliés ” sont attaqués par erreur (comment croire alors que les aviateurs ne bombardent et ne mitraillent, dans le Vietnam Nord, que des objectifs militaires ?). Elle soupire encore : mais puisque c'est pour le bon motif !

A. Siegfried avait déjà noté que les Américains commettent les pires actions au nom de la morale, qu'ils couvrent volontiers leurs gestes les plus condamnables de prétextes vertueux. Ils pratiqueront, par exemple, l'art du racket à l'égard d'autres pays en l'appelant protection désintéressée. Tous les pays agissent plus ou moins ainsi, mais aucun peuple ne croit aussi unanimement aux mauvaises raisons avancées par ses gouvernants pour couvrir leur impérialisme. Vous allez, je le sens, me parler des libéraux américains. En parler serait pure imposture : leur pourcentage ne dépasse pas un niveau où la modestie et l'honnêteté interdisent de se croire une véritable force politique. A l'intérieur des universités où se déroulent des manifestations, le pourcentage des étudiants opposés à la sale guerre est faible. Dans le *Monde* du 10 avril 1966, A. Clément écrit que dans les campus – dont la majorité est neutre – les effectifs de l'opposition active à la politique vietnamienne de M. Johnson n'entraînent pas plus d'un dixième à un quart de leur milieu. Or il s'agit des endroits les plus favorables au pacifisme et les plus politisés.

A lire la presse française, on a l'impression que le peuple américain s'interroge, discute, conteste à propos de cette guerre, se trouve même divisé, partagé en deux moitiés à peine inégales par le fait traumatisant de ce courbai indéfendable. Mais pas du tout, la réalité est tout autre. Rien ou presque ne vient troubler la bonne conscience de cette société idyllique, nulle ride ne plisse l'eau claire de sa pureté morale ; à peine quelques vagues ondes, vite disparues, se distinguent çà et là. Dans *le Monde* du 3 juillet 1966, M. Bourdet raconte ce qu'un délégué de l'ensemble des organisations américaines qui luttent pour la paix au Vietnam, David Mac Reynolds, a déclaré à ses amis français : “ Ne prenez surtout pas pour un signe heureux les violentes attaques de Fullbright, Kennaes, Schlesinger, etc. contre Johnson. Si ces hommes très modérés emploient maintenant un tel ton, si certains vont jusqu'à comparer Johnson à Hitler, ce n'est pas qu'ils se sentent plus forts ; au contraire, c'est qu'ils ont perdu tout espoir d'agir sur le gouvernement ; ils en appellent, sans beaucoup d'illusions, à l'opinion, et ils parlent surtout pour l'histoire... Le drame, c'est qu'il n'existe aucune force capable d'une opposition puissante. Les syndicats sont réactionnaires en politique extérieure, le Mouvement des Libertés Civiles ne songe qu'à intégrer les Noirs dans la société telle qu'elle est, le Mouvement pour la Paix au Vietnam ne dépasse guère le cadre limité des milieux

* Ce qui explique la baisse de popularité du président Johnson.

universitaires où il n'est même pas majoritaire. Dans le grand public, la guerre est impopulaire, mais parce qu'elle s'enlise, non parce qu'elle est atroce.

Et puisque nous en sommes à ce sujet, escaladons la fameuse pyramide du libéralisme américain. A la base, nous trouvons cette masse d'intellectuels, de professeurs et d'étudiants dont, s'il fallait en croire la presse, les exigences morales sont grandes. Je me suis trouvé mêlé à une centaine de ces gens-là pendant la campagne pour les élections présidentielles américaines en 1964. Je suis désolé de dire que je n'ai jamais trouvé chez un seul d'entre eux ce haut niveau de conscience morale et politique dont parlent tant nos journaux ; par contre, certains montraient un désir très vif de donner de leur pays une image qui ne soit pas en désaccord avec les règles de la morale généralement acceptée dans les contrées occidentales. Avec ceux-là, toute discussion politique était pénible ; tous leurs arguments n'étant construits, hâtivement et laborieusement, que pour démontrer que les U.S.A. sont ce qui approche le plus la perfection sur la terre. Ceux-là étaient des fascistes qui s'ignoraient. D'autres adoptaient envers leur pays une attitude critique qui ne menait à aucune conclusion politique et ressemblait étrangement à un alibi justificateur pour leur propre conscience.

Je donnerai un exemple très caractéristique de cette nullité politique, de cette confusion des valeurs, résultat de l'absence de doctrines politiques et du refus de la contestation permanente et globale de la société.

Différents amis américains – étudiants et professeurs qui se considéraient comme des libéraux, souhaitaient la défaite de Goldivater et regrettaient les erreurs commises par leur pays en politique étrangère – m'engagèrent vivement à lire un livre qui – me disaient-ils – dénonçait les fautes de leurs gouvernants. Il s'agissait de *The Ugly American* par Lederer et Burdick. L'édition brochée (Corgi Édition) de cet ouvrage porte sur sa couverture la citation suivante : “ If this were not a free country this book would be banned... ” et le tirage total de ce livre doit avoir atteint trois millions d'exemplaires. Or *The Ugly Anzerican* est un livre fasciste qu'un Massu, un Salan, un Robert Lacoste ou un Max Lejeune auraient parfaitement trouvé, à leur goût au bon temps de la guerre d'Algérie. Les auteurs n'y critiquent nullement l'impérialisme et les méthodes de leur pays, mais les méthodes pratiquées sur le terrain dans ces guerres contre-révolutionnaires que les Etats-Unis soutiennent ou mènent un peu partout dans le monde. Ils tentent, assez naïvement d'ailleurs, d'adapter la tactique de Mao aux nécessités de la guerre en Indochine au bénéfice des troupes françaises qui se battaient là-bas au nom des valeurs occidentales, ces fameuses valeurs de bric-à-brac qui vont de la dernière bulle du pape au 3 % perpétuel consolidé. Cette tentative a d'ailleurs déjà été effectuée en Algérie, on sait avec quel bonheur Mais en aucun cas *The Ugly American* n’est l'autocritique honnête que l'on m'avait fait espérer. Les auteurs, Lederer et Burdick, condamnent *l'image* que les États-Unis donnent d'eux-mêmes à leurs alliés, le manque de diligence et d'invention dans la lutte contre le communisme et les désolantes lacunes des armées occidentales peu habituées à manier l'arme de l'action psychologique. Un point, c'est tout. Avec Lederer et Burdick, le vilain Américain devient de plus en plus vil ; et que leur message fascisant ait trouvé un tel écho dans la masse des libéraux laisse pantois[*].

Quant aux libéraux du sommet de la pyramide, à l'exception d'une poignée d'hommes d'autant plus courageux et estimables qu'ils sont isolés, un rien leur suffit. Le président des États-Unis arrête-t-il pour une brève période les bombardements du Vietnam Nord ? Les libéraux jubilent et regardent du. côté des Vietnamiens avec indignation. “ Eh quoi ! – s'écrient-ils – nos pilotes s'arrêtent pendant quelques jours de griller vos femmes et vos enfants, de détruire vos misérables provisions, vos

---

[*] Ceux que j'appellerai les libéraux du premier degré ; ceux dont la conscience politique est un peu supérieure à la moyenne nationale et qui s'opposeraient à une politique intérieure carrément fasciste. On voit que cette conscience politique demeure néanmoins microscopique. A noter également que les lecteurs du livre trouvèrent la citation de la couverture judicieuse, alors que la parution d'un livre fasciste de ce tonneau est chose banale dans une démocratie parlementaire.

pauvres maisons, de raser les quelques usines difficilement construites que compte votre pays, et à ce geste d'humanité exemplaire, à cette mesure d'une générosité inouïe, vous ne répondez que par le silence ! Tenez, vous m'indignez ! Si je n'étais pas si bon et si libéral, je ne m'occuperais plus de vous. ”

Le discours de M. Goldberg à l'O.N.U., le 22 septembre 1966 – discours portant sur la guerre au Vietnam et qui n'apportait à peu près aucune nouveauté, sinon une clarification des thèses américaines et un effort accru de propagande pour convaincre l'opinion internationale et intérieure du désir de paix du gouvernement de M. Johnson – provoqua un revirement provisoire d'une masse de libéraux du premier degré. C'est d'ailleurs logique dans un pays où le style et les déclarations comptent plus que les actes et les faits. A ce point de vue, rien ne ressemble plus à la manière de gouverner de De Gaulle et de l'U.N.R. que la manière de gouverner des présidents américains, qu'ils s'appellent Kennedy ou Johnson. Simplement, le nationalisme des uns et des autres entraîne des désaccords profonds en politique étrangère.

Voilà pour les libéraux américains. Et si j'ai parlé de la photo publiée par *l'Express* où l'on voyait un musulman algérien froidement abattu, c'est que je voulais établir un parallèle.

J'ai dit que les Américains sont parfaitement informés de ce qui se passe là où se battent leurs soldats, et que cette information, complète et largement diffusée, ne modifie nullement leur attitude à l'égard de leur gouvernement. Au cours des guerres du XIXe et du XXe siècle, les gouvernants des pays en guerre étaient placés devant le choix de ces deux politiques intérieures possibles – ou bien, soucieux de ne pas paraître se couper de la morale communément admise (et que pour la commodité j'appellerai morale du XVIIIe siècle) par crainte d'être condamnés par la majorité de leurs concitoyens, ils se sont efforcés de truquer l'information ou d'en supprimer purement et simplement les sources. Cela a été le choix des gouvernements français au cours des deux dernières guerres mondiales et des guerres coloniales récentes. Il existe là toute une série de nuances d'ailleurs. La guerre d'Indochine menée par la France ne commença que très tard à être connue pour ce qu'elle était par le public : les journaux n'en parlaient guère, les jeunes gens l'ignoraient, les publications de gauche étaient peu lues et éprouvaient quelques difficultés à se procurer des informations. Le gouvernement français avait alors la partie belle pour discréditer devant l'opinion publique ceux qui tentaient d'informer honnêtement le pays, et pour laisser dans une zone d'ombre épaisse les aspects choquants de cette guerre coloniale. Ce jeu-là fut plus difficile à jouer quelques années plus tard. Les saisies de journaux et les matraquages de manifestants pendant la guerre d'Algérie furent sans doute un signe de la dégradation de l'esprit démocratique parmi nos gouvernants, mais également la preuve d'une certaine santé politique et morale d'une partie de la population, une sorte d'hommage involontaire du vice à la vertu. De la guerre d'Indochine à la guerre d'Algérie (mais on retrouverait les mêmes constantes dans les guerres précédentes, dans celle de 14-18 en particulier), nos gouvernements se bornèrent à nier le caractère inhumain ou arbitraire des combats menés par les soldats français ; l'essentiel de leurs efforts consistait à tâcher de passer pour les défenseurs de la morale traditionnelle, non seulement en raison des buts poursuivis, mais en raison également de la manière dont se déroulait la bataille et dont le pays – c'est-à-dire son armée – affrontait un adversaire barbare. Cette attitude a toujours été celle de tous les gouvernements démocratiques pris entre ce qui leur semblait être la nécessité du combat et le respect de la morale du XVIIIe siècle[*]. On niait les tortures, on soulignait la férocité de l'adversaire et son goût pour le meurtre, on exaltait l'attitude chevaleresque du soldat français.

Ou bien on choisissait la voie des gouvernements fascistes, totalitaires, qui répudiaient tout l'héritage de la morale traditionnelle, et on construisait une nouvelle éthique, habituellement fondée sur le racisme et la xénophobie. Non seulement les gouvernements qui choisissaient cette voie

[*] Un cas typique fut la discrétion du gouvernement anglais, pendant la Seconde Guerre mondiale, sur certains bombardements inutiles de populations civiles.

n'hésitaient pas à dire en quel mépris ils tenaient toutes les règles de notre humanitarisme laborieusement acquis, mais ils tentaient de convaincre toute une population de rejeter ces règles et de participer à l'édification d'un monde nouveau où le meurtre et la torture, même gratuits, pouvaient trouver leur justification dans leur nouveau code de morale ; justification qui reposait non sur les raisons des bourreaux mais sur la nature de la victime. C'est là ce que fait et veut notre extrême droite et ce que toutes les dictatures précédentes, de Hitler à Franco, ont pratiqué. Notons en passant qu'une telle politique réclame ou bien une police forte et impitoyable, ou bien l'adoption par la quasi-unanimité de la population de cette nouvelle éthique.

C'est la raison pour laquelle on pouvait considérer à peu près tous les habitants de l'Allemagne nazie comme des coupables. Le parti nazi n'avait jamais dissimulé qu'il voulait traiter la majorité des hommes – les non-aryens – comme des sous-hommes, des esclaves. Nul doute que dans un monde gouverné par Hitler, les camps de concentration auraient été connus par tous les Allemands. D'ailleurs le nombre d'Allemands qui participèrent aux crimes de leur pays et la facilité avec laquelle ils acceptèrent leur besogne montrent à quel point la population avait renoncé à la morale du XVIIIe siècle. Mieux encore, les hommes de l'extrême droite, en France, n'hésitent pas à proclamer leur admiration pour Hitler[*], admiration éprouvée en dépit, ou plutôt à cause de ses crimes révélés dans toute leur abjection après sa défaite.

C'était là, pendant les guerres, les deux façons de réagir des gouvernements ; et l'on pouvait parler de l'hypocrisie des gouvernements démocratiques et du cynisme des gouvernements tyranniques.

L'Amérique a découvert une troisième voie ; elle a réussi à la fois à ne pas rejeter la morale traditionnelle et à conserver la liberté d'informer, et d'informer complètement, tout en bénéficiant de la quasi-unanimité de la population. Crimes, exactions et tortures sont considérés comme les “ bavures ” déplaisantes d'une action bonne en soi. Un bel exemple est celui de l'utilisation du napalm par les troupes américaines, utilisation que les États-Unis avaient décidé depuis des années de mettre au ban de l'humanité[**]. Or cette arme, unanimement condamnée par les Américains parce qu'inhumaine, devient entre les mains de leurs aviateurs une bonne arme dont l'emploi est à la fois regrettable et nécessaire.

La parole du président suffit d'ailleurs pour que toute guerre menée ou soutenue par les États-Unis, quels qu'en soient les causes, les conditions et les buts, devienne le combat de la vertu contre le vice et crée l'unanimité derrière sa personne ; car si l'on peut mettre en doute l'habileté politique du président, douter de sa valeur morale semblerait un véritable crime. Le nom du grand leader de la médiocrité en France – M. Guy Mollet – déclenche parmi des millions d'électeurs une réaction de dégoût et de colère froide (on l'a vu notamment lorsque M. Mitterrand choisit la vieille sorcière socialiste dans son contre-gouvernement) ; jamais vous n'obtiendrez cette réaction-là de la part d'Américains à l'égard d'un de leurs présidents, aussi nul et vil que ce président se soit montré durant son mandat[***].

Cette troisième et nouvelle attitude, je ne vois pas d'autre nom à lui donner que celui de “ fascisme ingénu ” ; elle possède à la fois les caractéristiques du fascisme et celles de 1a démocratie.

---

[*] En privé, pas en public : ils ne veulent pas effrayer un certain nombre d'électeurs qui n'aiment pas entendre la description des crimes qu'ils approuvent au fond de leur cœur, qui ont peur de leur propre image.

[**] Cette arme honteuse fut employée pendant la guerre d'Algérie, mais jamais son nom ne fut prononcé : on demandait à l'aviation de fournir des “ bidons spéciaux ” ; c'est, là encore, un exemple de l'hypocrisie des démocraties devant les crimes qu'elles commettent.

[***] Après le premier bombardement de Hanoï, beaucoup d'Américains éprouvaient du mépris pour leur président et ne le cachaient pas ; mais ces gens-là méprisaient leur président non parce qu'il était responsable du massacre de civils misérables aux mains nues, mais *parce qu'il avait menti* avec impudence à la population américaine. Ce mélange de boyscoutisme et de fascisme n'appartient qu'à la société américaine.

Or, je le répète, l'immense majorité de nos cadres politiques, de gauche et de droite, de Defferre à Pompidou, de Schreiber à De Gaulle, désirent que la France ressemble de plus en plus aux États-Unis et s'estimeraient comblés si nous en arrivions à ce degré de dépolitisation et de nullité morale. Ce “ fascisme ingénu ” est, à leurs yeux, un des aspects de la société américaine qui a le plus de charme. Ils peuvent bien condamner la guerre au Vietnam, avec véhémence ou du bout des lèvres comme M. Lecanuet, jamais ils ne reconnaîtront que dans cette guerre-là la société américaine montre son vrai visage.

Au moment où je corrige les épreuves de cet essai, le Vietnam du Nord et les États-Unis entament les préliminaires de négociations qui mèneront peut-être à la paix. Mais l'arrêt de cette guerre ne sera pas motivé, même partiellement, par le désir d'apaiser une opinion intérieure indignée ; il n'y a guère d'indignation ; il y a lassitude.

La plus importante manifestation jamais organisée aux États-Unis contre la guerre au Vietnam (octobre 1967) a rassemblé 35 000 manifestants selon la Maison-Blanche, 50 000 selon le *New York Times* et plus de 100 000 selon les organisateurs. Les mouvements qui luttent actuellement pour la paix au Vietnam ont été forgés hâtivement et dans ce but unique ; à l'exception de quelques maigres groupuscules, ils ne remettent en cause ni la structure ni l'impérialisme – avoué ou non – de leur pays. Aucun parti politique n'encadre ces opposants, aucune idée politique ne les guide. Comme autrefois les Comités Sacco et Vanzetti, ils ne changeront rien à la société.

La guerre au Vietnam ayant entraîné une série de cuisants échecs dans les domaines financier, militaire, social et diplomatique, échecs constatés par tous les leaders américains et vivement ressentis par les électeurs, les États-Unis – par lassitude, avarice de riches, écœurement de leur impopularité dans le monde et crainte d'une dégradation de leur rôle dominant – retireront un beau jour leurs troupes du VietnaM. Ce délestage d'une guerre accablante et paralysante pour les États-Unis sera, bien entendu, baptisé par nos américanomanes : “ Sursaut de la conscience américaine. ”

Aucun parti politique n'ayant secoué la machine sociale, l'affaire sera vite oubliée ; sans l'incroyable résistance des Vietnamiens, elle le serait déjà. Au nom de la liberté et de la démocratie, toute une population – jaune, fort heureusement – serait à genoux, garrottée et bâillonnée, et à peu près tous les Américains continueraient à jouir douillettement d'une excellente conscience. Combien sont-ils, aux U.S.A., à se souvenir avec honte ou regret des interventions de leur pays en Amérique Latine ? Elles se sont effacées dans les esprits, et Eisenhower – le maître de l'opération contre le Guatemala au bénéfice de l'United Fruit – reste un grand honnête homme. Combien d'Américains peuvent rapporter sans tricher le processus qui a conduit à la rupture avec Cuba ? Tous, à peu près sans exception, se contentent d'un roman puéril sur ce sujet et sur le régime de Cuba, pays où il leur est d'ailleurs interdit de se rendre.

Cette prodigieuse faculté d'oubli, ce désintérêt pour les actions malpropres et sanglantes des gouvernants pourvu qu'elles soient couronnées de succès (Eisenhower raconte à présent, sans nulle gêne, comment s'est réellement déroulée la victorieuse agression contre le Guatemala) sont le résultat de ce vide politique dans un pays où aucun parti ne conteste globalement la société, c'est-à-dire pas seulement ses méthodes, mais sa structure et ses fins. Les méthodes ne sont jamais qu'une conséquence : une société EST ce qu'elle fait.

Il est toujours facile, pour prouver que le peuple américain n'a pas renoncé à l'autocritique et à la contestation politique, de citer les noms de quelques auteurs américains particulièrement incisifs à l'égard de leur pays : Packard, Friedan, Galbraith, par exemple. Mais ce qui frappe lorsqu'on lit ces auteurs, c'est le contraste remarquable entre le sérieux et la finesse de l'analyse d'une part, et d'autre part la niaiserie des conclusions qui reposent généralement sur l'espoir de l'amélioration de l'individu pris isolément, lequel dans l'ivresse et la joie de cette amélioration apportera les quelques

retouches nécessaires à la société pour assurer le bonheur éternel de chacun sur terre. Et si le fameux optimisme américain n'était qu'un truc contre-révolutionnaire ? D'ailleurs tous ces livres sentent le nationalisme et l'impérialisme beaucoup plus que le soufre, aussi leurs admirateurs feignent-ils d'en ignorer les passages les plus révélateurs. Je lis dans la dernière page du livre de Galbraith, *l'Ere de l'opulence :* “ L'Amérique, c'est à peu près certain, sera essentiellement sollicitée à l'avenir pour sa compétence, son intelligence, et les possibilités éducatives dont elle dispose ” ; ou dans *les Obsédés du standing* de Packard : “ Dans cette période d'incertitude où notre mode de vie est menacé, nous ne pourrons subsister et vaincre que si la grande majorité croit réellement que notre système social est le plus juste et répond le mieux aux désirs et aux aspirations des hommes. ”

N'est-ce pas là le style du journal *la Nation ?* Et il s'agit d'écrivains sans cesse cités comme les “ mal-pensants ”, les anticonformistes des Etats-Unis.

Sournoisement, nos partis actuels, nos penseurs nous invitent à imiter l'exemple américain* ; c'est-à-dire à ne jamais contester la structure même de la société mais à en critiquer quelques rouages seulement ; à ne jamais suivre telle doctrine mais à acclamer tel ou tel homme ; à ne jamais condamner telle ou telle politique mais à en refuser cer tains aspects ; à rejeter certaines méthodes, un certain style.

Lorsque nos cadres modernistes auront réussi à dépolitiser totalement la petite bourgeoisie française, il ne restera plus à la gauche qu'à s'unir avec une certaine fraction de la droite ; que dis-je ?... à devenir une nouvelle droite, plus généreuse, plus dynamique, plus efficace, et nous serons mûrs alors pour le “ fascisme ingénu ”.

* La masse des Noirs, encore peu politisée et mal encadrée, représente un danger de contestation de la société et risque de rompre l'unanimité politique de la population. Lorsque les gens de couleur, aux Etats-Unis, lieront dans leur esprit le problème racial aux structures économiques, politiques et sociales de leur pays, tension raciale signifiera tension politique, et le fascisme ingénu se transformera probablement en fascisme tout court.

> *“ Quant aux réformes possibles, voici celles qui me paraissent les plus urgentes... introduire dans nos lois industrielles les améliorations qui tendent non à ruiner le riche au profit du pauvre, mais à fonder le bien-être de chacun sur la prospérité de tous ; ... éviter cette tendance funeste qui entraîne l'État à exécuter lui-même ce que les particuliers peuvent faire aussi bien et mieux que lui. ”*
>
> NAPOLÉON III : *Manifeste du 29-11-1848.*

IV

Si les Etats-Unis sont le modèle sur lequel on veut nous régler, c'est qu'on a bâti un nouveau programme, inventé une nouvelle stratégie, découvert – parbleu – une nouvelle morale à partir de la puissance et de la richesse de ce pays.

Soucieuse de donner un coup d'arrêt aux idéologies révolutionnaires que l'écart entre classes sociales risque de favoriser, désireuse néanmoins de garder bonne conscience devant la situation médiocre d'une très grosse partie des salariés, satisfaite enfin de prouver qu'il est un pays où la classe ouvrière vit assez confortablement et respecte l'ordre établi, la petite et moyenne bourgeoisie s'est émerveillée devant l'image du miracle américain, du paradis capitaliste, et en a tiré ses conclusions dont voici l'essentiel.

Si nous sommes capables de produire suffisamment pour couvrir correctement les besoins de toutes les classes, même des classes les plus dépourvues actuellement, nous supprimerons la misère, et, du même coup, l'apparente nécessité de déclencher une révolution. Dans les pays où la production est massive, une sorte de dynamique de l'économie veut que les salariés profitent également de l'accroissement de la richesse nationale et rejoignent alors la bourgeoisie dans son désir de perpétuer l'ordre régnant. Sans aucun drame, les classes défavorisées, en particulier les victimes les plus humbles de notre société, pourraient bénéficier d'une nette amélioration de leur sort : pour cela, au lieu de modifier la répartition de la richesse nationale, du revenu national (c'est-à-dire effectuer des réformes profondes), on modifierait la répartition de l'accroissement annuel de ce revenu à leur profit ; ainsi, peu à peu, les gens les plus démunis rattraperaient-ils leur retard et l'écart injuste entre les différentes couches sociales et professions se comblerait-il ou deviendrait-il invisible.

Evidemment, à partir du moment où vous soutenez ce genre de raisonnement, plus grand-chose ne vous sépare de la droite ; peut-être un certain style, une certaine curiosité pour les “ problèmes ”, un certain bon cœur, un certain optimisme aussi ; car les patrons sont tout à fait d'accord pour produire beaucoup et même davantage. Je n'ai encore jamais rencontré un patron circulant parmi ses ouvriers et, inquiet de la pâleur de l'un ou du sourire sans joie de l'autre, les supplier de ralentir leur rythme. Je ne nie pas l'existence de tels patrons, mais enfin je suppose qu'ils sont rares. Produire encore et toujours plus ? Si c'est le seul programme de notre gauche moderne, M. Peugeot et les actionnaires de Simca vont être tout ébahis de se trouver ainsi transplantés sans effort parmi les nouveaux rouges de notre monde politique.

J.J. Servan-Schreiber, dans *l'Express*, du 4 avril 1966, expose très clairement ces idées :

“ Le socialisme moderne, dont M. Wilson est la première application durable au pouvoir, ne se fonde plus sur des critères d'abord moraux, mais sur des considérations économiques*. La justice sociale est, d'abord, le moyen le plus efficace de faire fonctionner la machine de production. Un pays dont la classe ouvrière se sent injustement traitée par le pouvoir politique aura un taux de croissance inférieur à celui d'une nation dont les salariés se sentent en confiance. D'où la supériorité, non seulement morale mais technique, d'un gouvernement de gauche... Commencer à distribuer, par principe, et voir ensuite comment on produira, c'est l'expérience généreuse, glorieuse du Front populaire, et le retour de la droite au pouvoir en moins d'un an... La gauche évangélique, missionnaire, d'un univers d'égalité et de fraternité absolues n'a qu'un avenir de secte. La gauche de gouvernement qui, pour faire progresser son idéal, s'applique à démontrer qu'elle peut produire plus et mieux que la droite a une grande carrière devant elle. ”

Passons rapidement sur la première proposition de J.-J. S.-S. : “ La justice sociale est le moyen le plus efficace de faire fonctionner la machine de production. ” Cette fable-là sort tout droit des récits de la comtesse de Ségur. Une dictature implacable peut parfaitement produire plus et mieux qu'une démocratie. Les résultats obtenus par l'Allemagne hitlérienne et par la Russie de Staline sont là pour 1e prouver. Même l'Espagne franquiste connaît, à certains moments, un essor économique remarquable.

Au départ, le raisonnement de J.-J. S.-S. repose sur un sophisme. C'est qu'il est gênant de montrer qu'on se débarrasse complètement des principes éthiques que représente la gauche. La gauche sans une certaine morale, sans le désir de rendre la société plus juste, c'est quoi exactement ?

L'idée de “ gauche de gouvernement ” serait peut-être intéressante si on nous expliquait *en quoi* ce gouvernement serait de gauche. Par contre, estimer que produire et produire encore plus est le baume qui guérira tous nos maux est une idée réactionnaire ; à la limite, elle est fasciste. Car où nous arrêter dans cette voie ? Sur quelles règles se fonder pour fixer un plafond à l'activité du travailleur ? Et les grévistes ? Faudra-t-il les considérer comme des saboteurs de l'effort national ? Faudra-t-il leur répondre en leur envoyant des C.R.S. casquées et bottées ? Car toute grève ne serait alors rien de moins qu'un acte politique. Étrange gauche ; on la verrait réagir comme la droite, et pas n'importe quelle droite – la plus classique, la plus figée, proche de M. Pinay et des Indépendants.

Il est plus facile maintenant de comprendre l'attitude de notre gauche moderne – ou qui se croit telle – devant la plupart des grèves que durent affronter De Gaulle et ses ministres : on exultait devant la baisse de popularité du gouvernement et de son président que de telles grèves entraînaient ; mais songeant à l'avenir, à la future existence d'une équipe comme celle de Defferre à la tête du pays, on condamnait la grève en soi, la grève comme arme de la classe ouvrière. De là les articles mi-chèvre mi-chou dès qu'on parle de grèves. On soupire : les pauvres gens ! On décrit leurs conditions d'existence : quelle misère ! Puis on ajoute : mais enfin, les grèves, quelle sottise, quelle chose périmée ! On embrassait les grévistes pour mieux les étouffer. Dame, il ne faudrait pas que cette arme, un beau jour, soit utilisée contre un gouvernement dit de gauche, ou plutôt -pardon – une gauche de gouvernement.

Personnellement, je ne sais rien de plus efficace qu'une bonne grève, dure, générale, pour amener le patronat, et quelquefois le gouvernement, à céder quelque chose à leurs salariés. I1 paraît que non. Je suis un romantique ; je fais partie de la gauche évangélique et missionnaire sans doute. La véritable arme, c'est la tasse de thé du délégué syndical qui opine du bonnet lorsque son patron l'a

* En 1967, à peu près tous les économistes sont d'accord pour dire que la gestion de M. Wilson a été décevante : un échec terne.

invité et lui explique ses soucis, l'impossibilité d'augmenter le personnel, la nécessité d'investir et d'intensifier l'effort de production.

Désireux de briser les reins de la gauche, nos bons apôtres voudraient également intégrer les syndicats, dernière étape difficile d'une parfaite prise en main du pays ; car nos modernistes de gauche pensent que -tôt ou tard – une fois De Gaulle parti, l'union avec la droite dont plus grand-chose ne les sépare à présent, leur donnera majorité, gouvernement et pouvoir. Et dans les démêlés du gouvernement gaulliste avec la classe ouvrière, nos modernistes devinent déjà les pépins de leurs futurs ennuis.

Voulez-vous un exemple de cette complicité de nos modernistes avec la droite ? L'augmentation annuelle des fonctionnaires est limitée à 4 % par le gouvernement gaulliste depuis quelques années. Or l'augmentation des prix, selon l'indice officiel des 259 articles, ajoutée à l'augmentation des impôts (due à l'augmentation du salaire *nominal)* éponge ces 4 % de telle manière que les fonctionnaires voient leur niveau de vie réel s'améliorer de 1 % en moyenne dans l'année, lorsque tout va bien. Le rapport arithmétique entre cette amélioration du niveau de vie et l'accroissement de la production est alors bien révélateur. On peut dire sans hésiter que les fonctionnaires bénéficient d'une part d'autant plus faible de l'augmentation du revenu national que la part d'autres catégories sociales est plus forte. Encore faut-il ajouter que ces calculs sont faux, car ils sont basés sur le très officiel indice des 259 articles ; mais “ l'Institut d'Observation Économique, organisme privé dont même le patronat accepte les conclusions, fait état, pour 1965, d'une augmentation du coût de la vie (selon les catégories professionnelles) entre 4,7 et 6 %. ” *(Nouvel Observateur* du 23 mars 1966). Donc le niveau de vie des fonctionnaires a nettement baissé en 1965 par exemple. D'autre part, le fonctionnaire, et en particulier le jeune fonctionnaire, qui loue un appartement a vu son niveau de vie décroître brutalement certaines années en raison de la montée du prix des logements et donc des loyers[*].

Or nos leaders modernistes n'ont jusqu'ici protesté que bien faiblement et bien rarement contre ce carcan des 4 % imposé aux fonctionnaires.

Prévoyant l'avenir, un avenir où unis à la droite ils gouverneront le pays, ils se gardent de critiquer férocement des mécanismes utilisés pour freiner l'augmentation des salaires des plus mal partagés, car ils comptent bien se servir un jour de ces mécanismes-là à leur profit. Leur attitude devant cette régie rigoureuse des 4 % est la même que devant les grèves : on se contente de soupirer que “ les serviteurs de l'État ” sont mal payés, mais on évite d'attaquer la cause du mal.

Écoutons une fois encore J.-J. S.-S. Dans *l'Express* du 11 juillet 1966, il écrit :
“ La semaine dernière, devant la bataille dramatique qui s'engage sur la politique des revenus, une enquête nationale, en Angleterre, a posé la question suivante : “ Si l'on vous dit que la politique d'équilibre économique préconisée par le gouvernement exige que votre salaire augmente de tant par an et pas davantage, est-ce que vous accepterez cette règle ou est-ce que vous lutterez pour obtenir davantage ? ” Réponse des Anglais : 50 % l'acceptent, les autres non. Alors une deuxième question a été posée à ceux qui ont répondu qu'ils n'acceptaient pas. Celle-ci : “ Si le gouvernement vous garantit que, dans tout le pays, aucun revenu n'augmentera plus vite que le vôtre, est-ce que vous accepterez, alors, la limitation du vôtre ? ” 75 % de ceux qui avaient répondu non à la première question ont répondu oui à celle-là. S'il fallait schématiser les choses, nous dirions que la première question est de droite et la deuxième de gauche. La différence entre les deux est l'intervention de l'idée de justice. Rien n'est plus important ni plus concret. L'idée qu'un gouvernement utilise le pouvoir dont il dispose pour garantir que personne ne profite injustement

[*] La construction offre un bel exemple de surproduction dans la misère : en dépit d'une masse de millions de mal-logés, il y a crise dans la vente et la location des appartements neufs. Si le profit des constructeurs et intermédiaires était plus bas et la répartition des revenus différente, parions que cette crise ne se produirait pas.

des sacrifices des autres change tout. Ce n'est d'ailleurs pas simple, mais, au moins, c'est accessible. Promettre que, si l'on arrive au pouvoir, on augmentera les salaires, qu'on diminuera le temps de travail, qu'on allégera les impôts, qu'on distribuera davantage de prestations sociales, et qu'on fera croître les investissements, c'est mentir, mentir et mentir. Et c'est trop souvent le crime de la gauche. Promettre qu'on imposera la justice est non seulement plus raisonnable, mais infiniment plus important. ”

Jouant sur les mots, J.-J. S.-S. arrive à leur faire dire le contraire de ce qu'ils signifient. Appeler “ justice ” la perpétuation de l'injustice par opposition à l'aggravation de l'injustice, c'est un de ces tours de force que réussit habituellement la droite la plus conservatrice. Je ne sais pas si la gauche qui désire une meilleure répartition du revenu national ment, mais, à coup sûr, *l'Express* devrait porter en sous-titre : “ Ou comment donner bonne conscience aux titulaires de gros revenus ”.

Finalement, le plan de stabilisation de M. Giscard d'Estaing aurait été un plan de gauche ; que M. Giscard ait plus ou moins bien réussi ne prouve rien contre lui, car les amis de J.-J. S.-S. n'auraient peut-être pas fait mieux. L'écart entre classes sociales s'est encore un peu creusé, mais pas tellement après tout, et il faut faire la part du feu.

A l'intérieur de cette société idyllique que construisent nos maîtres de la gauche moderne dans leurs rêves, comment pourrait-on éviter de donner un peu plus aux mieux nantis ? Ce sont précisément les salaires des ouvriers et des fonctionnaires qu'il est le plus facile de bloquer ; ce sont les salaires des cadres industriels et commerciaux et les revenus des professions libérales et des patrons qu'il est le plus malaisé de tenir et même de connaître.

La bonté avec laquelle la presse, de gauche ou de droite, se penche sur les catégories sociales les plus favorisées et néglige les catégories les plus brimées est touchante. L'employé des P. et T., remarquablement mal payé, a droit à deux lignes par an, au mieux, dans les journaux. Ne vous étonnez donc pas de voir, comme je l'ai vu, le courrier confié aux mains d'adolescents qui – au hasard d'un rendez-vous galant – prient quelque camarade de quartier, âgé de quatorze ou quinze ans, d'en assurer la distribution. Si vous êtes enseignant, vous devez vous enfoncer dans la tête, une fois pour toutes, que les carences de l'Éducation nationale sont le fait de votre conservatisme intellectuel et de vos méthodes arriérées bien plus que de la misère de vos conditions de vie et de travail.

En l'espace de quelques semaines *l'Express* a accordé une place incroyable, dans ses colonnes, au problème du chômage des cadres, et plus particulièrement des cadres commerciaux, montrant à leur égard une chaleureuse sympathie. *Puis l'Express* s'est penché sur le problème du recrutement des médecins, admettant sans la moindre hésitation que les médecins sont fort mal payés et ne trouvant de remède que dans une réformette des études médicales. Les articles sur ces sujets sont bien faits, bien nourris et épousent les thèses des catégories sociales étudiées (les thèses modernes, bien entendu ; le Conseil de l'Ordre, vieille girouette rouillée, est envoyé, avec raison, aux oubliettes). A l'époque de la rentrée scolaire – autre problème – l'Express publia la même année un article sur les professeurs. Une photo illustrait cet article et, dans cette photo, un professeur chahuté tentait de rétablir le calme dans sa classe. Une certaine Colette Gouvion signe l'article, un article remarquable par la nullité de l'information et le vide du contenu. On y apprend, entre autres choses, qu'un professeur certifié doit donner 19 heures de cours par semaine – alors qu'il doit en donner 18 – et que les groupes de recherche pédagogique sont presque clandestins, alors qu'ils pullulent comme des champignons, avec la bénédiction du ministère, et atteignent le plus souvent un degré consternant de platitude, de bouffonnerie et de paternalisme*. Bref, si les contre-vérités surprenantes

* Je regrette de ne pas avoir ici un certain article sur la pince à linge utilisée dans les travaux scientifiques expérimentaux des classes de sixième, article rédigé par un de nos pédagogues modernes et publié dans une revue très

abondent, par contre la conclusion est attendue : “ Le problème des salaires reste sérieux. Il est cependant moins aigu qu'il y a dix ans. Le problème des effectifs est grave... Mais M. Christian Fouchet affirme que ce problème est en voie de solution. *Là n'est pas l'essentiel. Il* demeure que tout a changé dans la société, sauf l'Université, qu'elle fonctionne encore selon les schémas du XIXe siècle (pour ne pas remonter plus loin). Elle n'atteint plus ses buts. Un abîme s'est creusé. Non seulement en France, mais dans tous les pays évolués (même les Etats-Unis) où l'on bute sur le même malaise (une enquête de l'U.N.E.S.C.O. vient de le mettre en évidence). Comme les instituteurs entre les deux guerres, comme les médecins aujourd'hui, les professeurs traversent une grave crise d'adaptation. Ils perdent leurs prérogatives de caste. Ils rentrent dans la masse. Ils s'y résignent mal. ” L'impitoyable journaliste, n'étant pas à une contradiction près, ajoute tout de même, car il faut éviter un point de vue trop droitier et ne pas s'attirer l'hostilité des nombreux professeurs lecteurs de *l'Express :* “ Une revalorisation de la fonction d'enseignant s'impose. ” Mais je soupçonne, d'après le fond même de l'article, cette revalorisation-là d'être purement morale, intellectuelle, peu coûteuse, faite de discours et de coups de chapeau.

Car lorsque cette Marie-Chantal déclare que “ là n'est pas l'essentiel ”, je ne suis absolument pas d'accord, et elle ne nous dit pas pourquoi là n'est pas l'essentiel. C'est que, en fait, là est l'essentiel. Les gens qui discutent les avantages respectifs du moteur à essence et du moteur Diesel alors qu'ils ne disposent que d'une brouette échangent des propos oiseux ; mais c'est là le genre de propos que tient notre nouvelle gauche dès qu'il s'agit de l'enseignement.

Ce qui apparaît immédiatement à la lecture de la plupart des journaux lus par la bourgeoisie, moyenne ou petite, de droite ou de gauche, c'est que les professions les mieux rétribuées, même lorsque leur utilité réelle est très douteuse, même lorsque les personnes qui les exercent peuvent être remplacées avec une grande facilité, sont également celles qui recueillent le plus l'approbation de la presse et la sympathie de nos partisans de cette gauche singulière.

Soyez cadre commercial, et jamais vous ne serez victime de l'agression commise par *l'Express* contre les instituteurs dans son numéro du 12 juillet 1966[*].

Le rédacteur de l'article – non signé – nous apprend que “ les psychiatres de la mutuelle des instituteurs décrivent la plupart de leurs consultants comme des hommes timides, timorés, immaturés ”. Or il est évident, je crois, surtout en France, que lorsqu'un consultant se rend chez un psychiatre, c'est précisément parce qu'il n'est pas tout à fait normal psychologiquement parlant. Parions que lorsqu'un homme s'impose une telle consultation, c'est bien souvent parce qu'il est “ timide, timoré et immaturé ”. Mais le but de *l'Express,* dans cet article, est d'amener le lecteur à la conclusion qu'un instituteur est un inadapté, un monsieur qui a choisi ce métier par incapacité d'en exercer un autre. On nous précise que seulement un instituteur sur trois et une institutrice sur quatre ont la vocation[**]. Ces inadaptés ne sont, après tout, pas si mal payés puisque les trois quarts d'entre eux, dans la Seine, possèdent une automobile, et que plus du quart sont propriétaires de leur logement. *L'Express* – exactement comme ces commerçants qui gagnent dix fois le salaire des fonctionnaires qu'ils font mine d'envier – déclare que c'est parce que les instituteurs... épousent des institutrices et doublent ainsi leur salaire. Or, s'il vous plaît, dites-moi, combien d'années de double traitement d'instituteurs représente un logement simplement confortable dans la Seine ? Ce petit calcul suffit pour montrer la faiblesse de l'argument ; mais les évidences n'intéressent plus personne. La vérité est que nombre d'institutrices exercent un métier d'appoint, leurs maris gagnant fort bien

---

officielle. L'étude de la pince à linge, paraît-il, ouvre l'esprit. Le ministère encourage généralement ces groupes de recherche car, dans la V° République, les colloques remplacent souvent les crédits.

[*] De telles attaques se répètent assez régulièrement dans toute la presse.

[**] Pourcentage qui me semble énorme. Rappelons qu'on appelle vocation une profession utile à la société et mal payée (l'enseignement, par exemple) ou encore une profession fort bien rétribuée mais mal organisée et dont le recrutement est tari artificiellement (la médecine, par exemple).

leur vie dans d'autres professions. De plus, un certain pourcentage d'enseignants sont issus de familles aisées qui leur apportent une aide substantielle. Les enseignants trentenaires (quand ce n'est pas quadragénaires) qui bouclent les fins de mois grâce à leur famille sont plus nombreux qu'on le croit. Cette aide est généralement peu apparente (capital de départ permettant l'achat d'un appartement à crédit ; jouissance de biens familiaux ; cadeaux nombreux, utiles et chers, etc.[*]).

En gros, c'est la fraction la mieux nantie de la bourgeoisie qui trouve ses meilleurs défenseurs. Placé aux tout derniers rangs de la petite bourgeoisie, l'instituteur n'a droit qu'au sourire railleur des thuriféraires du monde commercial.

On parle aussi beaucoup de l'accroissement du revenu national qu'un gouvernement de gauche pratiquant une politique de droite[**] obtiendrait. Grâce à cette amélioration des résultats économiques, un tel gouvernement réussirait à atténuer l'injustice de notre politique des revenus. C'est là un attrape-nigaud. Il existe un budget de gauche et un budget de droite, certes ; et on a calculé qu'en dix ans un pays industrialisé parvient à augmenter sa production de 50 % . Cette masse de biens nouveaux est-elle énorme lorsqu'on tient compte des besoins du pays ? La progression particulièrement rapide et injuste des hauts revenus, les investissements dans les domaines routier, hospitalier et universitaire, l'aide à apporter aux investissements privés et à la construction, la reconversion de certaines industries et l'équipement des régions françaises sous-développées, le reclassement d'une partie de la main-d'œuvre adulte et l'accroissement de la population devraient absorber l'essentiel de cette augmentation du revenu national. Grâce à un budget de gauche, la France pourrait simplement se moderniser un peu. La règle d'or ne devrait-elle pas être de calculer les besoins du pays, puis de les couvrir par des recettes ? A présent, notre gauche moderne s'émerveille des recettes qu'une production poussée à fond, souplement planifiée dans le cadre et avec les règles de l'économie capitaliste, pourrait amener. C'est une réaction de boutiquier devant un portefeuille bien garni. Je ne vois nulle part l'amorce d'une véritable politique des revenus dans les explications données sur l'art de gouverner par nos modernistes de gauche.

Les discussions entortillées sur les propositions de M. Vallon – propositions d'ailleurs démagogiques et sans portée – nous renseignent sur la possibilité de maintenir l'accroissement des revenus des patrons dans les mêmes limites que l'augmentation des salaires des ouvriers et fonctionnaires. Faut-il considérer comme des revenus supplémentaires les investissements des industriels ? Dans une société basée uniquement sur l'augmentation de la production, ce serait une faute grave : l'investissement doit être encouragé et non pénalisé ; et la fortune des patrons grandirait à un rythme que ne connaîtraient guère les salaires des travailleurs. Mieux encore, ne faudrait-il pas payer de plus en plus grassement les cadres les plus qualifiés pour améliorer leur recrutement et donc la production au niveau des grandes firmes ? La hiérarchie des salaires élargirait encore un peu son éventail.

Actuellement, il ne se passe pas de semaine sans que quelque économiste moderne ne rappelle qu'il faut réhabiliter le profit. Mais le profit n'a nullement besoin d'être réhabilité aux yeux des profiteurs. Ce que nos économistes de cette prétendue gauche nouvelle désirent, c'est réhabiliter le profit des nantis, le gros profit de ceux qui font fructifier leurs capitaux aux yeux de ceux qui tirent de maigres ressources de leur travail ; c'est réhabiliter les profits aux yeux de ceux qui n'en ont point. Ce que l'on veut, c'est réhabiliter l'inégalité des revenus, et l'inégalité qui n'est fondée ni sur l'intelligence, ni sur le talent, ni sur le degré d'utilité, mais sur le capital et le commerce. Cette réhabilitation, on la souhaite parce que le meilleur moyen de donner un coup de fouet à la production – estime-t-on – est d'augmenter le profit, donc le désir d'investir. Les gains d'un grand artiste ou d'un grand savant ne donnent guère au public l'impression que la société va de travers ; mais on voudrait nous faire croire

[*] Une jeune enseignante résumait la situation en disant de certains collègues : “ Ils gagnent leur argent de poche ici. ”
[**] C'est-à-dire “ une gauche de gouvernement ”, dirait J.-J. S.-S.

que tout est parfait lorsqu'un banquier, un commerçant ou un industriel gagne dix fois ou cent fois le salaire d'un professeur, d'un ingénieur, d'une infirmière ou d'un ouvrier.

Produire, produire à tout prix afin que les miettes réservées aux classes les plus pauvres finissent par couvrir leurs besoins ; voilà la nouvelle devise de la bourgeoisie qui déguise sa sottise et ses appétits sous des airs attendris.

La thèse (plus ou moins tirée de l'étude de l'économie américaine) selon laquelle production accrue signifie redistribution et seule la lenteur d'accroissement des revenus mène à la révolte ne résiste pas à l'analyse des faits.

1. Au cours des cinq dernières années, la France a augmenté sa production dans des proportions notables, se classant seconde des pays du monde occidental en la matière (le *Monde* du 22 octobre 1966. Compte rendu de l'O.C.D.E.) ; or l'écart entre classes sociales s'est un peu plus creusé en France au cours de la même période *(le Monde* du 12 décembre 1965. Article de G. Mathieu). C'est d'ailleurs parfaitement visible à l'œil nu. Encore ne tient-on pas compte, dans cet article, des travailleurs de la fonction publique ; si on en tenait compte, le gouffre entre les revenus des uns et des autres en serait élargi*.

2. L'accroissement de la production n'a fait qu'accentuer l'inégalité économique, non seulement au niveau des individus, mais au niveau des régions. Or ces catégories sociales et ces régions qui s'appauvrissent relativement au fil des ans et profitent très peu de l'augmentation de la production, soutiennent généralement le pouvoir gaulliste, c'est-à-dire les conservateurs. Dans l'Est et dans l'Ouest, le pauvre continue de voter le plus souvent pour la réaction ; les fonctionnaires – plus mal lotis que tous – sont en majorité gaullistes ; les vieux – poche de misère connue – votent à droite ; les ménagères se montrent habituellement satisfaites de tout gestionnaire pratiquant un immobilisme sournois. C'est que l'encadrement politique et syndical, sa qualité et sa nature, ainsi que la culture politique des électeurs jouent un rôle considérable que l'on feint d'oublier ; l'influence de l'église est passée sous silence ; celle des journaux, habituellement cléricaux et conservateurs, est rarement mentionnée ; quant à la télévision, mieux vaut ne pas en parler.

3. Ce sont précisément les gens les plus riches qui se sont enrichis le plus ; leur nombre a peut-être un peu augmenté, mais ce n'est pas même certain. On a créé une société d'abondance côtoyant une société de la pauvreté, de la médiocrité et de la gêne. L'une dissimule l'autre.

Toute la presse, tous les cadres, la plupart des hommes politiques – de gauche ou de droite – soutiennent avec ferveur l'appétit des mieux nantis. Notre étrange nouvelle gauche se penche avec sollicitude sur les nouveaux riches de notre société alors même qu'elle n'est pas au pouvoir. Que serait-ce si elle s'en emparait et devait coordonner, harmoniser les efforts des uns et des autres pour partager le gâteau national ?

On compte – à droite comme à gauche – bâtir un monde divisé, en gros, en deux classes : celle des patrons, des cadres techniques développant production, diffusion et publicité, des hommes des professions libérales et commerciales ; et celle des travailleurs de l'industrie privée et de l'État. Point de luttes des classes malgré cette coupure, se dit-on, car on espère – grâce à une production poussée à fond – couvrir les besoins de tous sans se préoccuper de l'inégalité des revenus. Outre le fait que cette idée est en contradiction avec les réalités, elle fait bon marché des principes de justice les plus élémentaires. C'est gênant lorsque, par exemple, on compare les revenus d'un professionnel de la médecine ou d'un cadre du commerce au salaire d'un professeur. Alors on n'hésite pas à

---

* *Le Monde* du 1er janvier 1968 relève qu'en 1967 la disparité des revenus s'est encore accrue.

diminuer l'un et à flatter les autres. Non seulement l'ampleur des investissements[**] à réaliser ne laisserait que des miettes aux catégories sociales les plus défavorisées, particulièrement dans une économie concertée de type capitaliste qui évite les misères les plus aiguës tout en freinant l'accroissement des salaires (c'est-à-dire réussit le socialisme de la pauvreté et de la médiocrité au sein du monde des travailleurs), mais encore les besoins des masses ne seront plus les mêmes en 1977 ou en 1987. Les raisonnements soutenus laissent toujours entendre qu'on couvrira les besoins actuels des salariés dans dix ans, dans vingt ans, au XXIe siècle. Mais les notions de taudis et de loisirs ne seront plus les mêmes à ce moment-là.

Je suis pourtant convaincu qu'un tel monde donnerait une impression d'opulence. La moitié du pays vivrait confortablement, très confortablement ; l'autre moitié ne connaîtrait guère que les plaisirs de “ Prix Unique ” et une paupérisation relative encore plus nette. Nous accumulerions tous les défauts des sociétés française et américaine ; l'écart entre différentes classes sociales deviendrait énorme et la hiérarchie des salaires serait basée uniquement sur l'utilité commerciale immédiate.

De nos jours, déjà, l'éventail des revenus est extraordinairement large. En pleine crise du logement, des dizaines de milliers de personnes achètent chaque année des résidences secondaires ou locatives dont le prix correspond ou presque à ce que gagnent dans *leur vie entière* toute une masse d'ouvriers et de fonctionnaires[*]. Et l'on vient me parler d'ère de l'opulence, de société de consommation, de production massive réglant tous les problèmes ! Dans quelle planète vivent ces gens-là et quel intérêt les guide ? Vous voulez réhabiliter le profit ? J'aimerais assez voir la révolte, la colère et l'indignation réhabilitées. A chacun sa morale.

Les nouvelles idées conventionnelles de notre bourgeoisie moderne affublée de l'étiquette de gauche servent à faire pénétrer les vieux principes de la théorie du laissez-faire dans la morale de notre société. On a habillé les vieilleries du XIXe siècle avec des guenilles modernes. La seule différence réside dans un certain optimisme et dans l'acceptation d'un certain rôle de l'État qui assure la sécurité des travailleurs, mais freine leurs revendications et aide le patronat, ses représentants et ses alliés. Produire au lieu de répartir afin d'assurer une plus juste distribution des revenus ? C'est le gain immédiat pour les uns et le rasoir gratuit demain pour les autres.

[**] Un exemple pris au hasard : environ un quart des logements français ne possèdent pas l'eau courante ; et il s'agit là d'un exemple de dixième ordre qui, le plus souvent, ne relève pas du secteur public.

[*] Je ne parle pas de châteaux et de vastes domaines, mais simplement d'appartements confortables au bord de la mer, de villas à la montagne, de logements à Paris, etc. Voyez les prix et comparez-les aux salaires de la moitié des habitants du pays.

> *“ En 1764, le lieutenant-général à la Sénéchaussée de Toulon écrivait au procureur général de la province :“Pour rendre la société heureuse, il faut qu'un grand nombre de ses membres soit ignorant aussi bien que pauvre.”*
> *Au lieu de “société”, mettons “classe supérieure” et la proposition devient la vérité même. C'est ce que comprennent les gens intelligents de cette classe et non leurs congénères imbéciles qui veulent à la fois conserver leur bonheur et améliorer le sort du peuple. ”*
>
> J. BENDA : *Exercice d'un enterré vif.*

V

On nous l'affirme, preuves en main et sourire aux lèvres, la classe ouvrière, les employés, les fonctionnaires repoussent à présent, unanimement ou presque, l'idée d'une révolution. Les mal lotis de notre société ne croient plus aux vertus d'une mutation brusque sinon brutale. Ils veulent des réformes, une amélioration modérée peut-être mais certaine de leur sort. Ils acceptent la pyramide capitaliste et demandent simplement la possibilité d'en gravir quelques échelons. Un peu plus de confort, un peu plus de superflu – et parfois de nécessaire – et les voilà heureux ! C'est presque vrai.

Les conditions d'une révolution n'existent pas, dit-on. Qu'en sait-on ? Ou, plus exactement, s'il est vrai que les conditions d'une révolution ne sont pas réunies, est-ce vraiment parce que l'abondance est là ? Et s'il y avait trahison des cadres ? Lassitude de leaders mous qui n'ont guère caché leur désir de s'emparer du pouvoir en s'unissant à la droite ou en flattant la bourgeoisie ? Peur panique d'une véritable révolution ou de réformes profondes de la part de nos penseurs modernes de gauche ? Robespierre puis la Commune ont fait trembler la bourgeoisie pendant des dizaines d'années ; à présent, le spectre de Staline hante les cerveaux de notre gauche moderne, gauche qui pourtant s'anémie quand elle file trop visiblement et trop rapidement à droite.

Les conditions d'une révolution ne sont pas réunies ? Mais tous les efforts de la plupart de nos cadres politiques ont tendu à les écarter, et la couleur politique a eu peu d'importance en la matière. Je ne remonterai pas au déluge, aux actions accomplies pendant la guerre d'Algérie, à la fuite à droite de ceux-là même qui luttaient honnêtement contre cette guerre odieuse. Après tout, ces choses-là se sont produites pendant une période de crise, et les fautes commises étaient peut-être de simples erreurs d'appréciation. Parlons du passé tout proche ; de l'affaire Ben Barka par exemple. Au début, l'opposition a vu en elle une excellente machine de guerre ; elle a tenté de montrer l'aspect répugnant d'un État qui entretient de tels services secrets, tolère et parfois encourage de telles méthodes, se rend coupable d'un crime soit par complicité, soit par faiblesse. Fort bien ; mais dans ce cas, le gouvernement et son chef n'ont qu'à retirer leurs billes et déclarer que l'affaire est vulgaire et subalterne, qu'il s'agit là d'un fait divers dont sont responsables un chef de service et trois ou quatre comparses ; et voilà le gouvernement blanchi ou presque. La meilleure preuve, c'est que, contrairement à une opinion très répandue, l'affaire Ben Barka n'a indigné que quelques dizaines de milliers d'intellectuels. Le grand public – dont la majorité est d'ailleurs à demi illettrée – n'a vu dans cette affaire qu'une de ces mystérieuses histoires de services secrets dont il raffole. La popularité de De Gaulle – tous les sondages le prouvent – n'a pas baissé au cours du procès des ravisseurs de Ben Barka.

Gauche et droite se sont entendues merveilleusement pour ne jamais donner l'impression que cette affaire, c'était la contre-révolution s'opposant aux révolutionnaires, par le crime quand c'est nécessaire ; que ce procès, c'était l'Ordre jugeant au mieux de ses intérêts. Jamais les explications,

attaques et accusations ne vous ont amené à penser qu'il s'agissait là d'un épisode de la lutte des classes, du combat du parti de l'Ordre contre celui de la Révolution, et que ce combat se déroulait en France même. Le juge Pérez était pourtant parfait dans son rôle.

L'Express renvoie le compte rendu du procès en fond de page ; la rédaction en est sèche. On ne peut parler d'Astérix à longueur de colonnes et s'occuper en même temps de Ben Barka.

Le Monde, souvent mieux inspiré, réalise, comme il le fait parfois avec art, la synthèse des réactions de la droite et de là gauche. Le procès semble l'intéresser dans la mesure où il a de la “ tenue ”. Le seul inconvénient est que le procès a de la “ tenue ” précisément lorsque les gens n'ont rien à dire ou bien esquivent les questions gênantes. Papon, par exemple – ce Descartes pour bibliothèques de prison – a de la “ tenue ” ; Anne-Marie Coffinet n'en a pas.

Le Nouvel Observateur bat tous les records en utilisant les services de Maurice Clavel comme reporter. Maurice Clavel commence un de ses premiers articles *(Le Nouvel Observateur* du 28 septembre 1966*)* en déclarant – je n'invente rien – qu'il croit en Dieu et encore un peu en De Gaulle, mais plus en Mauriac depuis quelques jours. D'ailleurs, les articles de Clavel sont ennuyeux, il prend ses crises de nerfs pour de l'éloquence.

Pour la plus grande honte de la gauche française, un seul compte rendu du procès Ben Barka donna à cette affaire de justice sa véritable dimension, sa véritable couleur, et ce compte rendu parut dans un journal satirique[*].

Ne parlons pas des journaux de droite qui réduisirent l'affaire à une mince énigme policière. Gauche et droite ne se départagèrent sur ce sujet que par l'importance qu'elles lui accordèrent et par leur jugement sur le niveau où devaient être situées les responsabilités.

On évite d'ailleurs assez systématiquement de mettre en valeur ce qui sépare et doit séparer la droite de la gauche. On insiste seulement sur le libéralisme de la gauche et son efficacité probable. Comme les gaullistes de gauche sont souvent d'anciens libéraux fourvoyés, on raille leur subordination au Maître, mais on se sent assez près d'eux. Un film est-il interdit par la censure catholico-gouvernementale ? On fait appel à Malraux, au bon Malraux, au grand Malraux, au généreux Malraux, à ce Malraux ministre dont chacun sait que le cœur est à gauche. Malraux le magnanime envoie-t-il ce film au festival de Cannes ? On exulte. Quel camouflet pour ce tartuffe de Bourges ! Mais il n'y a pas de camouflet. Malraux reste ministre de la Culture dans le même gouvernement que Bourges ; De Gazelle continue de gouverner le pays ; et le film est toujours interdit[**].

Avant les élections législatives de 1967, chaque fois que le régime a montré son aspect fascisant, on a fait appel avec de longs gémissements au fameux libéralisme des gaullistes de gauche, ou supposés tels. Mieux même, après 1958, chaque fois que quelque ministricule ou haut fonctionnaire se rendait coupable d'un abus de pouvoir quelconque, avec ce mépris tranquille pour les citoyens qui est naturel au crabe gaulliste, nos hommes de gauche – pour la plupart – s'écriaient que si De Gaulle savait... si De Gaulle était mis au courant, jamais il ne tolérerait pareille chose. Et on tâchait d'informer Zeus dans son Olympe.

---

[*] Le second article de Morvan Lebesque dans *le Canard Enchaîné,* article qui s'attache à démontrer que notre justice est une justice de classe.

[**] Quinze mois plus tard, le film sera autorisé à être projeté en public, après bien des coupures. C'est un bel encouragement à l'auto-censure pour les professionnels du cinéma. Depuis la rédaction de cet ouvrage, l'affaire de la cinémathèque a ouvert bien des yeux.

Le refus de couper le pays en deux classes hostiles – coupure que tout homme de gauche devrait souhaiter, car la paix entre loups et moutons profite rarement aux moutons – est inscrit en filigrane non seulement dans bien des déclarations de nos cadres de la gauche, mais encore dans leurs attitudes quotidiennes. Ils en arrivent à juger, à apprécier les événements avec l'œil de la grande bourgeoisie qu'ils sont censés combattre. Le pénible numéro réalisé par De Gaulle, à la télévision, au cours de la campagne électorale pour les élections présidentielles de 1965, numéro qui frisait parfois le grotesque, fut qualifié d'éblouissant par la presse unanime. Or, le grand public eut, en cette occasion, des réactions beaucoup plus saines que nos journalistes de tous les bords, que tous nos penseurs de la bourgeoisie, et n'aima guère les gros effets, la vulgarité voulue et les attitudes ridicules du chef de l'État[*]. L'exécrable Edgar Faure fut décrété brillant après son passage à l'émission “ Face à Face ”, alors que l'immense majorité des téléspectateurs le jugea épouvantablement vaniteux, prolixe et insignifiant.

Même dans sa critique, la gauche ne peut se retenir d'admirer l'adversaire, adversaire qui n'a pourtant rien d'admirable, et lui accorde d'autorité un certain nombre de qualités qu'il ne possède pas. Essayez donc de dire que Malraux est un parfait hypocrite, un déchet politique ; au mieux, on vous tournera le dos et on vous considérera comme un monsieur mal élevé. L'adversaire de droite pour peu qu'il passe pour libéral, pour ancien gauchisant, pour gaulliste de gauche sincère – bénéficie d'avance d'un préjugé favorable, mais pas l'homme de gauche qui veut déclarer la guerre à la droite ; celui-là, c'est un benêt, un romantique, un dangereux illuminé.

Le comble de la sottise fut atteint lorsque Malraux déclara, peu après la prise du pouvoir par le Général, que la torture n'existait plus en Algérie. Partout on s'en félicita. A gauche, on s'interrogeait gravement pour savoir si la fin de 1a torture était provisoire ou définitive ; si certains tortionnaires allaient être jugés ; si l'arrêt de la torture et des exécutions sommaires ouvrait de nouvelles possibilités de dialogue avec le F.L.N., etc.

Toutes ces spéculations étaient fort belles et très satisfaisantes pour l'esprit, à un détail près : c'est que la torture continuait comme avant. Bien sûr, un certain nombre de commandants de secteurs freinèrent un peu certaines méthodes par crainte de leur avenir, car le pouvoir risquait de passer entre d'autres mains – en Algérie comme en France – et le gouvernement gaulliste semblait ne pas avoir de doctrine précise. Mais ce coup de frein fut très, très limité, et la déclaration de Malraux n'était fondée sur rien ; elle fut pourtant prise pour argent comptant par tout l'éventail politique français.

Lorsqu'on voit les efforts de la gauche moderniste pour ne pas perdre le contact avec une partie des gaullistes, lorsqu'on lit les articles rendant compte des principaux événements politiques dans la presse qui se veut “ dans le vent ”, on a l'impression que la gauche est devenue une sorte de club où l'on entre de temps en temps et d'où l'on sort parfois quand la soupe est meilleure au restaurant en face.

Décidément, si les conditions d'une révolution ne sont pas réunies, peu de gens, à gauche, tentent de les créer, ou même, plus simplement, d'aider à la prise de conscience de la classe la plus mal lotie. D'ailleurs, au lieu de s'efforcer de donner aux travailleurs le sentiment de leur homogénéité, de leur unité, de l'identité de leurs revendications, on insiste trop souvent sur ce qui les différencie. A l'heure actuelle, l'ouvrier ne se sent nul lien avec le fonctionnaire, et le technicien, si bas que soit son rang, ne voit pas ce qui le rapproche du manœuvre. Chez les fonctionnaires, les réactions catégorielles font la joie des conservateurs, c'est-à-dire du gouvernement. Le policier se veut mieux payé parce qu'il court des risques, le professeur parce qu'il forme les cadres du pays, l'employé des

[*] Je ne parle pas des convaincus d'avance, des gaullâtres enragés. D'ailleurs, tous les sondages prouvent que la télévision, *au cours de la campagne électorale,* fit probablement perdre des voix à de Gaulle ou, tout au moins, ne lui en fit pas gagner. La gauche actuelle a les mêmes goûts louisphilippards que la droite.

impôts parce qu'il subit certaines tentations, le magistrat parce qu'il se fait rare. On pourrait multiplier les exemples. La solidarité entre travailleurs a été détruite au sein de la petite bourgeoisie ; personne n'essaie vraiment de la faire renaître. La bataille se déroule alors en ordre dispersé, et chaque catégorie ne voit d'issue que dans un nouveau statut économique qui la rapprocherait de la couche sociale la plus favorisée et l'éloignerait de ses pairs.

Quant aux cadres politiques de la gauche, ils ont souvent résolu le problème de l'attitude qu'ils devaient se composer, face à la société capitaliste, en renonçant à éduquer le grand public et en se créant une clientèle grâce à la défense de telle ou telle revendication catégorielle. L'ennui est que pour agrandir cette clientèle, on se croit forcé de défendre finalement les revendications de toutes les catégories, et les plates-formes électorales ressemblent alors à des marmites d'auberges espagnoles. La plupart des hommes de gauche en sont arrivés à n'avoir plus le choix qu'entre les promesses démagogiques ou un conservatisme hypocrite, et c'est tout naturel lorsque vous décidez que l'idée de justice ne sera plus la clé de votre programme. Parlez-vous de justice ? On se moque, on se récrie, on glousse de mépris ; vous voilà rejeté deux ou trois générations en arrière par cette gauche singulière qui finalement défend toujours les mieux nantis.

La première condition d'une révolution ou de réformes profondes est l'existence de cadres révolutionnaires. Où sont-ils ? Contrairement à ce qui s'est passé jusqu'à présent, les masses me semblent plus à gauche, d'une manière confuse, que la plupart de leurs cadres. Que demain une crise éclate, et la gauche n'aura pas le moindre leader révolutionnaire, pas le moindre bulletin d'informations, pour transformer une vague de mécontents en une force politique capable de se saisir du pouvoir ou de faire pression sur lui ; nous aurons, tout au plus, quelque socialiste mou, quelque clubomane qui captera leur voix à son profit et réalisera la grande paix radicale-socialiste en s'alliant à la droite modérée. A moins qu'un trop vif mécontentement n'entraîne bien des citoyens politiquement incultes vers le fascisme et ses cruelles délices d'opérette. La lutte des classes est une notion périmée ? Je n'en crois pas un mot ; mais admettons-le. Qui osera nier qu'elle se poursuit à l'échelle de la planète ? La crainte perce déjà dans les articles des journalistes les plus attentifs à l'évolution des pays étrangers. Duverger s'inquiète du “ fascisme extérieur ” des États-Unis *(Le Nouvel Observateur* du 9 février 1966) ; or, ce fascisme extérieur n'est que le résultat logique de cette lutte des classes au niveau des nations, et le pays bourgeois “ en position d'hégémonie mondiale ” joue son rôle de patron de choc et de policier dévoué aux intérêts capitalistes en combattant des prolétaires faméliques. André Fontaine (*Le Monde* du 28 septembre 1966) emploie carrément cette expression : “ La nouvelle lutte des classes ”. Parlant de l'enrichissement continu des États-Unis et des pays qui vivent dans leur “ sphère de prospérité ” et de la majorité des pays du tiers monde, il constate que le “ diagnostic de Marx à propos des rapports de classes n'a pas été confirmé par l'évolution des sociétés développées d'Occident, mais il faudrait un grand miracle pour qu'il ne s'appliquât point aux relations entre ces nouvelles classes exploitantes que sont l'ensemble des nations développées et les peuples qui ne sont que des fournisseurs de matières premières et de main-d’œuvre, condamnés à engloutir les maigres profits de leurs exportations dans la satisfaction des besoins élémentaires de la consommation ”. Comptez-vous sur quelque ridicule Alliance pour le Progrès pour amener ces pays à un niveau décent de production et de consommation ? Croyez-vous sérieusement que les hommes du monde sous-développé seront sauvés de la faim et de la misère tant que la police internationale et l'aide seront assurées par des nations capitalistes ? Une société basée sur l'inégalité et la rentabilité commerciale encourage le cartiérisme et les bonnes oeuvres. Ce n'est pas en fondant le Comité du Grain de Riz pour Petits Hindous Scrofuleux qu'on réglera le problème de la faiM. Qu'on me pardonne le mauvais goût et la cruauté de cet esprit facile, mais le cynisme a son utilité lorsqu'on parle de la faim dans le monde ; il réveille parfois des consciences assoupies dans la charité. Proposez au public les vertus d'un système où n'entrent en ligne de compte que les qualités commerciales, où ne sont louées que vos qualités de producteur, où toute hiérarchie économique est justifiée du fait même qu'elle existe ; et ensuite, essayez donc de faire comprendre au même public que lorsqu'il s'agit des pays sous-développés, tout est différent : qu'il

faut beaucoup aider ces producteurs lamentables, sacrifier des biens en faveur de ces commerçants en faillite et modifier la répartition des revenus des nations au bénéfice des pays au bas de l'échelle. On vous traitera alors de rêveur et d'esprit illogique.

Habituez donc les Français à croire que l'essentiel est de fabriquer et de vendre, et vous verrez avec quel dédain ils toiseront ceux qui fabriquent et vendent mal. Qui oserait prétendre que pour éduquer une population et lui faire appliquer des principes de justice à l'égard de tous les autres peuples, un Etat réellement socialiste n'est pas mille fois plus apte qu'un pays dirigé par les maîtres du commerce et de l'industrie ? Vous rejetez l'idée de justice et de nouvelle répartition chez vous ? Mais alors pourquoi voulez-vous qu'on s'en soucie lorsqu'il s'agit d'étrangers en guenilles, vivant loin de là, au Pérou, en Asie, au diable, qui ont des mœurs bizarres et sont colorés, les malheureux. Eh, qu'on me laisse en paix préparer ma prochaine campagne publicitaire ; d'ailleurs, n'ai-je point donné largement à la dernière quête ? C'est à ces réponses-là que nous arriverons si nous suivons ces belles théories sur la production et le “ socialisme moderne ”.

La plupart des cadres de la gauche ont trahi, et la petite bourgeoisie, aveuglément, suit ces cadres ; une petite bourgeoisie qui ne se rend même pas compte qu'elle perd chaque jour plus de terrain sur la moyenne bourgeoisie qu'elle s'essouffle à suivre. Car le petit fonctionnaire ou le petit employé se croit plus proche du dentiste, du boucher ou du directeur commercial qui gagnent 20 Fois son salaire que du mineur du Nord. Le “ col blanc ” rêve des meubles de Bussienne, puis va s'acheter une table en teck dans un Prix Unique et s'imagine avoir atteint l'ère de l'abondance. Toute une foule de gagne-petit partagent les lectures de gens qui vivent – eux – réellement dans l'abondance, et ils finissent par adopter les mêmes attitudes, le même langage et les mêmes opinions qu'eux. Ramassant des bribes de la prospérité réservée aux classes supérieures, gorgés d'idées conservatrices déguisées en théories modernistes, ils regardent avec hostilité ceux qui réclament une mutation brutale de la société ; quand ce n'est pas avec hostilité, au mieux, c'est avec indifférence. Ils craignent de perdre quelques dérisoires privilèges et ne sont nullement conscients qu'ils sont les perdants éternels de la société capitaliste.

Un bel exemple de cette attitude peut être trouvé dans le domaine de la construction. Les bénéfices des constructeurs ne sont guère connus ; on en parle, vaguement, sans étudier le dossier sauf dans quelques cas particuliers (faillites, malfaçons énormes, etc.). La phrase de Pouillon, lors de son procès, est bien oubliée (“ des bénéfices de l'ordre de 25 à 30 % sont courants dans la construction ”). Est-il donc naturel que des gens gagnent des fortunes en profitant d'un malheur national[*] ? On ne parle jamais de ce qu'un gouvernement collectiviste pourrait faire en la matière, on évite d'attaquer les catégories sociales qui tirent réellement parti de cette crise. On se contente de proposer de modestes solutions que notre gouvernement réactionnaire ne daigne pas même écouter. On ne cherche pas à amener les mal-logés à ressentir haine et révolte à l'égard des véritables profiteurs de la crise, à montrer que cette exploitation de la misère est dans la logique du système capitaliste. Et pour cause ; contrairement à ce que laisse entendre la presse, le contentement des propriétaires équilibre presque le mécontentement des mal-logés. Dans ce pays de petits boutiquiers et de petits propriétaires, le possesseur d'un bout de terrain ou d'un trois-pièces-cuisine centenaire se frotte les mains quand le prix et le loyer des appartements neufs montent. L'imbécile qui, après 10 ans de privations, a acheté un appartement trop petit pour lui et sa famille et s'aperçoit, cinq ans plus tard, que sa valeur a augmenté de 50 %, est tout joyeux, a le sentiment d'avoir réalisé une excellente affaire, et ne comprend pas que, dès le départ, il a été dupé. Il s'en moque bien de la crise du logement. Pourquoi ne supprime-t-on pas ces milliers d'agences, où s'empêtrent les acheteurs de logis qui doivent frapper à toutes ces portes, pour les remplacer par des Bourses du Logement tenues par une poignée de fonctionnaires ? Cela ferait baisser les prix des appartements neufs d'un

[*] Bien entendu, malgré des super-bénéfices, certaines firmes s'effondrent. On vous dira que le risque couru justifie le gros bénéfice. C'est justifier le crime crapuleux par la guillotine.

seul coup[*]. Cela permettrait à la concurrence – cette fameuse concurrence créatrice d'énergie et d'initiative dans le monde capitaliste – de jouer à fond entre constructeurs, puisque tarifs et qualité pourraient être ainsi immédiatement comparés. Aucune tricherie sur les prix ne pourrait plus se produire, et tous ces jeunes gens – généralement recalés du bachot ou de la Faculté, mais portant bien la cravate – qui travaillent pour ces agences iraient se livrer à quelque activité utile au niveau de la production.

Mais je m'égare, ces jeunes gens sont des “ cadres du commerce ” dont les malheurs à partir de l'âge de quarante-cinq ans font gémir tous les speakers et tous les journalistes du pays. Une telle nationalisation d'une activité commerciale serait – comme dit M. Defferre – une “ spoliation ”. Aussi m'arrêterai-je là pour ne point blesser la morale chatouilleuse de nos maîtres à penser de la gauche moderne ; on m'en voudrait.

Le petit bourgeois, lui, n'en veut nullement à ceux qui le grugent ; il n'en veut qu'à ceux qui marquent quelque violence dans la dénonciation du monde où nous vivons. Il fait front avec tous ceux qui s'enrichissent à ses dépens contre l'intrus qui appelle à la lutte. A la bataille, le petit bourgeois préfère la lecture de problèmes tout chauds et tout ronds comme des petits pains. Il accepte avec résignation sa vie médiocre et parfois difficile puisque tout le monde lui affirme qu'il n'y a pas d'autre voie pour lui. Dans ces familles qui – selon Defferre – vivent au bord de l'abondance et – selon J.-J. S.-S. – sont tombées dedans, le moindre événement imprévu, le moindre accident peut signifier deux ou trois années de privations, sans vacances, sans joie, sans détente. Puisque vous aimez tant les “ problèmes ”, je vous en propose un, stupide, mal venu, ridicule : si vous croisez tant de vieillards et de gens d'âge mûr édentés, offrant le spectacle navrant de sourires troués et de mastications laborieuses, ce n'est point parce que le prix des appareils est élevé, mais parce que les dentistes aiment vivre très confortablement ; il faut bien payer la maison de campagne, la voiture de madame et le récent paquet d'actions pour les vieux jours du petit dernier. Combien de semaines de vacances, de projets longtemps caressés, de mois d'économies péniblement amassées, de joyeux dentistes ont-ils ainsi croqués en l'espace de quelques minutes de travail ? Mais n'est-ce pas la loi du commerce ? Et le dentiste n'est--il pas un super-commerçant[**] ? D'ailleurs, *l'Express* nous a un jour expliqué qu'un dentiste gagne énormément d'argent, mais que rester les mains en l'air longtemps est très fatigant. Un dentiste a même écrit dans les colonnes de cet hebdomadaire qu'on payait là la “ conception ” de la dent. O Diafoirus !Dans ce genre de discussion, c'est toujours le plus riche qui obtient gain de cause auprès de nos journalistes à “ problèmes ”. Vous haussez les épaules ? L'affaire est mesquine, sans intérêt ? Je vous garantis pourtant qu'elle touche des millions de personnes, et puis l'attitude des uns et des autres est significative. J'ai lu plusieurs fois, et même dans des bulletins mutualistes, que l'on ne pouvait rembourser les appareils dentaires parce qu'ils étaient trop chers. C'est prendre le problème à l'envers ; mais c'est parfaitement logique puisque le droit aux super-bénéfices, dans tous les domaines, est admis du fait même qu'ils existent et qu'un groupe social est suffisamment fort pour en défendre le principe.

Le petit bourgeois accepte donc son sort et se garde bien de se déclarer solidaire du monde ouvrier. On a tant daubé sur les idéalistes marxistes qu'il croit, en toute bonne foi, que son attitude est réaliste. Il ne se rend pas compte qu'une partie de la société vit dans le luxe et l'autre dans la gêne ; la différence énorme des gains lui est à peine sensible. Il ne voit même plus le rapport entre les actes, les déclarations et les théories politiques d'une part, et cette hiérarchie des revenus d'autre part. Abruti par le mollettisme, le defferrisme, le lecanuettisme, le schreiberisme et le gaullisme, il se détourne de toute tentative visant à redonner au socialisme sa vigueur primitive. D'ailleurs, il n'y a guère de tentatives. N'a-t-on pas ressassé à l'envi que le socialisme, le collectivisme ne pouvait

[*] Je parle, ici, de la commission de l'agence, bien entendu

[**] Super-commerçant, car aucun commerçant ne se permet les mêmes marges de bénéfice. Un dentiste multiplie par 5,10 ou 20 le prix des dents qu'il pose. La somme est majorée du prix de son travail, bien sûr.

avoir d'écho dans le pays ? On a fini par le croire, et toute gauche non communiste et à tendance marxiste passe *d'avance* pour inutile et gâcheuse d'occasions.

Or c'est précisément l'existence d'une telle gauche qui a manqué jusque-là. Si la S.F.I.O. avait compté dans son sein une forte proportion de socialistes fidèles à leurs idéaux, si l'aile gauche de ce parti avait été importante et solide, jamais la guerre d'Algérie ne se serait enlisée dans un dernier quart d'heure meurtrier et interminable, jamais M. Guy Mollet n'aurait volé de trahison en trahison, et jamais une population dépolitisée n'aurait accepté le retour au pouvoir de l'ancien chef du R.P.F. Mais la gauche de la S.F.I.O., en ce temps-là, c'était M. Defferre et ses amis ; quant aux dangereux extrémistes qui représentaient vraiment ce qu'auraient dû être cette aile gauche, ils se comptaient sur les doigts de la main.

On semble toujours penser qu'une telle aile gauche, puissante et honnête, à l'intérieur d'un mouvement politique comme la S.F.I.O. ou la F.G.D.S., serait une entrave au progrès, un frein plutôt qu'un moteur, parce qu'elle s'enfermerait dans un refus permanent du réformisme ; bref, qu'elle serait aussi stérile que l'a été le P.C. pendant des années et additionnerait parfois son inactivité à la sienne. Et lorsqu'on parle d'une telle gauche, il se trouve toujours un journaliste ou un militant pour prendre comme exemple les quelques excités qui se veulent rouge sang et sont souvent plus révoltés que révolutionnaires. Il est exact que, parfois, certains groupuscules d'extrême gauche se montrèrent dénués de réalisme et commirent des erreurs regrettables ; croyant conserver ainsi la pureté de la doctrine, ils rejetaient à l'an 2000, date où les masses marxistes s'empareraient du pouvoir, toute forme d'activité autre qu'oppositionnelle. Nul n'a oublié non plus les campagnes menées par l'honnête Bourdet et *France-Observateur* contre Mendès-France lorsque ce dernier était au pouvoir. C'est là une erreur qu'une gauche solide doit savoir éviter.

Avant de parler de la prise du pouvoir par les masses révolutionnaires, il faut être suivi par ces masses. Le spectacle de trois trotskystes, un anarchiste et deux maoïstes se réunissant pour parler au nom de l'avant-garde prolétarienne dans une salle déserte est navrant ; mais pourquoi diable nous donner toujours l'exemple des hurluberlus souvent fort sympathiques de l'extrême gauche sinon pour déconsidérer d'avance tout mouvement réellement progressiste ?

On en est arrivé à un tel point de sottise, en France, qu'on semble toujours avoir oublié que les notions “ droite ” et “ gauche ” sont des notions relatives. Une gauche proche des communistes peut – pardon, devrait – soutenir tout gouvernement de gauche – si pâle que soit son progressisme – prouvant sa volonté de marcher en avant – si mesurés que soient ses pas. Seulement, et je suis désolé de rappeler de pareilles banalités, d'une part, un gouvernement de centre-gauche – une fois son programme réalisé – devient généralement un gouvernement de droite ; et, d'autre part, tout accord avec la droite visant à intégrer les forces progressistes dans un mouvement pro-capitaliste doit être combattu, exclu. Seule la vigilance d'une aile gauche résolue peut balancer les tentations d'un centre-gauche qui louche toujours un peu vers sa droite.

Par exemple, toute la gauche se devait de soutenir M. Mitterrand lors des élections présidentielles parce que ce qu'il proposait[*], ce qu'il représentait se trouvait nettement plus à gauche que la politique réactionnaire du Général-Président. Par contre, en 1955, M. Mitterrand n'aurait rien eu à faire à la tête d'une coalition des gauches ; l'homme était trop modéré. Et si demain M. Mitterrand se tournait vers ce qu'on appelle le centre et repoussait toute tentative d'alliance avec les communistes, il faudrait alors se débarrasser de lui. Il serait bon d'apprendre aux gens cette vérité élémentaire qu'on doit voter pour une politique et non pour une personne, et de rappeler que les voix obtenues par M. Mitterrand l'étaient non par l'homme[**] mais par ce que le politicien offrait.

[*] L'union de la gauche, communistes compris ; c'est-à-dire une amorce de réintégration du P.C. dans le jeu politique.

[**] Voter pour un programme, c'est voter tout court ; donner sa voix à un homme, ce n'est pas voter, c'est au contraire refuser de choisir une politique précise, c'est se suicider en tant que citoyen.

Lorsqu'enfin la gauche se décidera à rappeler constamment qu'un chef politique n'est qu'un. serviteur, un exécutant – certes capable d'initiatives – de la volonté populaire, les jeux des leaders de partis ne seront plus des luttes de seigneurs rivaux. Le chef politique qui est élu avec un programme et en applique un autre accomplit un coup d'Etat à sa manière ; étonnez-vous ensuite que le peuple en arrive à élire quelqu'un qui n'a pas de programme du tout et s'est attribué le pouvoir à la faveur d'un pâle coup d'Etat à demi marchandé.

Le rôle d'une telle aile gauche serait de veiller à l'application d'un programme minimum et de remplacer, une fois ce programme réalisé, le leader par un nouveau chef s'il ne continue pas sa marche en avant. Qui peut affirmer que cette force politique ne jouerait pas un rôle de moteur ? D'autre part, en cas de crise, une telle gauche pourrait encadrer les mécontents, les victimes, les déclassés, et sinon les entraîner vers une véritable révolution, du moins vers des réformes profondes. Supprimez cette gauche, et les plus lamentables victimes de la société n'auront bientôt plus comme défenseurs que les redoutables bonnes dames des institutions charitables.

En gros, le travail de cette gauche consisterait à éduquer politiquement le public, à surveiller l'honnêteté du gouvernement lorsqu'une coalition des gauches prendrait le pouvoir, et enfin et surtout à soutenir toute politique se proposant de refermer l'éventail des salaires, de développer les activités du secteur public, de satisfaire les besoins collectifs, et d'accroître la possibilité de choix d'une profession selon les capacités réelles des enfants. Ce serait là son programme minimum d'attente[*].

Mais à quoi bon écrire ces évidences ? Il n'y a plus – paraît-il – ni gauche ni droite ; il n'y a plus que des républicains de progrès qui n'ont pas la même façon de ponctuer leurs discours. On accepte bien souvent, sans l'avouer, l'idée ahurissante qu'être de gauche signifie simplement être dans l'opposition et vouloir s'emparer du pouvoir ; et on rejoint ici la définition du Littré qu'on ne s'attendait guère à trouver si moderne.

La plupart des cadres de la gauche ont trahi ; les petits bourgeois – un moment désorientés, aspirant confusément à davantage de justice – écoutent ceux-là même qui les traitent en vaincus de la société. Et toute la bourgeoisie enfin, petite, moyenne ou grande, se retrouve unie dans son désir de conserver l'ordre existant, l'ordre capitaliste, bien sûr.

[*] Certes, la condition nécessaire – mais non suffisante – pour démocratiser l'enseignement, est d'abord de mettre des enseignants qualifiés dans des classes peu nombreuses. Lorsque l'école (ou le lycée) est une garderie et que l'enseignement est en fait dispensé directement ou indirectement par les familles, l'établissement scolaire devient un simple instrument de tri pour les enfants de la bourgeoisie.

“ Au fond, nous sommes tous intimement socialistes ” était une de ses phrases favorites, qui revenait à dire, ni plus ni moins, qu'il n'y a plus de différences sociales dans l'au-delà. Dans le monde, en revanche, il les tenait pour des réalités nécessaires et attendait de la classe ouvrière qu'elle renonçât, pour peu qu'on lui fît quelques avances sur le plan du bien-être matériel, aux slogans déraisonnables qu'on lui avait inculqués et reconnût cet ordre naturel du monde dans lequel chacun trouve à la place qui lui est destinée, son devoir et ses chances de réussite. ”

R. MUSIL : *L'Homme sans qualités.*

VI

La grande bourgeoisie est plus maligne qu'autrefois ; même Tixier-Vignancour colle l'étiquette “ social ” ou “ progrès ” sur son petit drapeau. Evidemment, cela n'arrange en rien son passé et l'astuce est trop grosse pour être payante. Mais on a tort de se moquer de notre nouveau parti conservateur, de nos gaullistes, lorsqu'ils parlent de modifier la condition de l'ouvrier ; simplement, les fins poursuivies ne sont pas – ou plutôt ne devraient pas être les mêmes que pour la gauche. L'année sociale, pour un conservateur – gaulliste ou pas – c'est une année sans grèves ; comme, aux yeux des penseurs de la gauche moderne, une année avec grèves est une année anachronique, ce qui sépare la droite de nos prétendus progressistes a l'épaisseur des convictions démocrates et socialistes de M. Maurice Faure. Il est faux de dire que la droite – actuellement surtout représentée par l'U.N.R. et ses satellites – ne tente rien pour améliorer le sort de la fraction la plus importante du pays, celle des mal lotis. Elle cherche à assurer la stabilité de l'emploi et à multiplier les systèmes d'assurance contre la maladie. Qu'elle y parvienne est une autre histoire et les contradictions n'ont pas manqué[*]. Mais la droite souhaite simplement affaiblir la combativité du monde du travail, étouffer dans l’œuf tout désir de changement en créant une impression de sécurité parmi ceux qui, normalement, devraient se dresser contre elle. Après tout, si le brouet capitaliste est bien léger, mieux vaut un brouet clair mais assuré que pas de potage du tout. Toute une petite bourgeoisie tremble encore lorsqu'on évoque “ le Russe sans chaussures ” des années 20. Quant aux jeunes gens qui, paraît-il, ne voient plus le monde avec les mêmes yeux que nous et n'en parlent plus avec le même langage (probablement grâce aux fautes d'orthographe répandues par les trente-six réformes gaulliennes de l'incroyable M. Fouchet), beaucoup font preuve à l'égard des pays capitalistes, communistes et sous-développés d'une attitude que pourraient parfois leur envier les souscripteurs de l'Emprunt russe après la Première Guerre mondiale. Leurs réflexions sur la lutte des classes à l'échelle de la planète baignent trop souvent dans le conformisme – de gauche ou de droite – ou les préjugés les plus étroits. Au pire, vous tombez sur une graine de fasciste qui parle avec une sécheresse de cœur remarquable ; au mieux, le jeune homme “ de gauche ” – s'il ne milite pas dans quelque organisation politique, et ceux-là sont rares – verra la solution de tous ces “ problèmes ” sous la forme d'une vaste soupe populaire que viendraient touiller d'une main experte les dirigeants de l'U.N.E.S.C.O. La plupart des jeunes gens, y compris bon nombre des révoltés de mai 68, songent surtout à escalader la pyramide des revenus avec les moyens du bord et à s'assurer de médiocres satisfactions immédiates. Chacun les pousse à être ainsi[**]. La droite a fort bien visé en assurant une certaine sécurité à la petite bourgeoisie tout en veillant au maintien de l'inégalité et des

[*] En particulier, l'attitude du gouvernement gaulliste à l'égard de la S.S. et du chômage est significative : ce gouvernement a multiplié les caisses d'assurances et de prévoyance, mais a commencé à exercer son pouvoir en établissant une franchise de remboursement pour chaque assuré ; a fondé le système des conventions, mais désire assainir le budget de la S.S. en rognant les droits des travailleurs. De même désire-t-il aider la main d’œuvre à se reconvertir pour faciliter les concentrations et se débarrasser de certaines poches de misère gênantes, mais il prévoyait un volant de 500 000 chômeurs pour placer le patronat dans une position forte face au monde ouvrier.

[**] Une crise économique ferait sans doute basculer tous ces jeunes vers des mouvements extrémistes de gauche mais *aussi de droite :* leur culture politique est le plus souvent nulle.

privilèges injustes. La Sécurité sociale est une réalisation de gauche qu'utilise la propagande de droite ; et c'est dans le domaine de la maladie que se retrouvent le mieux les contradictions de la droite et la pénible réalité de deux mondes qui ont fort peu de points communs.

Devant la menace vague, imprécise, mais certaine d'un coup de frein aux dépenses sociales, et en particulier à celles qui concernent la maladie, les porte-parole des classes moyennes se sont écriés ces derniers mois : “ La santé n'a pas de prix*. ” Mais, hélas ! la santé a un prix, et même un prix très élevé. La sécurité du salarié, face à la maladie, reste une sécurité de pauvre bougre qui profite, lorsqu'il est frappé d'un mal bénin, de soins, bons ou mauvais, jusqu'à son rétablissement. Mais il entre dans un univers effroyable dès que son état nécessite des soins coûteux et de tous les instants, dès qu'il pénètre dans un hôpital. Déjà, on peut se sentir scandalisé lorsqu'on compare le luxe de certaines cliniques privées à l'aspect râpé de bon nombre de nos hôpitaux ; mais le constat de carence est nettement établi lorsqu'un grand malade est transporté dans un établissement public ; et, là, saute aux yeux le contraste ahurissant entre les revenus de la plupart des praticiens, pharmaciens et industriels des produits médicaux, entre leur train de vie donc et la misère anachronique des moyens et du personnel d'exécution.

Lorsqu'on dit : la santé n'a pas de prix, en fait, on laisse entendre, d'une part, qu'il ne faut pas lésiner sur les investissements hospitaliers et, d'autre part, qu'il faut payer largement le personnel médical.

Mais le problème des dépenses nécessitées par un service public comme celui de la santé restera à peu près insoluble tant qu'il se posera dans un pays capitaliste où règne la loi du commerce. Et le monde de la médecine et des hôpitaux est une superbe caricature de notre société.

Dans une lettre atroce *(le Monde* du 25-101966), Dominique Lapierre, journaliste de *Paris-Match,* raconte une nuit passée à l'hôpital de la Conception à Marseille : de grands malades dont l'état réclame des soins permanents, une présence constante, sont laissés pratiquement à l'abandon toute la nuit. Ils délirent, perdent leur dernier souffle de vie dans les excréments et la douleur, ne reçoivent aucun des soins prévus qui les maintiennent au bord de la mort. Une infirmière entre une ou deux fois dans la salle, en coup de vent, débordée, son tablier souillé d'excréments, courant d'un service à l'autre, épuisée. Elle a soixante-deux ans et perçoit un salaire dépassant à peine 1 000 Francs par mois. Des appareils pour la surveillance à distance des malades existent dans le commerce, mais leur coût est de 50 000 Francs pour six malades et de 100 000 Francs pour quinze malades.

Lorsqu'on songe aux sommes gagnées par certains médecins**, par les pharmaciens, par les patrons des laboratoires, la médiocrité des capitaux nécessaires pour transformer nos hôpitaux en centres de soins convenables laisse rêveur. Mais les infirmières sont rares : elles préfèrent filer dans le secteur privé ou s'installer à leur propre compte, c'est-à-dire devenir des commerçantes ; elles gagnent alors leur vie. Quant aux dépenses effectuées par le public pour sa santé, une bonne partie se retrouve dans la poche des praticiens et surtout des commerçants de l'industrie pharmaceutique. On ne peut pas à la fois financer des investissements hospitaliers, recruter du personnel d'exécution qualifié en le payant convenablement, et couvrir d'or les nantis du monde médical. Combien de salaires d'infirmières, la valeur de combien d'appareils de surveillance à distance des malades, un chirurgien, un pharmacien, un fabricant de produits médicaux fourre-t-il chaque année dans son coffre-fort ? Cet argent est prélevé sur ce même public qui ne peut financer les investissements qui lui sont le plus nécessaire.

Profession médicale raréfiée volontairement ou avec indifférence, hôpitaux laissés à l'abandon – quelquefois exprès, car certains intérêts jouent leur rôle –,superbénéfices commerciaux du monde

* Titre d'une série d'articles dans le journal *le Monde.*
** Rappelons que 60 % des médecins, environ, sont des spécialistes.

médical et qui sont rarement dénoncés par la presse ou les hommes politiques – car le docteur est tenu pour un personnage électoralement influent[*] voilà pour cet univers, d'ailleurs intellectuellement très médiocre, de la médecine et de la pharmacie. Univers logique puisque, une fois encore, le service commercial est favorisé au détriment du service public, puisque l'injustice des revenus très élevés, qui dévorent une bonne partie de ce que le pays dépense pour sa santé[**], est considérée comme justifiée par les situations acquises. Ce problème-là, ainsi que celui du recrutement des médecins, n'est jamais abordé sérieusement, car ce serait remettre en question la hiérarchie des revenus. Qu'on ne prétende donc pas qu'une production accrue et une meilleure utilisation des ressources permettraient à la fois de tant investir, de continuer de tant favoriser des catégories sociales comme celles qui vivent – directement ou indirectement – de la profession médicale, et d'améliorer le statut économique des classes les plus basses ; ce serait alors mentir, mentir et mentir... Dans ce microcosme du monde médical, c'est le commerce, ses règles, ses gains qui sont favorisés [7]. A cheval sur le service public – dont il devrait partager les devoirs – et sur la maison de commerce – dont il a tous les défauts -le service de santé continue cahin-caha son petit bonhomme de chemin. On dénonce de temps en temps la légèreté des sommes investies, mais on n'ose guère proposer des solutions véritablement socialistes, des remèdes vraiment efficaces. On préfère en appeler au bon cœur des médecins – persuadés d'ailleurs qu'ils sont des saint Martin modernes pour régler le problème : hélas ! Nous savons que vous devriez gagner encore mille fois davantage – s'écrie le chœur des Vierges rouges de notre gauche musclée – mais soyez bons, soyez charitables, ne réclamez pas trop. Et la gauche rejoint la droite, une fois de plus, dans cet acte pieux d'espoir en une amélioration de la société grâce à un effort personnel de l'homme, de chaque homme. Elle rejoint là surtout les chrétiens, ce qui est la même chose.

Il y a, bien sûr, des médecins progressistes ; mais ces médecins-là sont peu nombreux et leurs réactions sont le plus souvent catégorielles. Les structures commerciales et l'avidité du monde médical ne sont pratiquement jamais dénoncées ; pourquoi ? Parce que la nationalisation de la médecine, la limitation des bénéfices réalisés par l'industrie pharmaceutique et les pharmaciens, la création de nombreuses coopératives pharmaceutiques sont des opérations qui s'attaqueraient à un pan de la société capitaliste, qui modifieraient la répartition des revenus à l'intérieur du pays et redonneraient à l'Etat son véritable rôle. Et cela, on ne le veut pas, on le repousse avec horreur [8]. Ce serait démontrer qu'une telle modification de la répartition des revenus est souhaitable et que l'acte commercial n'a ni dignité, ni efficacité, ni valeur en soi. Gardons donc nos infirmières vannées et crottées, nos médecins rapaces et nos pharmaciens cupides.

Cette longue attaque contre la médecine, je le sens bien, va me faire passer pour un valétudinaire quinteux qui en veut à quelque charlatan et passe sa mauvaise humeur sur les médecins. Ce serait une singulière erreur. D'ailleurs, je me garderais bien de livrer assaut contre la médecine et ses professionnels, c'est une forteresse trop solide et je m'y casserais les dents. Ce n'est point contre les médecins que j'en ai.

“ Eh, monsieur, si j'avais voulu gagner de l'argent – disait un dentiste à un professeur de mes amis, en empochant un mois de son salaire après un travail de trois ou quatre heures – si j'avais voulu gagner de l'argent, je ne serais pas devenu dentiste ; je serais entré dans le commerce. ” Et il avait parfaitement raison ; car la beauté du système capitaliste veut que n'importe quels gains, n'importe

[*] Lorsqu'un secteur compte beaucoup de nantis, toutes les catégories qui participent à ce secteur défendent les privilégiés, même si elles n'en font pas partie. Docteurs et pharmaciens défendent les mêmes intérêts, et les industriels de tous les bords défendent les patrons de laboratoires. Cette règle n'est pas absolue, mais le nombre de petits médecins généralistes qui ne roulent pas sur l'or et approuvent néanmoins le système libéral est significatif.

[**] Rien que dans l'industrie et la distribution des médicaments, des solutions socialistes modérées réaliseraient une économie de 1,5 milliard environ (article de Bosquet, n° du 26-7-1967). Quant aux médecins, leur statut professionnel est étroitement lié au *type de société* que nous voulons choisir.

quels revenus trouvent leur justification immédiate dans des gains et des revenus encore plus élevés et encore moins justifiés.

Après tout, médecins, dentistes et pharmaciens sont des gens hautement spécialisés qui ont suivi de longues études. Mais que dire des cadres du commerce et de leurs gains ? Chacun a pu remarquer la tendresse avec laquelle tous les journalistes, reporters et hommes politiques se sont inquiétés du chômage des cadres. *L'Express* publia un roman traduit de l'américain décrivant la vie d'un cadre sans emploi et des articles sur ce problème tragique ; le *Monde* expliqua minutieusement, tout au long de cinq de ses numéros, le mécanisme de ce chômage ; l'O.R.T.F., toujours prête à flatter la clientèle de droite, interviewa deux cadres et les fit bavarder consciencieusement pendant quelques minutes sur cette question angoissante. Et puis, lorsqu'on désire savoir exactement quel est le poids de ce problème, on va de surprise en surprise. Tout d'abord, le volume des chômeurs, tant en nombre qu'en pourcentage, est peu élevé : environ 3 500, soit 4 à 5 % de l'ensemble des cadres *(le Monde* du 25 octobre 1966). En fait, il s'agit là d'une très nette surestimation, car la plupart de ces chômeurs ayant des activités éphémères ou à mi-temps, on évalue à 2 %, au maximum, le pourcentage des véritables chômeurs. Un tiers d'entre eux ont plus de soixante ans. Ensuite, quels sont donc ces hommes ? Parmi eux, des ingénieurs. Et il est souhaitable que des travailleurs dont la formation a coûté cher à la société, dont la qualification et l'utilité sont incontestables, soient rapidement réintégrés dans l'activité économique du pays. Seulement, ceux-là peuvent assez facilement être recasés pour peu que l'Etat y mette du sien et s'occupe sérieusement de leur embauche. D'ailleurs ils sont beaucoup moins nombreux que les administratifs et commerciaux, et leurs salaires ne sont généralement pas excessifs si l'on tient compte de leur valeur certaine dans *n'importe quel type de société.* Or, ce n'est pas sur cette catégorie que les bonnes âmes de la bourgeoisie s'émeuvent, mais sur les cadres administratifs et commerciaux, difficilement reclassables. Le roman américain publié par *l'Express* met en scène un cadre de la publicité ; l'O.R.T.F. a interviewé deux cadres qui, comme par hasard, étaient spécialisés dans les services commerciaux. En fait, le problème des cadres en chômage ne se pose pas parce que ces cadres ne trouvent pas de travail, mais parce que les situations qui leur sont offertes ne leur permettraient plus d'encaisser des revenus aussi confortables. Ils gagnaient plus que des ingénieurs très qualifiés, que des professeurs de Faculté en fin de carrière ou que de très hauts fonctionnaires ; ne leur propose-t-on pas, à eux, hommes d'une certaine valeur, d'une certaine expérience, des salaires plus maigres ? Mais, au fait, que sont donc ces cadres qui refusent d'être sous-payés et vantent si fort leurs propres qualités ? *Le Monde* nous l'apprend : ce sont, pour environ la moitié, des “ autodidactes au regard de l'enseignement supérieur ”. O joie ! La belle phrase, la belle étiquette ; quelle pudeur pour expliquer que ces gens-là sont des recalés du bachot et de la Faculté (et n'oublions pas qu'il s'agit le plus souvent de personnes issues de la bourgeoisie), pour expliquer que c'est leur nullité intellectuelle, ainsi que des appuis et parfois la chance, qui les ont amenés à ces postes-là. Ces médiocres, pour ne pas dire plus, s'estiment à un tel prix qu'ils éprouvent quelque gêne “ à dévoiler leur intimité professionnelle devant des fonctionnaires éberlués à l'annonce de leurs prétentions en matière de salaires ”. Au mieux, ces cadres sont licenciés en droit ou sortent de H.E.C., c'est là le sommet, la crème, le dessus du panier. Ces gens-là ont profité pendant des années – car le problème du chômage ne se pose guère que pour les cadres âgés ou mûrs – de l'injuste pyramide des salaires dans le monde capitaliste. Ils ont accepté et admiré – car ils en étaient bénéficiaires – la loi du marché dans une économie libérale ; voici aujourd'hui qu'ils en sont victimes, aussitôt ils crient au meurtre et réclament que l'Etat fasse quelque chose. Leur réaction n'a rien pour étonner ; mais pourquoi tant de sollicitude de la part de tous les cadres politiques, qu'ils soient de droite ou de gauche ? Parce que, tout simplement, le fait de gagner beaucoup d'argent consacre votre importance, parce que de gros revenus sont justifiés par leur existence même puisque personne, ni à droite ni à gauche, ne veut mettre en accusation la société. Refuser à ces cadres une compassion proportionnelle à leur revenu, c'est-à-dire exorbitante, serait non seulement perdre une clientèle, mais estimer qu'ils ne méritaient pas tant d'argent ; autrement dit, estimer que la société est mal construite. Ce serait de l'anarchisme.

Les gros gains étant ainsi auto-justifiés, on plaint les cadres commerciaux avec un lyrisme rarement atteint, non parce qu'ils sont sans travail ni ressources, non parce qu'ils représentent une force de production utile gaspillée, mais parce que les malheureux vont être forcés d'accepter un travail qui leur rapportera beaucoup moins ; l'un devra louer sa maison de campagne, l'autre remplacera sa DS 19 par une Dauphine. C'est pour eux " la descente aux enfers " après " l'antichambre du déclassement " [*]. Ils refusent longtemps, les pauvres, les postes avilissants qui leur feraient gagner les appointements de trois ou quatre infirmières ; mais, acculés à la misère, abandonnés par tous, les voilà qui acceptent – honte suprême – le traitement d'un professeur certifié. Ah ! ils sont bien à plaindre ! " Dans le pire des cas – nous précise Alain Murcier dans *le Monde* – leur niveau de vie matériel ne s'abaissera jamais au-dessous de celui d'un ouvrier au travail. Mais, toutes proportions gardées, le chômage les atteindra intellectuellement, moralement, socialement, beaucoup plus profondément qu'un smigard. D'abord, parce qu'ils n'avaient pas vécu jusqu'alors comme les autres travailleurs dans la familiarité de l'insécurité et ensuite parce qu'ils tombent de plus haut dans l'échelle sociale. " De tels raisonnements, on le comprend facilement, rendent légitime la permanence de n'importe quel régime politique, de n'importe quelle organisation économique, de n'importe quelle hiérarchie sociale. On atteint là, sous une forme mesurée, l'expression la plus parfaite du conservatisme, du refus de toucher au moindre privilège, car sa disparition rendrait malheureux le privilégié.

Vivent donc le profit et les profiteurs, et défense de critiquer le dieu Commerce et ses adeptes. Pleurons sur leurs malheurs lorsqu'ils ont quelques ennuis, et adorons-les lorsqu'ils sont gras et prospères. Et surtout défense, oui, défense de toucher aux profits procurés par l'acte commercial ou par le placement de capitaux, même si des millions de Français paient fort cher, d'un argent difficilement gagné, les bourgeois habiles et médiocres qui leur vendent leurs services.

D'ailleurs, nous l'avons vu, on veut réhabiliter le profit. Notre industrie crève – paraît-il – de son manque de rentabilité ; ce qui explique l'insuffisance de son autofinancement, donc la menace qui pèse sur son expansion et sur son avenir. Il faut redonner à l'actionnaire, au capitaliste, de l'argent, beaucoup d'argent pour relancer notre production. Argument de droite ? Pas du tout ; argument tout court, sans étiquette, bicolore. Mais enfin, il faut être logique ; si la gauche et la droite ne voient d'issue à l'inégalité entre les deux parties de la population que dans un rythme de production infernal et dans le blocage des prix ; une fois les actionnaires grassement rétribués, les cadres commerciaux et administratifs largement appointés, le budget de l'Education nationale et celui de la Santé totalement couverts (tout en sauvegardant les intérêts actuels des professionnels de la médecine), enfin les compartiments logement, routes, transports, etc. modernisés et développés ; je me demande avec angoisse ce qu'il restera aux travailleurs à se mettre sous la dent comme avantages supplémentaires, comme augmentation de salaire chaque année. Et je n'ai parlé ni des smigards ni des vieux. Mais, comme dirait M. Murcier, ceux-là ont l'habitude, ceux-ci aussi sans doute.

On pourra ensuite écrire de longues colonnes dans les petits journaux de la petite gauche, de la grande gauche et de la droite égale à elle-même, à propos des difficultés qu'éprouvent les enfants de la classe ouvrière pour grimper l'échelle universitaire jusqu'à la faculté.

On voit très bien alors ce qui rapproche, et même parfois confond, les porte-parole de notre gauche moderne avec non seulement la droite classique, mais avec les militants chrétiens qui se veulent au centre. Ces derniers n'ont-ils pas choisi le conservatisme politique, mais – la charité chrétienne aidant – également la recherche de solutions aux problèmes les plus douloureux par la voie de l'amélioration de l'être humain (solution remise donc aux calendes grecques, car le raisonnement a la tête en bas) ou par l'intermédiaire de quelque institution ou règlement enfermés dans des limites

[*] Sous-titres empruntés aux articles de Murcier dans le *Monde.*

étroites, spécifiques, particulières ? Ce n'est pas pour rien que l'essentiel de l'œuvre sociale du M.R.P. s'est limitée à l'augmentation des allocations familiales. Hélas, ce genre de pieuse action ne change pas grand-chose à la société. D'ailleurs, on insiste toujours sur le côté spirituel des choses, jamais sur leur côté prosaïque, matériel, réel. On nous raconte qu'en 1936 les ouvriers luttaient " pour la dignité du travailleur[*] " ; le travailleur étant devenu digne, ces luttes-là sont terminées. A présent, les salariés ne luttent que pour obtenir quelques babioles qui amélioreront leur confort. Hypocrites apôtres du Parti gris et de la société d'abondance ! Ils laissent entendre que l'essentiel était d'obtenir la revalorisation morale du travailleur ; cette revalorisation ayant été acquise, la lutte doit perdre son acuité, et n'a parfois aucune signification. Autant l'on a insisté pour défendre les avantages financiers précis et excessifs des nantis, autant on se perd en de vagues considérations lorsqu'on parle des revendications des salariés : le gouvernement est peu prévoyant et manque de cœur ? Certes, mais l'ouvrier se refuse à comprendre les réalités du monde moderne et que les intérêts des patrons sont devenus les siens. L'enseignant est mal payé ? Mais il est sclérosé, replié sur lui-même et sur son monde factice. Quant aux autres fonctionnaires, à peine sait-on qu'ils existent. Je ne parle pas, bien entendu, des hauts fonctionnaires. A un certain moment, on ne pouvait plus ouvrir un journal, même de gauche, sans y lire les derniers propos de tel doyen-flic ou de tel recteur-gribouille, ou encore les derniers exploits de tel superman de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Aux salariés les promesses vagues, générales, incertaines, la vision d'un Eldorado lointain accessible un jour pour peu qu'ils soient sages et travaillent dur et de bon cœur sans revendiquer trop brutalement ; à eux les concessions sur quelque point secondaire, les pourcentages insignifiants sur l'accroissement de revenu du pays. Ne faut-il pas investir, récompenser le capital, maintenir les situations acquises à leur rang ? Aux autres les gains immédiats, le profit solide, le bénéfice instantané, l'augmentation rapide des revenus, s'ils sont actifs, dynamiques, pleins de cette initiative et de cette énergie dont le monde capitaliste déborde.

[*] *Combat* du 22 octobre 1966. Article de Didier Dutailly. Ce ton-là se retrouve un peu partout dans tous les journaux.

> *“ Les intellectuels…sont des bourgeois, et d'un rang social peu élevé s'ils ne sont bourgeois que par leur compétence. La considération qu'on a pour eux a quelque chose d'un peu équivoque : on ne sait pas trop si ces professions sont humbles ou supérieures, enviées ou dédaignées. La manière dont on les juge... se nuance d'un peu de défaveur ou de pitié condescendante. ”*
>
> GOBLOT : *La barrière et le niveau, P.U.F.*
> (Cité par Gurvitch dans : *Études sur les classes sociales.* Ed. Gonthier.)

VII

J'ai déjà relevé le contraste marqué entre l'enseignant – tel que le voit *l'Express* en particulier et les journaux de la bourgeoisie en général – et ces gens des professions libérales et commerciales qui sont intégrés à la société de consommation à l'intérieur du pays. L'enseignant serait un être inadapté au monde moderne, incapable de percevoir ou de comprendre les profonds changements qui se multiplient autour de lui. C'est un rêveur dont la vocation est nette et claire, et qui enseignera quelles que soient ses conditions de travail. Tel est l'enseignant idéal ; les autres ont choisi l'enseignement parce qu'ils étaient incapables, par pusillanimité ou déficience, d'embrasser une autre carrière ; ils ont choisi le chemin sûr du fonctionnariat et des grandes vacances au lieu d'emprunter la voie royale du commerce. Au fil des analyses, on s'aperçoit que l'enseignement n'est pas une profession mais une vocation ; ce qui signifie :

1. Que le niveau du salaire n'a finalement guère d'importance puisque l'argent ne peut pas augmenter le nombre des vocations ; les deux choses n'ont aucun lien entre elles.

2. Que n'importe qui peut enseigner n'importe quand et n'importe où pour peu qu'il en éprouve le désir.

Tout le monde se montre donc fort satisfait lorsque les rectorats parviennent à dénicher quelques ingénieurs octogénaires pour assurer des cours de mathématiques ou de physique dans des classes terminales de cinquante élèves. N'importe qui peut être baptisé enseignant par les soins du ministère, et on ne trouve rien à redire à cela, car enseigner n'est pas un métier. Les maîtres auxiliaires, qui accomplissent le travail d'un professeur pour gagner leur vie tout en terminant leurs études, en savent quelque chose, eux qu'on jette brusquement dans des classes sans aucune préparation.

Je lis dans l'article de Murcier (“ Cadres en solde ”, *le Monde* du 26 octobre 1966) l'anecdote suivante : “ ... Un ingénieur des télécommunications de soixante ans, à l'esprit frais, ayant obtenu un contrat valable de dix mois de professeur de physique dans un lycée de Paris. Salaire : moins de 1 000 Francs par mois[*] – non compris les fameuses leçons particulières[**] – soit le quart du salaire de l'ingénieur en fin de carrière. Comme il élevait un jour la voix dans un Conseil de professeurs, il se fit rabrouer par le proviseur qui lui rappela qu'il n'était pas un enseignant à part entière, qu'il n'était qu'un contractuel. ” J'en suis désolé pour cet ingénieur probablement très sympathique, mais c'est le ministère – et les candides détracteurs de l'enseignement et de ses fonctionnaires – qui sont responsables de ses ennuis. Je voudrais bien savoir ce que M. Murcier entend par “ élever la voix ”,

---

[*] Salaire d'un licencié d'enseignement débutant. Cela prouve simplement que les licenciés sont très mal payés dans l’enseignement ; les autres catégories aussi. Je note au passage que si cet ingénieur était sorti d'une très grande école, il aurait été payé au tarif “ agrégé ”, c'est-à-dire davantage que 80 % des professeurs titulaires.

[**] Je me perds en conjectures sur le sens de cette remarque.

et s'il croit qu'un sexagé*naire débutant,* même à l'esprit frais, est qualifié pour s'opposer à des enseignants dans une discussion portant sur des élèves. Si enseigner est une profession, non. Si ce n'en est pas une, M. Murcier a raison. Mais aux yeux de toute la bourgeoisie, de droite ou de gauche, être boucher ou représentant de commerce, c'est avoir une profession, alors qu'enseigner n'est qu'une inconfortable sinécure, mal payée mais à la portée du premier venu. On ne forme même plus les maîtres, et les conclusions de nos analystes bourgeois deviennent de plus en plus vraies : enseigner n'est plus un métier et l'enseignement se transforme en fourre-tout. La médiocrité des traitements assure la médiocrité des enseignants recrutés, et bientôt la profession débordera de cancres et d'inadaptés. D'ailleurs, tout cela n'est pas vrai que pour les enseignants, mais pour tous les fonctionnaires ; on ne nous l'envoie pas dire : “ Jeanine Roy a montré récemment dans ces colonnes – écrit M. Murcier – que la fonction publique paraissait offrir peu de débouchés aux cadres sans emploi du secteur privé. Les obstacles matériels seraient relativement aisés à surmonter si l'on voulait faciliter le “ pantouflage à l'envers ” . Les réactions extrêmement violentes des syndicats de fonctionnaires, à l'exception de la C.F.T.C.*, sont tout à fait édifiantes. A lire ces communiqués, un Huron pourrait croire que les cadres du secteur privé français sont des ilotes pestiférés.”

A lire ces quelques lignes, un imbécile pourrait croire que les cadres du secteur public français sont de riches mandarins. Nos fonctionnaires, donc, devraient accepter l'entrée dans leur carrière, à leur niveau, sans concours – et sans doute avec l'ancienneté que leur conférerait leur temps d'activité dans le secteur privé – d'hommes dont les salaires élevés n'avaient pour toute justification que le manque de garanties qu'offrent l'industrie et le commerce. Ce manque de garanties joue-t-il à leur détriment ? On leur offre le secteur public et ses fameuses garanties. Autant l'attaque contre les fonctionnaires est dure, autant l'analyse de la qualification des cadres du secteur privé et de leur surévaluation est fuyante : “ C'est là – nous dit M. Murcier – un terrain trop brûlant pour qu'on s'y attarde. ”

Dans cette défense constante et apitoyée des marchands et profiteurs de notre société de consommation, et dans cette attaque permanente et brutale des travailleurs de notre société de sous-consommation, ce sont les enseignants qui reçoivent le plus de coups. Ils sont fonctionnaires, on les sait titulaires de diplômes et possédant une qualification précise, on admet qu'ils jouent un rôle important et que pourtant ils sont mal payés, insuffisamment nombreux et que l'enseignement en souffre. Va-t-on proposer d'accomplir un effort exceptionnel en faveur au moins de leurs conditions de travail, de l'équipement des écoles et des lycées, de leur logement, de leurs frais professionnels, de leurs moyens d'accomplir correctement leur tâche sans essoufflement ? Oh ! je sais bien, les hommes de droite et de gauche ne ratent jamais l'occasion de débiter un petit couplet sur la misère des traitements des enseignants ; mais comme les traitements sont liés entre eux dans le secteur public, le petit couplet est un acte purement gratuit, un petit brevet de civisme qu'on se décerne à soi-même. Passé le petit couplet, on devient féroce à l'égard de ces mêmes enseignants. A lire la presse de droite et de gauche, un Huron – pour parler comme le chantre des cadres chenus du commerce – pourrait croire que, certes, les enseignants n'ont pas les moyens matériels suffisants pour leur tâche, mais qu'ils sont responsables – eux plus que tout autre – de la médiocrité de notre enseignement et de ses erreurs : ils n'ont pas su repenser l'enseignement. On ne critique pas, en disant cela, la lourdeur des programmes et la légèreté des passerelles entre différentes sections, pas plus que la farce de l'orientation et le manque d'établissements techniques. Mon, ces fautes-là, le gouvernement et le ministre en sont responsables ; mais ce qu'on reproche aux enseignants, c'est de ne pas avoir compris qu'il faut abandonner cahiers et livres au profit d'une découverte du monde et de la société qui nous entourent, de ne pas préparer vraiment les élèves à leur métier d'hommes, de s'accrocher désespérément à un enseignement livresque et sans contact avec les réalités. Les attaques contre le baccalauréat, examen dénué – paraît-il – de toute utilité, se sont succédé avec violence. On a d'ailleurs supprimé la première partie de cet examen sans susciter de trop gros

* Rappelons que la C.F.T.C. est bien implantée dans le secteur commercial.

remous. Là-dessus, gauche et droite s'entendent avec un rare bonheur. Ils se trouve pourtant que la première partie du baccalauréat était – de loin – la plus valable ; la seconde partie sanctionne les études de potaches bavards et consciencieux et de semi-spécialistes. La première partie du baccalauréat réclamait un minimum de culture générale.

Je vois à ces mots le bataillon des penseurs de la gauche et de la droite s'esclaffer. Eh oui, la culture générale que de réforme en réforme on chasse des lycées ; ce n'est pas trop grave pour les enfants de la bourgeoisie ; cette culture générale, mal ou bien, peu ou prou, leur milieu les en imbibe. Pour le fils d'ouvrier, de petit fonctionnaire, d'employé, bref pour l'enfant dont les parents vivent de maigres ressources, cette suppression est totale, définitive. Je sais bien que le système souffrait de graves lacunes et d'une certaine sclérose, mais enfin il produisait quelques fruits. La sottise de ceux qui dénigrent le baccalauréat et la centralisation de l'enseignement secondaire n'a d'ailleurs aucune limite [9] : on propose sans cesse l'exemple de l'étranger, non dans ce qu'il a de mieux, mais dans ce qu'il a de pire. On cite en exemple le système scolaire anglais[*], sans même songer que c'est ce système-là qui vaut aux Britanniques *l'Establishment* et certains aspects antidémocratiques de leur société.

Mais pourquoi diable vouloir éduquer des enfants en évitant soigneusement de leur apporter ce minimum de culture générale sans lequel un esprit zozote quand il cherche à s'exprimer ? Pourquoi vouloir détacher du travail livresque et abstrait tous ces jeunes gens qui sont sans cesse sollicités par l'image, la télévision, le cinéma, le spectacle ? Il existe bien une réponse à ces questions. Cette sourde hostilité contre les enseignants et ce qu'ils représentent et défendent, serait-elle autre chose qu'une réaction épidermique, qu'une marque d'agacement contre un mécanisme qui grince ?

La brutalité de l'agression commise par *l'Express* contre les enseignants pendant l'été 1966 nous renseigne un peu. Les instituteurs et les professeurs, à la lecture de ces deux articles, donnent une impression frappante d'inadaptation sociale et professionnelle ou de futilité : l'un ne lit jamais, monte à cheval, joue au tennis et aime le ski ; il refuse le recyclage et se méfie des réformes. L'autre a choisit le professorat... parce qu'il n'aime pas Paris (! ? !). Ces deux garçons sont très satisfaits de leur sort. Quatre jeunes agrégés nous expliquent que leurs recherches pédagogiques leur valent l'hostilité des syndicalistes qui ne songent qu'aux augmentations de salaires et aux intérêts de leur corporation, et celle des vieux agrégés qui se veulent de purs humanistes. Ecoutons-les pérorer : “ Pour nous, au contraire, le monde s'est transformé. L'université doit suivre ou disparaître. Il ne nous appartient plus d'initier des adolescents aux subtilités de Thucydide [10] ou aux finesse du langage chez Stendhal, mais bien de leur donner, et cela seul compte, des techniques d'analyse, des moyens de réflexion, des systèmes de références, qui leur permettent de trier et de digérer les informations qu'ils reçoivent de toute part. ”

I1 s'agit là de professeurs ; passons aux instituteurs. Avec eux, nous sentons que nous avons carrément affaire à des demeurés, des attardés, des ratés, insatisfaits perpétuels qui manquent tout simplement d'audace.

Mais enfin tous ces enseignants qui se sont mis entre parenthèses du monde moderne, se sont retranchés de l'avenir, dans quel type de société voudrait-on qu'ils s'insèrent ? Quel genre d'enseignement devraient-ils prodiguer ?

La réponse vient, lumineuse, lorsqu'on parcourt les éditoriaux de *l'Express,* les propositions des néo-gauchistes, les articles de tous nos modernistes de droite et de gauche.

Qu'importent la culture générale et les bouquins poussiéreux ; ce qu'il nous faut, c'est construire très vite une société qui produise et consomme beaucoup. I1 nous faut copier les Etats-Unis, former des

---

[*] Ce qui permet également de justifier les subventions aux écoles privées.

techniciens, des cadres pour l'industrie et le commerce. Au diable cette culture générale prônée par des binoclards improductifs ; qu'ils s'intéressent un peu moins aux gloires passées et un peu plus aux problèmes de la création et de la distribution des biens en nous fournissant des jeunes gens énergiques, prêts à prendre la vie à bras le corps et à escalader l'échelle sociale, l'échelle des responsabilités et des revenus. Apprenez donc à courir au petit Sammy français. Plus de questions futiles, abstraites, sans intérêt pratique. A bas la République des professeurs ; donnez-nous des producteurs et des distributeurs habiles qui s'enrichiront et nous enrichiront.

Elle avait bien des défauts cette République des professeurs, avec sa méritocratie qui – dans notre société capitaliste – n'était le plus souvent qu'une cooptation subtile, déguisée, avec ses dynasties politiques, administratives, universitaires. Mais, enfin, c'était le moule bourgeois qui était déplorable et qu'il fallait briser ; le système des valeurs avait quelque allure. La manière dont était bâtie la hiérarchie sociale, économique et intellectuelle ne manquait pas de défauts et appelait bien des réformes sinon une révolution. Mais si le mercantilisme y régnait, c'était un peu honteusement, il n'osait parler en public à voix haute et en maître absolu ; on ne lui tressait pas des couronnes de laurier : la gauche le combattait ou faisait mine de le combattre.

Par quoi veut-on la remplacer cette République des professeurs lorsqu'on est moderne, dans le vent, nouvelle vague, gaulliste des profondeurs ou des altitudes, néo-socialiste ou moderniste confus ?

Relisons donc les éditoriaux de Jean-Jacques Servan-Schreiber écrits au cours de l'année 1966. J.-J. S.-S. est certainement l'homme politique et le journaliste qui sait le mieux à la fois profiter des modes politiques, les entretenir ou les créer. Et sous les fanfreluches que portent ses arguments, je reconnais un vieux slogan qui m'est familier et qui résume tout, qui est la chair et l'esprit, la trame et la matière de toutes ces belles théories sur la production et la répartition des revenus ; c'est le slogan de M. Guizot enrichissez-vous, enrichissez-vous par le travail.

Petits et moyens bourgeois stupides, modernistes sentencieux, néo-socialistes de bazar, vous vous croyez l'avant-garde du progrès et vous datez d'un siècle et demi ; vous criez très fort que l'avenir vous appartient ; et vous appartenez à la préhistoire. Dans vos déclarations se retrouve la teneur des discours que les porte-parole de la grande bourgeoisie ont répétés de tous temps. Vous êtes plus proches du gaullisme que vous ne l'avouez et le programme de Napoléon III ressemble assez curieusement au vôtre.

Par quoi vous désirez la remplacer cette République des professeurs ? Par la Démocratie des Attachés commerciaux ; et ce sera réellement une certaine démocratie, car le pays continuera bien d'être coupé en deux classes, l'une allant de la misère à la médiocrité sans espoir, l'autre contenant tous les nantis du commerce et de l'industrie, mais il sera plus facile, c'est vrai, de passer d'une classe à l'autre. Il suffira d'être malin, astucieux, capable de se faufiler dans les mécanismes commerciaux et d'en respecter les règles, les usages et les tabous. Nulle qualité intellectuelle ou morale ne sera à la base du succès. Bien sûr, la bourgeoisie, la grande, continuera de tenir tous les leviers de commande, mais un certain nombre d'hommes se glisseront dans les rangs de la moyenne bourgeoisie à la faveur de cette promotion des qualités commerciales. Je parle au futur, car nous sommes sur la bonne voie, nous courons vers ce type de société où la hiérarchie économique et sociale sera d'abord fondée sur votre aptitude à vendre bien, à vendre beaucoup, à vendre cher.

Tout s'organise alors merveilleusement : on désire un chef à la tête du pays, chef qui soit capable de le diriger comme on dirige la *General Motors,* de régler les problèmes de production et de distribution au mieux des intérêts des cadres et des patrons de l'industrie et du commerce, car ce sont eux qui font marcher la machine. Dans la maison France, chacun à sa place ; il faut d'abord produire et vendre pour enrichir le pays. Il faut donc accepter une hiérarchie qui donne au vendeur et au capitaliste la première place puisque par producteur, dans notre société actuelle, on entend le

banquier et le chef d'industrie. En fait, le patron n'a pas la première place, mais la seconde, car pour produire et vendre beaucoup, il faut d'abord investir. C'est donc au fournisseur de capitaux qu'on donnera le pompon. Le fait de gagner beaucoup d'argent vous transformant en gros consommateur et en investisseur, les gros revenus doivent être vénérés, et la nouvelle hiérarchie sociale ne sera satisfaisante, efficace, que si le rôle de l'argent est exalté et les possesseurs de capitaux mis au premier rang... mais ne suisje pas en train de décrire une société de consommation ?... la société américaine ? C'est vers là qu'on nous pousse.

Malheureusement, choisir cette échelle de valeurs, c'est vouloir imiter l'Amérique dans ses pires actions, ses pires attitudes, car un tel choix n'entraînera rien de plus qu'une masse de productions nouvelles, plus belles, plus chères, pour les nouveaux riches de notre société. Les mal lotis recevront leur part de colifichets et de plaisirs à bas prix qui s'ajouteront à ce qu'on leur donne déjà ; n'apprivoisait-on pas les Noirs méfiants avec de la verroterie au bon temps du colonialisme et de l'esclavage ? Vous pensez – parce que la puissance des États-Unis vous hypnotise – arriver à égaler cette nation en commençant dès à présent à mouler notre société sur la sienne ? C'est vouloir marcher sur les traces de Nelson en se coupant un bras et en se crevant un oeil. La marge qui sépare et séparera la production américaine de notre production sera à la mesure du gouffre qui sépare et séparera nos deux classes sociales, et cette marge ne fait et ne fera que s'agrandir. Nous fabriquerons les mêmes objets luxueux et confortables que l'Amérique, mais ils seront réservés aux riches ; les autres auront droit aux misères clinquantes de la production de masse. On n'aborde guère la question des transferts de productions ; parbleu, le dirigisme, le bolchévisme y rôdent.

Et puis, admettons que tous vos raisonnements, que je tiens pour des sophismes, soient justes. Admettons que par un coup de baguette magique, en choisissant vos moyens, nous parvenions à créer une société qui, dans vingt ans, aura épongé la misère et assurera un bien-être acceptable aux travailleurs. Je vous défie de me parler de cette société, de la décrire, car elle est abominable ; elle est, d'abord et avant tout, imbécile. Elle a le culte du commis voyageur, du banquier et du manager ; elle a le mépris de l'acte intellectuel, de l'esprit critique, de l'étude gratuite. Tout y est mesuré en francs lourds ; tout y est expliqué en termes de marché. Votre société, le fascisme ingénu y règne, ses élèves sont de petits Babbitt, ses professeurs des ratés insignifiants et résignés ou des bourgeois qui posent.

Aux Etats-Unis, lorsqu'on classe les professions selon le prestige que leur accorde le public, on trouve le dentiste classé au dix-septième rang et l'écrivain au trente et unième ; le professeur est logé dans le même groupe que le caissier de banque, et l'instituteur dans celui... de l'adjudant (enquête de l'Institut National d'Opinion Publique et enquête du *Chicago Tribune* citées par V. Packard dans *les Obsédés du standing.* Ed. Calmann-Levy) ; et Packard ajoute : “ La liste ci-dessus accorde probablement plus de prestige aux professions intellectuelles et moins au monde des affaires que dans la réalité. Je soupçonne les gens interrogés d'avoir donné les réponses qu'ils pensaient devoir faire, exactement comme certains prétendent lire des magazines distingués qu'ils n'ont en fait jamais ouverts. Nous proclamons notre admiration pour les travaux intellectuels, mais notre envie et notre respect vont aux riches hommes d'affaires. *Cette attitude s'explique dans la mesure où nos aspirations sont essentiellement concentrées sur le monde de la finance et du commerce*[*]. ”

Et c'est ce but-là que vous voulez atteindre ? C'est cette attitude que vous voulez nous voir emprunter ?

En France, malgré la navrante dégringolade intellectuelle du public – car qui n'avance pas rapidement recule et même dégringole en arrière –, le petit bourgeois conservateur qui vomit Sartre serait flatté de dîner à sa table. Un vieux réflexe, déjà bien rouillé, joue en faveur des professions

[*] C'est moi qui souligne.

intellectuelles ; un certain respect confus pour l'intelligence n'est pas totalement mort. Faut-il donc le tuer ?

Dans une émission télévisée, M. Delarue parlait de la renaissance du nazisme en Allemagne et disait à peu près ceci : dans ce type de société, les slogans commerciaux tiennent une place considérable. Le nazisme, qui s'adresse au public dans les mêmes termes, en utilisant des slogans et sans faire appel à la réflexion, se propage là sur un terrain favorable.

Dans cette analyse de M. Delarue, je retrouve un des facteurs de mon fascisme ingénu.

Finalement, être de gauche, c'est désirer un certain type de société, une certaine hiérarchie intellectuelle, économique et sociale. C'est démocratiser la société, non au moyen de la promotion commerciale, mais grâce à l'éducation, et pas seulement de l'école et de l'université, mais grâce à une éducation permanente. Et cette éducation permanente, vous ne l'obtiendrez jamais dans un pays où des millions de familles gagnent exactement de quoi vivre mal et sans problèmes trop graves, c'est-à-dire stupidement ; dans un pays où un homme peut gagner autant que vingt, quarante, cent de ses semblables. Pourquoi feindre de croire que la culture et les qualités intellectuelles d'un homme ne sont pas d'abord le résultat des gros sous dont disposait sa famille lorsqu'il était enfant, ne dépendent pas surtout du groupe social dans lequel ses parents s'étaient insérés, ne sont pas fondées avant tout sur le prestige et les gains que la société accorde à telle ou telle profession

L'Etat, entre vos mains, deviendrait une machine à sous récompensant le capital lorsqu'il connaît quelque déboire ; un appareil à aider les industriels et les commerçants lorsqu'ils sont victimes de quelque mésaventure.

Restituons donc à l'Etat sa véritable place, la première, et son véritable rôle qui est d'organiser la société en vue du but à atteindre.

Vive l'Etat-Providence qui assure à tous les hommes l'enseignement et la santé gratuitement, qui combat l'ignorance et la maladie sans tenir compte des classes sociales.

Vive l'Etat-Patron lorsqu'il règle la hiérarchie des salaires selon les qualifications de chacun et qu'il resserre l'éventail des revenus dans le pays grâce à l'impôt, à ses propres investissements et à ses propres moyens de fabrication.

Vive l'Etat-Chef d'orchestre lorsqu'il dirige la production et force l'industrie à produire d'abord ce qui est nécessaire.

A la Gauche de reprendre le combat à la tête de la petite bourgeoisie pour l'avènement de cet Etat-là ; à elle de se couper d'une certaine clientèle qui donne dans le libéralisme éclairé.

Mais où est-elle passée la Gauche ? Où sont donc ses combattants et ses cadres ? La plupart ont renoncé au combat avec un lâche soulagement ; ils ont filé vers la droite, et ils ouvrent de grands yeux émerveillés devant les brillants gadgets qu'étale dans sa vitrine la boutique américaine.

CONCLUSION

La division des différents aspects du capitalisme en problèmes séparés qui semblent n'avoir aucun lien entre eux, ne sont analysés en fonction d'aucune théorie politique et ne font plus partie d'une société considérée globalement, mène directement à un refus de changer la société. Cette étude des " problèmes " procure simplement bonne opinion de soi-même et assure au néo-capitalisme un certain prestige auprès de la petite bourgeoisie, pourtant plus frustrée, bien souvent, que le monde ouvrier. La multiplicité de ces " problèmes " – dont la solution est toujours présentée comme difficile mais possible dans le cadre même de notre société, après quelques petites retouches – donne à la petite bourgeoisie l'impression que le monde actuel est un mécanisme trop délicat, trop complexe et trop compliqué pour qu'une gauche véritable se permette d'en changer les rouages ; d'autre part, sa paresse d'esprit et sa veulerie la poussent à accepter l'idée que le progrès et la poursuite du bonheur ne dépendent, après tout, que de sa capacité à porter au pouvoir un homme habile qui saura résoudre à peu près tous les problèmes.

Cet émiettement en " problèmes " est une des causes de la dépolitisation des Français, et plus particulièrement des jeunes. Proposer comme idéaux à la jeunesse l'épargne-logement, la vie de Kennedy et la tête de Wilson, c'est un peu court. D'ailleurs, les partis de gauche, parti communiste compris, se sont battus avec beaucoup plus de hargne contre leurs propres jeunes que contre la réaction. Le fait le plus significatif de la IVe République me semble ce délestage volontaire par le P.C. et la S.F.I.O. de leurs mouvements de jeunesse.

En fait, gauche et droite tendent vers une américanisation de la société, la souhaitent. de toutes leurs fibres. La seule ligne de séparation, bien floue et bien incertaine, est une ligne morale : on a bon cœur ou pas. La production et la consommation prodigieuses des États-Unis semblent avoir tourné la tête et aux uns et aux autres. On veut être l'Amérique moins ses problèmes ; et le cercle se referme. Comme si la société américaine avec ses attitudes sociales et ses gestes politiques odieux ne formait pas un tout parfait.

L'idée qu'il suffit de produire beaucoup pour régler tous les problèmes est parfaitement réactionnaire ; à la limite, elle est fasciste. Satisfaire les besoins des classes les plus pauvres et investir suffisamment pour donner un confort minimum à la collectivité au prix d'un effort redoublé, peut-être serait-ce souhaitable dans une société où l'écart entre les classes sociales serait médiocre et n'irait pas en se creusant, où l'échelle des valeurs serait autre que commerciale. Cette société-là n'est certainement pas la nôtre. Et puis satisfaire les besoins, cela veut dire quoi ? Lorsque les besoins des classes inférieures de 1967 seront satisfaits en 1987, qu'aura-t-on prouvé ? Les besoins de ces classes-là ne seront plus les mêmes, et l'injustice, la paupérisation relative, la stratification sociale demeureront.

On nous présente cette voie de la production enfin massive comme la seule possible. Les conditions d'une révolution – dit-on – ne sont et ne seront jamais réunies, tirons donc le meilleur parti possible de la société telle qu'elle est et gardons-nous d'en fausser les mécanismes en voulant trop réformer. Pourtant, à la moindre crise le capitalisme crée lui-même les conditions d'une révolution, ou tout au moins de réformes profondes ; encore faut-il qu'un certain nombre de militants politiques soient alors prêts à encadrer et éduquer les masses mécontentes. Où sont ces cadres politiques ? Ils ont renoncé. Socialistes au ventre mou, ils ont glissé vers la droite ; ils ont oublié d'armer idéologiquement les jeunes. Les voilà qui encouragent même le corporatisme et se désintéressent de l'unité des travailleurs. La lutte des classes se poursuit pourtant avec plus d'âpreté que jamais à l'échelle internationale, et ce n'est pas quelque ridicule Alliance pour le Progrès qui en réduira l'intensité. Seules des sociétés collectivistes pourront apporter un remède à cette paupérisation absolue de la moitié des êtres humains de notre planète.

Pour réussir à transformer notre société capitaliste en une société collectiviste, une partie des classes moyennes doit unir ses efforts à ceux du monde ouvrier au sein de partis révolutionnaires ou résolument réformistes. La droite et ses auxiliaires qui se camouflent sous une étiquette de gauche ont visé juste en concentrant l'essentiel de leurs efforts sur la petite et moyenne bourgeoisie. Les militants ouvriers, enfermés dans leur ghetto communiste (les alliances avec la gauche non communiste se sont faites jusqu'ici sans programme de réformes profondes ; je doute qu'un tel programme soit proposé dans l'avenir. On compte tirer le P.C. vers la droite, vers le réformisme modéré), sont incapables, à eux seuls, de modifier le système capitaliste. Le petit bourgeois français ne veut ni réformes profondes ni révolution ; il veut seulement singer la moyenne bourgeoisie qui lui impose ses modes, ses snobismes, ses préjugés. Les petits bourgeois en sont arrivés à réagir en tout exactement comme les gens de la moyenne bourgeoisie qui gagnent plusieurs fois leurs salaires.

On discrédite d'avance toute idée de construction d'une gauche non communiste et réellement collectiviste. C'est facile, car les rares militants d'une telle gauche – qui, par exemple, forment l'une des tendances du P.S.U. – adoptent souvent une attitude dure et irréaliste, ou encore – comme l'ont fait les leaders de la S.F.I.O. (qui viennent de rappeler qu'ils sont marxistes et ont, à peu près au même moment, élu M. Max Lejeune membre de leur Comité directeur) – trahissent cyniquement et quotidiennement les principes qu'ils sont censés défendre. Il ne vient à l'esprit de personne qu'un groupe de gauche puisse éduquer et encadrer les masses, mettre en oeuvre tous les moyens possibles pour sinon créer les conditions d'une révolution, du moins préparer la mise en place de réformes profondes. Ce groupe soutiendrait tout mouvement progressiste, même très modérément progressiste, et ferait ainsi pression sur lui. Dans le cadre parlementaire d'une République bourgeoise, un groupe de députés résolument socialistes est un moteur puissant. Si ce groupe avait existé à l'intérieur de la S.F.I.O., la guerre d'Algérie n'aurait pas duré huit ans et le 13 mai 1958 aurait été un jour comme les autres.

Non, la situation n'est pas révolutionnaire, mais on a chloroformé les classes sociales qui fournissent une partie des cadres et des troupes révolutionnaires, et on s'étonne ensuite de leur sommeil.

La solution des problèmes ne va d'ailleurs jamais bien loin. Si, de temps en temps, on pousse un hou-hou indigné devant quelque méchant trust, on ne discute jamais ou presque la hiérarchie des gains et des salaires ; elle semble friser la perfection. Par contre, on fait volontiers appel au bon cœur, à la compréhension des gens. Finalement, l'impression donnée est que l'amélioration de la société passe le plus souvent *d'abord* par une amélioration de l'individu ; ce qui crée un nouveau lien avec la droite et les militants chrétiens. Cette attitude est profondément réactionnaire.

Le choix est actuellement entre une société modelée sur la société américaine et une société collectiviste – ou qui tend à le devenir. Il n'existe pas de troisième voie. Copier la société américaine, c'est la copier dans ses abominables défauts ; c'est adopter son fascisme par la niaiserie et la dépolitisation ; c'est accepter une échelle des valeurs purement économique, et cela dans une économie capitaliste où règnent la médiocrité et l'avidité ; c'est accepter une échelle des valeurs sociale, intellectuelle et économique fondée sur la valeur commerciale. Le choix est entre ces deux types de sociétés, entre deux échelles de valeurs. C'est ce choix-là qui devrait vous classer à droite ou à gauche.

Mais les conservateurs français peuvent dormir sur leurs deux oreilles ; le petit bourgeois français a déjà choisi : rien ne lui semble plus beau que l'univers des “ Prix Unique ” américains.

LES ETUDIANTS

Ce ne sont pas les manifestations des étudiants et des travailleurs qui devraient étonner, mais plutôt la longue passivité qu'ils ont observée. Certaines parties de cet essai moins dépassées qu'on aimerait le croire sont l'expression d'une surprise transformée en colère devant tant de résignation, devant la moulinette des bons sentiments et le vide de la conscience politique en 1966. Le conflit des générations actuel n'est que le conflit entre un certain nombre d'hommes jeunes qui veulent contester et une génération qui a détruit les cadres de la contestation. Du coup, la contestation, éteinte depuis bien des années, a éclaté anarchiquement lorsque l'Etat gaulliste a entamé avec la jeunesse le seul dialogue qu'il connaisse : celui des matraques et des crânes.

Les universités étrangères également sont le théâtre de manifestations et d'incidents, mais pas encore aussi violents ni aussi fournis en acteurs. Les raisons de ces désordres sont partout les mêmes : partout – à l'Ouest et à l'Est de l'Europe comme aux Etats-Unis – les cadres politiques à l'intérieur desquels peut s'exercer la contestation ont été supprimés ou bien n'existent pas : trahison définitive des partis socialistes à l'Ouest, parti unique de gouvernement à l'Est, pas de parti du tout (c'est-à-dire partis de gestion) aux Etats-Unis. Aussi, à l'Ouest, les étudiants réclament-ils le socialisme ; à l'Est, luttent-ils pour la liberté d'expression ; et, aux Etats-Unis, s'élèvent-ils contre l'injustice sociale et l'impérialisme de leur pays.

L'enseignement supérieur s'étant développé à un rythme extrêmement rapide depuis la dernière guerre mondiale, l'université réalise la plus grande concentration jamais atteinte de jeunes gens libres. Beaucoup plus politisés que l'homme de la rue et par leur culture et par l'attitude d'esprit qui conditionne leur succès passés ou futurs, les étudiants ne trouvent aucun appareil politique susceptible d'utiliser efficacement leurs voix, leurs forces, leurs idées. Ils ne peuvent alors qu'étouffer leur rébellion et la laisser glisser parmi leurs nombreux désirs réprimés. Arrivent les forces de l'ordre qui usent avec eux de leurs méthodes habituelles – méthodes qui déshonoreraient n'importe quel pays civilisé, mais ont toujours semblé naturelles aux gaullistes et à un fort pourcentage des Français – et la détente fait éclater le piston, les étudiants surgissent au coude-à-coude, c'est l'émeute.

Mais pourquoi ce sentiment de révolte, contenu, inconscient même, était-il si fort en France ? D'amusantes explications morales ont été avancées ; l'un y voit quelque mystérieuse régénérescence, l'autre un vif désir de dignité. C'est prendre l'ombre pour la chose. Plusieurs facteurs se sont additionnés pour rendre intolérable – après la prise de conscience des premières explosions – la situation actuelle :

– L'atmosphère étouffante de conformisme, d'ordre moral et d'autoritarisme dans laquelle vit tout le pays depuis la venue au pouvoir de de Gaulle. Or, un jeune intellectuel en souffre automatiquement plus qu'un autre, même si cette souffrance est peu apparente, cachée, rentrée.

– La vétusté de l'appareil universitaire, l'insuffisance de ses moyens et son inadaptation qui se traduit chez les étudiants par un sentiment d'incertitude, d'angoisse et finalement – réaction classique de l'inadapté, et surtout de l'inadapté involontaire, victime du système – par une condamnation de là société.

– La contradiction entre une longue éducation qui couronne les valeurs intellectuelles et morales et une société qui ne récompense que le capital, les qualités commerciales et les situations acquises ; entre un enseignement qui tente d'être démocratique – et ne l'est point – et une société fermée qui reste féodale. Pour un nombre important d'étudiants issus de la petite bourgeoisie, l'université est un moyen de promotion. La désillusion est parfois grande et rapide. Ce point complète le précédent.

– Le développement des communications de masse et la multiplication des études sur les Etats-Unis et l'U.R.S.S. Recevant de toutes parts des signaux de mondes modernes, l'étudiant ne découvre autour de lui qu'un monde vieillot et médiocre, figé dans ses structures, régi par des lois désuètes et une hiérarchie déplorable.

Les journalistes, politiciens et penseurs de boite et de gauche vont, pendant des mois, se pencher sur cette jeunesse qui nous promet " un monde nouveau " ou " un ordre nouveau " . J'avoue ne pas partager cet optimisme : le mouvement de contestation, s'il ne parvient pas à s'intégrer dans un cadre politique, réussira par sa poussée à remplacer l'université de papa par une université moderne, mais il ne démocratisera guère la société et ne la changera que superficiellement ; par contre, il rénovera le capitalisme et lui donnera des bases plus solides. Sans relais politique, le mouvement étudiant s'enlisera dans le verbalisme et les désordres sporadiques jusqu'à ne devenir qu'une mine à " problèmes " . Le P.S.U. aurait pu être ce relais, mais ce petit parti, qui va de déchirements en éclatements et possède ainsi les défauts des grands partis sans en avoir les qualités, baigne trop dans l'idéologie boy-scout des crypto-chrétiens, ou dans le quarante-huitardisme attardé ou dans le modernisme déchaîné, (selon les jours pairs et impairs, semble-t-il) pour jouer rapidement un rôle décisif. Les extrémistes de gauche sont parfois embarrassés de leur succès : que proposer à ceux qui les suivent et ne militent nulle part ? Un mini-groupuscule à l'avant-garde d'une révolution des masses ? Un forum permanent et vociférant d'idées oubliées dès que lancées ? Quant aux autres, leurs déclarations sidèrent parfois tant elles sont contradictoires ou romantiques. On a vu l'un des principaux responsables du mouvement étudiant défendre les mêmes idées, les mêmes analyses, le même maximalisme que Cohn-Bendit et attaquer le P.C. pour son immobilisme contre-révolutionnaire ; puis, huit jours après, s'allier aux rouges de la C.F.D.T. et à leur secrétaire Descamp, monstre sanguinaire et coutelassé ; enfin, clou américain du show révolutionnaire, une semaine plus tard, il désignait aux foules libertaires le champion politique capable de mettre le capital à genoux : M. Mendès-France, l'anarchiste bien connu.

Il ne s'agit pas là d'immaturité (ce ne sont pas des erreurs tactiques qui ont été commises), mais d'incohérence politique et de confusionnisme. Certains vont jusqu'à s'imaginer que la réforme des études supérieures est un processus révolutionnaire qui fera basculer la société dans le socialisme. C'est détourner l'attention des étudiants et des travailleurs de l'essentiel vers le détail. Un mot-clef[*] est lancé : " Participation " et les plus habiles tenants du capitalisme, prompts à s'adapter aux situations nouvelles pour défendre l'essentiel, c'est-à-dire la possession du capital et la hiérarchie des revenus qui, eux, déterminent réellement le type de société ; ces tenants du capitalisme, dis-je, ont bondi sur le mot et le font miroiter. On songe à une scène de Molière : – Mes fins de mois sont difficiles. – Participation ! Point de vacances cette année, les maladies ont épuisé ma bourse. – Participation ! Mon fils a de mauvais résultats au lycée ; il est 34e sur 35 élèves et je ne puis ni m'occuper de lui ni lui offrir des leçons. – Participation !

Le spécialiste tout-terrain du crabotage politique – J.-J. Servan-Schreiber – s'efforce de récupérer le plus grand nombre de ces esprits que la société ne satisfait pas et qui – grands dieux ! – menacent le capital dans leur colère. Homme de droite, il se peinturlure en homme de gauche. Dans *l'Express* du 3 juin 1968 (supplément exceptionnel), il écrit : " Nous – et par là je veux dire les hommes de cette génération de quarante ans qui, arrivant aux postes de responsabilité, ont dissocié totalement l'idée du pouvoir, ou l'idéal du bonheur, de la notion de propriété des biens – nous ne redoutons pas la rénovation du contrat social. " Autrement dit, pouvoir et bonheur peuvent *réellement* être dissociés de la possession du capital dans la société capitaliste. Donc, prière de ne pas toucher au système capitaliste. Mais qui n'a rien n'est rien dans notre société et le capital transmet bien d'autres valeurs que du numéraire, valeurs que seules d'immenses qualités, ou le hasard, permettent exception-

[*] Utilisé tour à tour par Descamp, J.-J. Servan-Schreiber et de Gaulle.

nellement de compenser. La participation, c'est le droit pour le cuisinier de choisir les hors-d'œuvre, mais c'est le patron qui s'attable.

Les étudiants marcheront-ils ? Tomberont-ils dans ce piège d'un réformisme qui ne s'attaque même plus à des pans du système mais le renforce ? Ils marcheront ; ils tomberont dans le piège ; du moins, la plupart d'entre eux.

L'erreur des étudiants d'extrême gauche est d'avoir cru qu'on pouvait révolutionner l'ordre social sans passer par des mouvements puissants, structurés, suffisamment monolithiques et disciplinés. Nous ne sommes ni à Cuba ni en 1917. Quant au P.C., seul parti à idéologie révolutionnaire, il demeurera assoupi dans son isolement tant qu'aucun allié ne sera là pour le harceler, l'éveiller et le renforcer dans l'action. A l'heure actuelle, toute tentative du P.C. pour s'emparer du pouvoir créerait l'union sacrée – de l'extrême-droite aux fédérés – contre lui ; la révolution se terminerait dans des camps de concentration et des cachots et un régime fasciste en serait le point d'orgue. Combien de petits bourgeois s'indignent de la prudence de la C.G.T. et du P.C., louent l'action de la C.F.D.T., mais se seraient dressés avec énergie contre une révolution communiste ?

La deuxième erreur est de croire que le réformisme doit toujours être combattu. Par exemple, la participation – cette sucette – est souhaitable, non comme fin en soi (c'est cette idée qu'il faut combattre), mais comme moyen d'accès aux livres dans les entreprises.

Enfin, l'union d'une partie – faible d'ailleurs – de la classe ouvrière et du monde étudiant révolté est une source de satisfaction, mais ces fraternisations orneront une nouvelle page du folklore étudiant si elles ne s'inscrivent pas dans des structures permanentes et solides. Aussi ces accolades entre étudiants et ouvriers font-elles parfois songer à ces héros de Labiche qui couronnent leurs quiproquos par des embrassades aveugles. Sûrs de leur jeunesse, d'un certain confort même s'il est médiocre, et croyant changer l'univers parce qu'ils manient des concepts et qu'ils maîtrisent un certain vocabulaire, les étudiants – s'ils ne sont pas des militants politiques – peuvent difficilement comprendre un monde ouvrier où le mot “ défaite ” signifie “ écrasement ” et où la vie est dure et morne. Les étudiants révoltés rejettent la société de consommation – formule vague – alors que les ouvriers se dressent contre leur condition d'emmurés et de sous-consommateurs. Mieux encore, la grande majorité des étudiants souhaite surtout que les diplômes permettent d'accéder à des fonctions de cadres dès la sortie de l'université et bien des porteurs de drapeaux rouges se prouveront, dans quelques années, fidèles exécutants du système capitaliste. Ils seront persuadés, d'ailleurs, d'avoir peu évolué, d'avoir mûri et d'habiles journalistes les en convaincront. L'expression : “ Les cadres, nouveaux prolétaires ” est appelée à faire fortune. On s'apprête déjà à enfoncer dans les esprits l'idée que la décentralisation et le dialogue suffiront à apporter aux hommes cette société merveilleuse qui jouira de toutes les qualités de l'Amérique capitaliste et de la Russie soviétique sans souffrir de leurs défauts.

Jean Daniel considère que les “ enragés ” se sont révélés des révolutionnaires *(Le Nouvel Observateur* du 15 mai 1968) parce qu'ils ont ovationné Jacques Monod lorsque celui-ci recommanda d'abord la révolution dans l'université plutôt que la révolution générale immédiate à partir de l'université. Or, ces propos démontrent simplement que J. Monod est réaliste, que les “ enragés ” sont peu nombreux, noyés dans la masse des étudiants et qu'il n'existe aucun parti capable de faire la révolution. Les conclusions à tirer de cet épisode de la nuit du mardi 7 mai devraient être pessimistes.

La simple contestation de l'autorité – aspect aberrant parfois des événements de mai 1968 – lorsqu'elle n'est pas sous-tendue par une idéologie et une tactique, s'emprisonne dans le dialogue et la participation – qui consacrent le rôle dirigeant de la bourgeoisie, admettent la structure actuelle

de la société et son échelle des valeurs et renforcent le néo-capitalisme – ou se perd en explosions anarchiques.

Le bilan politique chez les étudiants, malgré les apparences, serait-il finalement maigre, peu payant pour le socialisme ? Non, car leur action a déclenché une certaine prise de conscience politique dans une frange de la jeunesse ; elle a brutalement revalorisé des concepts et des symboles révolutionnaires ; elle a révélé des capacités révolutionnaires, inutilisées jusque-là, et des qualités de générosité, de courage et de dévouement. Mais ces capacités, ces qualités, qui les exploitera ? Qui les captera à son profit ? Un mouvement progressiste et internationaliste ou quelque malin, habile et populaire, qui repeindra en couleurs vives la grise façade du capitalisme ?

A moins que les émeutes, les troubles, les bagarres répétés et sans écho dans une population lasse d'agitation qui lui deviennent incompréhensibles et lui paraissent stériles puisque anarchiques, ne fassent basculer la majorité du pays vers le fascisme et la grande paix policière.

APRES UNE GREVE

I1 est encore trop tôt pour savoir quelles seront les conséquences durables des grandes grèves de mai 1968, pour démêler avec certitude les raisons profondes de ces grèves et analyser sans erreur d'éclairage le mécanisme qui les a déclenchées ; mais il n'est guère difficile de découvrir certains motifs puissants et de peser certains risques.

Pour le monde des travailleurs, deux facteurs ont joué un rôle essentiel. Tout d'abord, les statistiques indiquent que, depuis dix ans, l'écart entre les gains de la population appartenant au tiers du bas du tableau et les revenus des gens appartenant au tiers supérieur n'a fait que se creuser. Cette tension entre les deux bouts d'une population finit par casser la société comme une vulgaire ficelle. On oublie trop souvent que les révolutions sont causées non par la misère, mais par l'accroissement des différences entre les statuts économiques et sociaux de deux fractions importantes – bien que très inégales – de la population. Dans un pays aussi industrialisé que la France, où la misère n'est généralement qu'une pauvreté relative et où la gauche a trahi tous les espoirs pendant longtemps, les résultats de cette tension socio-économique n'ont été que des émeutes et des grèves massives. Le problème de la participation des citoyens et des travailleurs à l'élaboration des décisions au plan du politique ou de l'entreprise et de la région, ne se pose pas dans les termes où on l'a posé. Si la répartition de l'augmentation annuelle du revenu national avait été égale, si l'accroissement régulier de la consommation avait été proportionné aux revenus de chacun, l'asphyxie de l'esprit politique du pays n'aurait pas cessé et aucun sentiment de frustration n'aurait amené les travailleurs à la révolte. Mais la nature du régime – mené par un vieillard peu soucieux de questions économiques et favorable aux théories archaïques de son enfance – l'interdisait. Le désir de participer à la gestion du pays est fort parce que la gestion est particulièrement injuste. De Gaulle, malgré sa prétendue intelligence qui n'est qu'une intelligence de la scène, des décors et dont la force n'a été que la faiblesse des autres, de Gaulle ne l'a pas compris. Il avait pourtant la partie belle. A sa prise du pouvoir, les partis de la gauche non communiste étaient sans vie, déconsidérés et dénués de tout souffle révolutionnaire. Maintenant encore, la Fédération ne représente jamais que l'union de la bourgeoisie libérale à de prudents réformistes et elle a bien insuffisamment politisé ses propres électeurs.

Décentralisation, co-gestion et démocratisation – choses bonnes par elles-mêmes – peuvent parfaitement et même très probablement, transformer la France en une sous-Amérique, en une société de consommation peuplée d'êtres extro-déterminés, robots manipulés ne songeant qu'à escalader l'échelle des revenus dans une société hiérarchisée par la valeur et les gains commerciaux. Nos gauchistes rêveurs goûtent d'étranges visions lorsqu'ils ne sont pas persuadés de cela.

Le refus d'une société de ce type peut s'exprimer par la priorité donnée aux investissements publics et à la satisfaction des besoins collectifs, mais ce refus s'arrête à des recettes de détail s'il ne va pas jusqu'à la contestation immédiate et énergique des hiérarchies qui structurent la société et d'abord et avant tout de la hiérarchie des revenus. Changer la société, c'est d'abord changer les appâts qui déterminent l'épanouissement de telles qualités ou de tels défauts chez les hommes. Le temps des révolutions imposées par des groupes très minoritaires est révolu. Or, une société où l'acte commercial est beaucoup mieux rétribué que l'acte intellectuel est démocratique pour peu que l'accès à des fonctions élevées soit possible pour beaucoup et que les cadres soient nombreux, mais cette société est perdue pour le socialisme, car elle mutile l'homme atrocement et le mutile en particulier de ses propres capacités de mutation. A cet égard, rien n'est plus figé que la société américaine.

Toute révolution est destruction d'une hiérarchie et construction d'une nouvelle ; elle n'est point “ participation ”, au contraire. Mais les esprits vacillent au bord du néocapitalisme, en découvrent

les lois et se parent de l'étiquette “ révolutionnaires ” parce qu'ils applaudissent le modernisme de ces lois.

Le plus habile des hommes de droite, le plus néfaste également, Jean-Jacques Servan-Schreiber, a parfaitement compris qu'il fallait non pas réviser la société et sa pyramide économique, mais assurer simplement le partage bien dosé – c'est-à-dire proportionné aux situations acquises – de l'augmentation du revenu national annuel entre les Français et assurer le plein emploi pour satisfaire tout le monde et éviter toute révolution, toute contestation brutale. La société qu'appelle de ses vœux le Kennedillon français est imbécile, mais précisément parce qu'elle imbécilise dans un certain confort, avec un faux-semblant de justice et une apparente efficacité, elle étouffe tout esprit de contestation globale. Condamner la société de consommation ne sert pas à grand-chose si l'on ne commence pas par la condamnation des hiérarchies qui sécrètent ce type de société. Une société qui met au premier rang le vendeur finit par adorer son signe et ses symboles, se ferme aux idées et les méprise. Lutter contre le capitalisme, c'est dénoncer ses résultats visibles par tous ; lorsque le néocapitalisme aura crevé les yeux des gens, la dénonciation sera sans effet.

Le deuxième facteur est à la fois impalpable et bien connu. L'homme moderne souffre d'angoisse, d'une angoisse insoutenable pour le salarié en période de chômage, de récession, de crise économique. Les conservateurs ricanent de joie lorsqu'ils constatent que le salarié est, de nos jours, ligoté, réduit à la résignation, par ses traites de fin de mois réglant l'achat d'une voiture, d'un appartement ou, plus humblement, d'appareils ménagers. L'achat à crédit joue souvent – et jouera encore plus – le rôle d'une police politique et d'un livret de travail sans en avoir les inconvénients. Ces conservateurs ont raison ; malheureusement pour eux, l'angoisse ressentie par les hommes qui aliènent d'avance les fruits d'un travail dont ils ne sont pas les maîtres, cette angoisse – dis-je – est telle qu'il suffit d'une crise quelconque pour qu'elle explose en grèves ou en émeutes, détonateurs possibles d'une révolution.

La droite le devine et cherche réellement à créer un certain sentiment de sécurité parmi les travailleurs, mais sa méconnaissance totale – particulièrement sensible chez les gaullistes – de cet univers des salariés qui lui est étranger et surtout les contradictions qui minent ses meilleures intentions, la poussent à prendre des décisions aberrantes. Alors que notre économie tournait loin de son plein régime, que les chômeurs constituaient une masse inquiétante et que l'université, inadaptée aux besoins du pays, fabriquait des diplômés sans emploi ; alors que le mécontentement se manifestait non seulement parmi les ouvriers, mais parmi les employés et les fonctionnaires et que les grandes centrales syndicales tentaient de conjuguer plus harmonieusement leur action ; comment un gouvernement a-t-il pu arracher au contrôle des salariés la Sécurité sociale et réduire les prestations de ce moyen – d'ailleurs très insuffisant – de redistribution des revenus ? S'il est un pilier d'un ordre social intégrant le travailleur au monde néo-capitaliste, c'est bien la Sécurité sociale. Ceci n'est qu'un exemple ; mais comment faire comprendre autrement qu'abstraitement, littérairement, l'effrayant sentiment d'angoisse qui envahit celui dont les bras ou le cerveau sont le seul capital – et cela dans une société incertaine – lorsqu'il s'engage sur une longue série de traites, ou lorsqu'on rogne ses droits en matière d'assurance contre la maladie. Un gouvernement qui multiplie les motifs d'angoisse et rend celle-ci plus profonde, point par les invisibles canaux habituels aux sociétés de consommation, mais d'une manière brutale et apparente, s'attire non le désaveu du monde du travail, mais sa haine.

Les grèves de mai 1968 restitueront peut-être au monde du travail sa conscience de classe, le sentiment de sa réelle homogénéité et l'impression que sa cohésion – et pas seulement son union – fait sa force, mais ce grand mouvement risque bien de ne pas apporter grand-chose au bout du compte. Le mécanisme de la hausse des prix et de l'inflation – qui n'est que le mécanisme de défense par lequel une société rétablit la hiérarchie primitive des revenus – épongera la plupart des avantages acquis et donnera beau jeu aux thuriféraires de la droite classique et de la nouvelle droite

– curieusement baptisée nouvelle gauche – pour dénoncer l'irréalisme de ceux qui réclament l'augmentation du salaire des travailleurs. La petite bourgeoisie craintive – ce grand parti muet – applaudira alors, quel que soit le gouvernement, toute orientation vers un type de société modelé sur la société américaine et instaurant le fascisme ingénu, tranquillisant des sociétés industrielles.

La lutte commence à peine.

BACCALAUREAT, LYCEES ET PROFESSEURS

Le grand renouveau a atteint les lycées. Des potaches ont siégé en permanence, sous le regard ému de quelques professeurs d'avant-garde, pour élaborer un nouveau système d'enseignement. Le baccalauréat a été la première cible. Examen ambigu, il est trop souvent considéré comme une réalité en soi, une sorte d'ordre du mérite, de première communion universitaire. Précisons-le ; il n'y a pas de réalité baccalauréatique ; cet examen a servi jusqu'à présent à trier les candidats à l'enseignement supérieur. Le défaut du système était que les recalés se retrouvaient sur le pavé, *sans diplôme et sans métier*, après sept années d'études secondaires. Aucune école pour la formation professionnelle au niveau des recalés du bachot n'étant prévue*, nos potaches n'étaient plus, selon la formule anglaise, que “ des chevilles carrées dans des trous ronds ” sur le marché de l'emploi. Le premier baccalauréat, facilité et admis pour les concours administratifs, aurait pu jouer le rôle d'un certificat de fin d'études secondaires, mais les moyens pour l'organiser manquaient ; aussi l'a-t-on supprimé. Quelle que soit la future réforme de l'université, un certificat de fin d'études secondaires et un système de sélection pour les facultés demeureront. Quant aux écoles professionnelles recrutant ceux qui ne parviendront pas à entrer dans des facultés, elles sont à créer.

Le baccalauréat est-il un système juste de sélection pour les facultés ? C'est tout le problème. En dépit de cas isolés regrettables – mais quel contrôle des connaissances est parfait ? – l'obstacle était facilement franchi par les bons élèves. Les résultats étaient plus aveugles, plus incertains pour les élèves moyens et médiocres. Le mérite du baccalauréat était (parlons-en au passé ; il se meurt) le revers de ses défauts : examen anonyme, il faisait fi de toute pression. Une certaine décentralisation permettrait de confier aux conseils de classes le rôle de déterminer les heureux impétrants, éviterait certaines injustices et en créerait bien d'autres et, en outre, gonflerait le nombre d'étudiants dans les facultés de telle manière que le problème serait reposé. Remettre aux facultés le soin de trier parmi les candidats reviendrait à inventer un nouveau baccalauréat difficile à organiser et, surtout, très spécialisé. Cette spécialisation même entraînerait une plus forte spécialisation de l'enseignement du second degré – déjà esquissée dans la réforme Fouchet – et peuplerait l'université de futurs dociles exécutants de l'industrie, peu suspects d'opinions subversives, car la plupart n'auraient pas d'opinions du tout. La spécialisation au niveau de l'adolescence implique toujours la fermeture aux idées et le rejet de la culture générale. Disons-le tout net, mieux vaut une culture générale ornementale, superflue, inadaptée, que pas de culture générale du tout.

C'est, en effet, dans les programmes que devraient se réaliser les réformes les plus profondes. Il faut les modifier, les alléger et les moderniser ; en philosophie en particulier. Mais ces réformes me paraissent à la fois profondes et *simples.* L'ouverture au monde moderne doit être l'acquisition d'une culture moderne et non pas la négation de toute culture, la spécialisation bornée ou le dialogue creux d'élèves “ développant leur personnalité ”. Le lycée doit donner aux élèves *les moyens* et *les connaissances* qui leur permettront ensuite – car ces moyens ne peuvent être que limités et ces connaissances superficielles – à la fois de choisir leur spécialité, de s'en rendre maître et de s'intéresser également à autre chose. Un ingénieur qui aime son métier, mais goûte la lecture ou la peinture, s'essaye à rédiger un livre ou à peindre un tableau, me semble une excellente réussite, bien supérieure à un collègue plus expert, mieux rétribué et qui ne songe rigoureusement qu'à son travail, à consommer des objets et à collectionner des contacts humains éphémères et inconsistants.

Dénoncée depuis des années, la lourdeur des programmes et des horaires reste inchangée. Le programme d'Histoire de troisième – pour ne citer qu'un exemple – est le type même de l'aberration pédagogique : ayant trop à apprendre, les élèves ne savent et ne retiennent rien. Mais cet allègement

---

* Le succès de la formule : “ Que dirait-on d'une usine qui raterait la moitié de ses pièces ” est consternant. Les “ pièces ” sont ratées parce que les structures d'accueil donnant un métier aux recalés du bachot manquent. Un beau jour, l'école sera obligatoire jusqu'à dix-huit ans, et les facultés n'accueilleront toujours qu'une partie des lycéens. Cela s'appelle le progrès.

des programmes ne devrait nullement compromettre – au contraire – le maintien d'une certaine diversité des disciplines étudiées. On a pu voir à la télévision, en 1968, un ministre de l'Education nationale et un doyen de Faculté, tous deux fervents défenseurs d'une spécialisation précoce, adopter des arguments poujadistes pour soutenir leur thèse : un étudiant en chimie de première année sommé de dire quel était le taux d'expansion du Japon, fut incapable de répondre à la question alors qu'elle se trouvait au programme du baccalauréat 1967. La question était d'ailleurs fort mal posée par ces deux sommités du monde pédagogique : elle semblait appeler un chiffre précis. Et les deux compères de s'esclaffer

“ Hein ? On aurait mieux fait de vous laisser étudier la chimie en paix, toutes ces années-là, au lieu de vous embêter avec de la géographie. ” Ce genre de tranquille bêtise – banale chez les gens très ignares – tombait de la bouche auguste d'un doyen célèbre et était applaudie par le grand maître de l'Université. Si toutes les connaissances acquises – et pas seulement à l'école – par chaque homme pouvaient être retenues par lui, quelles éblouissantes richesses intellectuelles le dernier des idiots de village ne maîtriserait-il pas ? L'enseignement d'une culture conjugue l'exercice de la mémoire et l'apprentissage de son utilisation ; que la mémoire connaisse de nombreuses défaillances – et en particulier dans les matières qu'on n'aime guère – ne prouve rien contre la culture. Borner l'horizon de jeunes esprits – pour lesquels le choix d'une profession doit s'effectuer le plus tard possible – aux seules matières exigées par leur future carrière ou sélectionnées par leurs goûts provisoires, c'est interdire la curiosité intellectuelle, la réflexion gratuite, l'accès aux idées générales. D'autant plus que les goûts des jeunes évoluent vite et dépendent de facteurs invisibles : sympathie pour un enseignant, préférence d'un camarade, intérêt éveillé par des films ou des lectures, etc. Supprimer la culture générale au lycée, puis à l'université – car le système a sa logique – c'est la réserver... à des spécialistes et, en gros, à la bourgeoisie qui la reçoit par osmose.

Le poids des familles, dans les établissements du second degré gérés avec la participation des parents d'élèves et des élèves, se fera sentir et je veux également dire par là que toutes les familles ne pèsent pas le même poids. Je serais curieux de rencontrer une femme de ménage présidente d'une association de parents d'élèves. Si les examens anonymes sont supprimés – totalement ou partiellement – quel conseil de classe demeurera aussi libre dans ses décisions qu'il l'est actuellement ? Ne me parlez pas des hommes et de leurs vertus, c'est un point de vue droitier, conservateur ; parlons des institutions. La fortune, le rang, le pouvoir, chuchoteront leur mot à l'oreille des juges. Le néocapitalisme créera – et crée d'ailleurs toujours une sorte de semi-féodalité. La bourgeoisie exerçait subtilement son influence sur les résultats scolaires, sur l'écrémage des lycées par l'université ; elle pourra désormais chausser de gros sabots.

Certains enseignants qui se plaignent de la tyrannie de leurs deux patrons – leur proviseur et leur inspecteur – en trouveront mille à la place, prêts à juger sévèrement la moindre vétille, à l'inventer au besoin, peu complaisants et prompts à la condamnation. Malgré toute une littérature de ronds de jambe et d'éloges fleuris, on aime peu les professeurs. Le public, qui juge sur le rang et la consommation, les méprise souvent : la société actuelle les classe assez bas parmi les consommateurs ; quant au rang, les attaques qui se sont concentrées ces dernières années et de toutes parts, sur les professeurs en dit long sur le peu d'estime qu'on leur accorde. L'homme de droite les déteste et les tient pour progressistes et incapables d'action – c'est-à-dire d'utiliser à leur profit les mécanismes du monde capitaliste. Les hommes de gauche – désespérés de ne pouvoir changer le monde – croient naïvement qu'il suffit pour y parvenir de changer l'école et ils reprochent aux maîtres de ne pas le faire. Une foule de gens prennent le modernisme des admirateurs de la société américaine pour du progressisme, aussi crient-ils plus fort que les autres à la trahison des professeurs. Du coup, un certain nombre de professeurs, ébranlés par ce feu nourri de critiques, battent leur mea culpa. Mais que veulent exactement ces féroces mangeurs d'enseignants ? Une remarque, tout d'abord : de plus en plus, on se garde d'évoquer le lien *indispensable* entre les moyens et les méthodes. Par exemple, parler d'enseignement individualisé

(et donc d'orientation honnête) lorsqu'un professeur de langues, d'histoire, de mathématiques, de sciences naturelles, etc., voit défiler cent cinquante à deux cents élèves sous ses yeux, relève de l'asile d'aliénés. Un professeur commence généralement à mettre un nom sur chaque visage – un nom, simplement – après plusieurs mois. Un public intransigeant condamne pourtant ces hommes livrés aux enfants, sous-consommateurs et qui courent après leur travail d'un bout de l'année scolaire à l'autre. Mais travaillent-ils vraiment un peu ? Sont-ils si mal payés ? On hoche la tête, on reste sceptique, on n'y croit pas. Girod de l'Ain regrette de temps en temps, en quelques lignes et comme tous les journalistes, la minceur des traitements des professeurs. Les professeurs continuent-ils leur grève en mai 1968 ? Girod de l'Ain s'exclame : une réduction des horaires est en réalité une augmentation de traitement déguisée, c'est donc “ une revendication démagogique ” (le *Monde* du 8 juin 1968) et il ajoute : “ Faut-il rappeler que dans aucun pays du monde les professeurs du second degré n'ont un service aussi faible ? ” Qui donc est démagogue ?

Un amalgame classique sert également à déconsidérer les professeurs du second degré : on feint de croire que – comme les professeurs de l'enseignement supérieur qui pratiquent la cooptation et le népotisme ils forment une caste. Singulière caste ! rappelons donc que ces enseignants-là sont recrutés soit par concours national et anonyme, soit sur titres ; dans ce dernier cas, ils restent longtemps auxiliaires. Le second degré compte près de 30 % de ces malheureux, incertains du lendemain et percevant un salaire d'ouvrier spécialisé ; ils sont à la merci du moindre “ accident ” : le Rectorat les nomme chaque année. Ils ne reçoivent aucune formation pédagogique. Singulière caste, vraiment, que celle-là ! Les certifiés, grande masse de la profession – sont nommés après quatre à cinq ans d'études supérieures, un concours et une année de stage pédagogique ; leurs salaires s'échelonnent de 1 180 F à 2 750 F par mois (avril 1968). Salaires peu élevés ? Pas du tout. Le public ne compare pas le professeur à un ingénieur, à un cadre du commerce, ou à un médecin, mais à un contremaître un peu tire-au-flanc. Puisque la société ne lui donne pas davantage, c'est qu'il ne vaut guère mieux. Et puis, il a les vacances. L'homme de droite ne se soucie guère de ce marchand de savoir et le juge sans intérêt commercial, sans rentabilité immédiate et précise ; l'homme de gauche vibre d'indignation lorsqu'on lui parle de revenus : “ Etes-vous honteux de toucher le même salaire qu'un cadre moyen de l'industrie ? Il s'agit bien d'argent. Ne songez-vous donc qu'à vous faufiler dans la société de consommation ? ”

Cette caste, d'ailleurs, n'accomplit pas un travail convenable. Nous voilà au cœur de l'affaire. De nombreux réformateurs, confondant modernisme et progressisme, franchissent négligemment l'obstacle des moyens et reprochent aux professeurs de ne pas utiliser les méthodes modernes qui – levain des lycées – font lever la pâte de l'intelligence, alors que l'enseignement actuel ne donne qu'une intelligence pâteuse. En gros, deux exigences dominent toutes les autres (nombreuses ; mais, après de longues et filandreuses déclarations de principes, la plupart des réformateurs ne savent que proposer sinon de pitoyables recettes) : le travail de groupe et une instruction civique moderne.

Le travail de groupe, courant aux Etats-Unis, apprend à l'élève à coopérer avec ses pairs, à vivre son travail avec ses égaux, à s'ajuster à son milieu social et à son milieu professionnel. Beaucoup moins que l'intelligence, le travail de groupe forme le caractère et non pas dans le sens “ avoir du caractère ”. L'élève doit se frotter aux autres ; il doit accomplir un labeur collectif, avec tout ce que cela implique de petits traumatismes psychologiques (l'expression n'est pas péjorative) et de modifications perpétuelles dans son comportement et sa personnalité au sein d'un groupe où il est juge et partie. Selon la formule saisissante de Riesman, au sein d'un groupe, les élèves se consomment entre eux. Ce genre d'exercice permet à l'élève de poursuivre avec plus d'aisance des études dans des facultés modernes et – résultat non négligeable dans les pays où le secteur tertiaire grandit rapidement – d'être plus expert en matière de contacts humains, plus capable de s'adapter à n'importe quel milieu à l'intérieur d'une branche professionnelle ; adulte, il est d'un commerce plus facile et il maîtrise la technique du travail en équipe, nécessaire dans les pays modernes. Enfin,

l'élève, libre dans sa recherche et dans l'élaboration de son travail, prend le goût de l'initiative personnelle et de la responsabilité à l'intérieur de son équipe.

Ce genre d'enseignement, la faculté doit le dispenser : il prépare le professionnel à la vie de l'entreprise ou du laboratoire ; mais les lycées et les collèges ?

Les enquêtes, le travail d'équipe, s'ils sont limités à une brève partie de l'enseignement et à des activités post-scolaires, contribuent à l'épanouissement de la personnalité de l'élève. Mais faut-il utiliser le travail de groupe systématiquement comme base du travail scolaire ? Rappelons vite – on l'oublie sans cesse – que ces méthodes sont caricaturales et donnent d'abominables résultats dans des classes chargées.

Dressé au travail de groupe, l'élève apprend à s'insérer dans la société sans jamais la contester globalement ; ses efforts ne tendent jamais qu'à accepter gaiement le monde tel qu'il est. Ne s'est-il pas d'abord et surtout, pendant les années où se modèlent son caractère et son intelligence, efforcé de cadrer à l'intérieur de son groupe, de ne point s'en distinguer trop et d'assimiler une technique plutôt que des idées abstraites ? Car le travail de groupe suppose toujours un certain escamotage de la difficile escalade vers l'abstraction, vers les idées générales. On ne peut tout faire ; aussi déleste-t-on le programme de ce qui est inepte, certes, mais aussi de ce qui est inutile. Adieu, culture générale. Enfants de la bourgeoisie, vous la recevrez chez vous ou dans des écoles libres. L'esprit critique ainsi façonné se penche vers les détails concrets, vers les mécanismes apparents immédiats et saisit vite les erreurs d'exécution. Malheureusement, c'est l'esprit critique tout court qui disparaît, car si l'élève devenu adulte est plaisant – miracle de l'enseignement moderne ! – il est, hélas, complaisant à l'égard de la société. Souple et docile exécutant, sensible à la beauté du digest et des communications de masse – ce groupe immense – épris de technique et multipliant les contacts humains aimables et sans signification, consommateur attentif et zélé des signes que lui propose sa classe sociale, admirateur des leaders qualifiés, consacrés et méprisant à l'égard des théoriciens et de leurs idées, cet adulte – pur produit de l'éducation moderne – est le type même du “ joyeux robot ” des sociétés de consommation néo-capitaliste. Il est surprenant de voir tant de progressistes s'enthousiasmer pour ce type d'enseignement sans songer au contexte social, économique et politique.

L'instruction civique moderne, à base d'exposés d'élèves et de débats, a également ses charmes. Elle donne bonne conscience à tous : aux maîtres qui dévoilent le monde moderne à des adolescents ; aux parents qui s'émerveillent de tout ce que leurs enfants apprennent en classe ; aux lycéens, enfin, que gonfle la fierté d'étudier le monde des adultes. Abordant toutes les grandes questions, les grands sujets d'intérêt régional, national ou universel, les cours d'instruction civique moderne, préparés essentiellement par des élèves travaillant en groupes et guidés seulement par leurs professeurs, devraient élargir la culture des jeunes, leur faire saisir les rouages de la machine sociale et les intéresser aux grands problèmes de l'heure. Mais comme la politique est rigoureusement bannie de l'école et qu'elle le sera davantage encore lorsque la pression des parents y sera plus forte grâce à la “ gestion démocratique ”, les enfants – politiquement incultes au demeurant – s'habituent à manier des concepts vides de signification, des cadres vides de substance et les bons sentiments. Rien ne peut dépolitiser plus parfaitement les esprits que l'encouragement à étudier et exposer des “ problèmes ” en évitant soigneusement toute analyse impitoyable, politique, subversive ; sans compter que l'infantilisme pris au sérieux n'arrange pas la chose : la niaiserie politique devient respectable, considérée et le demeure. Les Etats-Unis – où ce genre d'éducation est systématiquement donnée – sont la patrie des abstentionnistes. Le fascisme ingénu se love dans ces consciences qui ne croient plus qu'aux trucs et aux recettes et sont à jamais hermétiques à toute idéologie.

Résumons toutes ces remarques : le travail de groupe donne la primauté à la technique, à la souplesse du caractère, à l'aisance dans les contacts humains. Il facilite l'insertion dans la société, prépare aux publics-relations et moule l'esprit à considérer que la solution de tous les problèmes est toujours technique et affaire de coopération et de bonne volonté.

L'instruction civique moderne liquide l'idéologie, substitue les élans du bon cœur aux nécessités de l'action politique, entraîne à l'exercice de la démocratie formelle et cautionne toutes les niaiseries en politique. Elle tend – comme le travail de groupe – à remplacer le choix d'une doctrine par celui d'un manager.

Les professeurs de ces lycées modernes doivent vivre leur métier comme une ascèse : les conditions de travail importent peu ainsi que son salaire, la passion supplée à tout. Super-domestiques, mais de ces vieux domestiques qui font partie de la famille, ils décrottent les esprits. Un peu méprisables, au fond, parce que voués à un labeur intellectuel pur mal rétribué – donc ancillaire – et non commerciable, les professeurs sont écrasés entre les familles, les élèves et leur métier qui doit remplir leur existence, toute leur existence.

La modernisation de l'enseignement, telle que la souhaitent de fumeux progressistes, va dans ce sens. Incapables de voir plus loin que le bout de leur imagination, qui est fort courte mais parfois délirante, nos professeurs de choc et leurs comités d'élèves préparent un nouveau laminage du travail intellectuel, un nouvel aplatissement des valeurs intellectuelles dans la hiérarchie admise, un nouvel écrasement de l'intellectuel salarié par rapport aux cadres du commerce, aux nantis du capital, à celui dont la carrière dépend de ce qu'il vend, de ce qu'il achète et surtout de son art à s'insérer dans le groupe, la profession, la classe et à manipuler ses clients. Les “ réformes démocratiques ” ne seront que la mise en place des structures d'une société néo-capitaliste identique à la société américaine. Quelques bourgeois, heureux de se consacrer à un dada – et non à un métier qui les fait vivre – continueront à parer la fonction. Des réformes profondes et simples seraient faciles : modification des programmes, passerelles et cours de rattrapage, bloc d'orientation et d'information permanent par groupe scolaire, limitation du nombre d'élèves par classe, formation de tous les nouveaux professeurs et initiation à la recherche pédagogique au cours d'un stage, recyclage régulier (et aux frais de l'Etat), etc. Seulement, ces réformes ont toutes, ou presque, un point commun : toutes, presque sans exception, réclament – c'est bête – beaucoup d'argent. Le laminage (le dévouement, disent les bourgeois) des enseignants remplacera l'impossible argent et, chers futurs collègues, je vous souhaite bien du plaisir.

Le 13 juin 1968.

NOTES

1. On appelle “ étoile filante ” une femme qui se prostitue épisodiquement pour augmenter ses revenus. Dans un premier article, on nous apprend que dans des H.L.M. de la région parisienne où logent deux mille familles, une ménagère sur deux est une étoile filante. Tout l'article donne l'impression que ce pourcentage d'étoiles filantes est à peine plus élevé que la moyenne habituelle. A des lettres de lectrices courroucées, *le Nouvel Observateur* répond qu'il s'agit là d'un cas limite et s'excuse pour s'être mal fait entendre. Là-dessus, *le Nouvel Observateur* réunit une table ronde avec la participation de sociologues, de médecins, d'assistantes sociales, etc. D'entrée, Mme Jeannette Brutelle, présidente du club Louise-Michel, déclare : “ Tous les faits que Catherine Vimenet a rapportés dans son article étaient exacts. A l'exception, bien sûr, de ce malheureux pourcentage de 50 % indiqué par erreur, *le Nouvel Observateur* a lui-même rectifié dans le numéro 75 en publiant quelques lettres de protestation et il a bien fait. Evidemment, il n'y a pas une femme sur deux et dans aucun ensemble qui se livre à la prostitution. ” Rappelons que *le Nouvel Observateur* n'avait rien rectifié du .tout. L'article de Catherine Vimenet était sans grand intérêt, sec, anecdotique tout au plus, alors que la table ronde est intéressante, riche de précisions. C'est par là qu'il fallait commencer. Mais le premier article était à la recherche d'un certain sensationnalisme ; la rédaction du journal était plongée dans les transes habituelles aux découvreurs de “ problèmes ”. Dans ce cas précis, *le Nouvel Observateur* a eu le mérite de rattraper son erreur.

2. Un certain M. Chambre, professeur au Lycée de Chambéry, enseigne à ses élèves qu'il vaut mieux se masturber que perdre sa vertu entre les bras d'une prostituée. *L'Express* ne trouve plus ses mots pour louer le courtelinesque M. Chambre, et l'article se termine sur cette phrase : “ M. Chambre n'a malheureusement que trente et un élèves par an dans sa classe. ” Or, le :très catholique M. Chambre ne fait – en guise d'éducation sexuelle – qu'exposer ses tabous et ses interdictions personnels, ne fait que se livrer à un certain prosélytisme en faveur d'une certaine morale. Le courageux M. Chambre ne court aucun risque et a la satisfaction de se croire très “ dans le vent ” en enseignant les vieilles règles de la morale chrétienne. On peut, par contre, se demander ce qu'il adviendrait d'un professeur qui exposerait à ses élèves les avantages de l'amour libre et la manière d'éviter les grossesses.

3. La “ table ronde ” est devenue une arme redoutable entre les mains de nos cadres politiques et administratifs, qu'ils soient de droite ou de gauche. Une table ronde sert le plus souvent à faire croire au public que l'amélioration de tel ou tel service, de tel ou tel aspect de la société, peut s'effectuer uniquement grâce à des changements de méthodes ou à un effort personnel des exécutants. Ces longs bavardages ne sont alors qu'un écran de fumée masquant la minceur des crédits (service public) ou la honteuse répartition des profits (industrie et commerce). La bourgeoisie, petite ou moyenne, progressiste, conservatrice ou apolitique, est très friande de ces tables rondes qui donnent l'illusion du mouvement.

Au mois de septembre 1966, le journal *le Monde* réunit un groupe de spécialistes pour parler de l'enseignement des langues vivantes ; de larges extraits de ce débat furent publiés sur deux pages et demie dans le numéro du 13 septembre 1966. A cette “ table ronde ”, participaient : un inspecteur général, deux professeurs de la Sorbonne, un maître-assistant et un chargé d'enseignement de facultés de province, une assistante d'un centre audiovisuel, le président de l'Association des professeurs de langues vivantes et un professeur de lycée, car on ne pouvait décemment parler de l'enseignement des langues vivantes sans faire venir une ou deux personnes enseignant réellement les langues vivantes à des débutants.

La conversation valut surtout par son style :

“ Je proposerai – suggère l'un des participants – que l'on consacre plus de temps qu'on ne fait actuellement à la simple formation du système phonologique en prenant au début un nombre assez restreint d'éléments lexicaux et de modèles de phrases. Cette dépense de temps serait abondamment compensée par le fait qu'une fois le système sérieusement fixé les nouvelles acquisitions s'y intégreraient, sans tentation de donner aux lettres de l'alphabet la valeur qu'elles ont dans la langue maternelle. ” Ce qu'on traduit dans le jargon des professeurs par : il faut “ faire ” plus de phonétique en sixième ; conseil banal qui traîne dans tous les manuels pédagogiques.

Le colloque se poursuivit pendant des heures sur ce ton-là ; et nous apprenons enfin que l'usage de la radio, de la télévision, du magnétophone, est en rapide extension ; que bien des professeurs jouent dans ce domaine des rôles de pionniers (probablement parce qu'ils utilisent du matériel acheté de leurs deniers et qui leur appartient personnellement) et qu'un programme rationnel d'équipement est en cours d'exécution. Il faut donc, conclusion logique, explorer les possibilités offertes par les techniques nouvelles.

Fort bien. Mais l'immense majorité (je n'ose dire la totalité ; il y eut quelques exceptions) des professeurs de langues qui demandèrent en 1966 une bourse pour un séjour à l'étranger, reçurent la réponse suivante *ronéotée :* “ Comme suite à votre demande de bourse, j'ai le regret de vous faire connaître qu'en raison des faibles crédits mis à ma disposition, il ne m'a pas été possible de retenir votre candidature pour l'attribution d'une bourse de séjour à l'étranger en 1966. ”

Et voilà, c'est tout. Car au cours de ce colloque, jamais, au grand jamais, l'un des participants n'eut la bassesse de parler de ce “ problème-là ” et des crédits misérables qui sont affectés à l'amélioration et à l'entretien des connaissances des professeurs de langues vivantes. La question ne fut pas même effleurée.

L'Etat gaulliste a porté à un degré de perfectionnement inouï l'art de parler de techniques et de modernisation du matériel sans avoir ni technicien ni matériel. Mais, on le voit, il n'est besoin d'être ni de droite ni de gauche pour marcher sur les traces de l'U.N.R. dans cette voie-là.

4. Les sondages d'opinion sur l'antisémitisme ne prouvent rien. Léon Blum se trouvait à la tête de la S.F.I.O. après la dernière guerre lorsque ce parti connut ses plus gros succès électoraux ; or, “ 43 % des Français (sondage de l'I.F.O.P., cité par *le Monde* du 25-11-1966) refusaient alors aux juifs la qualité de Français à part entière ”.
50 % des Français – selon le sondage de l'I.F.O.P. effectué en 1966 à la demande du *Nouvel* Adam – éviteraient d'élire un président de la République juif ; mais 60 % des Français sont incapables de citer le nom d'un seul israélite notoire. On peut apprécier la dose d'irrationalité qui se trouve logée sous le crâne épais de la moitié de mes concitoyens.
Placé devant un choix entre des programmes, des politiques, des contrats divergents ou opposés, l'électeur – lorsqu'il pénètre dans un bureau de vote – se sert d'autres critères, obéit à d'autres motivations (je ne parle pas des cas pathologiques de l'extrême droite). Si l'on avait demandé aux mêmes gens d'énumérer les raisons pouvant les amener à écarter tel ou tel homme politique, quel pourcentage aurait pensé que P.M.F. est juif ? Sans compter que, comme disait l'autre, chaque Français a son bon juif. Enfin, une campagne électorale mettant en valeur les qualités d'un leader politique comme M. Mendès-France, fait plus contre l'antisémitisme que n'importe quelle autre propagande. Je note au passage que la personnalisation du pouvoir provoque des attaques du genre : “ ... oui, mais il est juif... ” Ces deux dernières remarques ne sont pas contradictoires, elles sont complémentaires.

5. Voici une réflexion intéressante de Sylvie Vartan citée par Brigitte Gros dans *l'Express* du 22 septembre 1966. Car pour soutenir ses thèses, *l'Express* n'hésite pas à faire appel à n'importe quel nom connu, même aux demeurés de la chanson : “ Ils (les jeunes) ne veulent pas la révolution, ils veulent construire un monde nouveau et ils cherchent des guides susceptibles de les définir. ”
On retrouve là, en vrac, toutes les idées que notre bourgeoisie de gauche ou de droite s'applique à déguiser en nécessités modernes : pas de révolution, mais un monde nouveau grâce à un guide habile. Parmi les jeunes, le kennédyisme et ses succédanés ont accompli des ravages.

6. J'écris ces lignes alors que les critiques se multiplient aux U.S.A. sur le travail de la commission Warren. En effet, le fascisme américain n'est pas le fascisme tout court, j'en suis d'accord ; peut-être saurons-nous dans deux, cinq ou dix ans la vérité sur cet assassinat ; mais le public et les cadres politiques américains ont docilement participé à cet étouffement de la vérité. Toute la population américaine – lorsqu'on parle de ce meurtre se crispe dans le désir et l'espoir de trouver une explication apolitique. La thèse officielle n'a été que le reflet de ce désir et de cet espoir. Dans n'importe quelle démocratie, le dixième des contradictions, bizarreries et lacunes des diverses enquêtes – y compris celle effectuée par la commission Warren – aurait suffi pour provoquer une lame de fond immédiate. La police, le gouvernement et l'administration auraient souffert, au moins pour un temps, d'un discrédit mérité. Seule une réaction immédiate a quelque valeur ; au fil des ans, toute révélation perd son pouvoir mobilisateur.
Kennedy a été assassiné en novembre 1963. Le rapport Warren fut connu moins d'un an plus tard. Dès sa parution, quelques rares journalistes américains et des journalistes européens le critiquèrent vigoureusement. Mais voilà en quels termes le journal le plus sérieux des Etats-Unis, le saluait (éditorial du 28 septembre 1964 du *New York Times ;* cité par *le Monde* du 7 octobre 1966, article de Jacques Amalric) : “ Le rapport Warren est un compte rendu complet et convaincant des circonstances de l'assassinat du président Kennedy. Les faits vérifiés d'une manière objective et exposés de façon convaincante détruisent les bases de la théorie du complot... Les recherches de la commission sont surabondamment convaincantes. ” Ce fut là le ton le plus modéré ; les autres journaux américains furent lyriques et se moquèrent lourdement des grotesques hypothèses et doutes émis par les Européens.
Pourtant, aucun *fait nouveau* n'a contredit le rapport Warren. Simplement, des ouvrages récents ont permis de savoir dans quelles conditions et de quelle manière la commission Warren fonctionnait. De plus, les témoins importants trépassent avec une bonne volonté touchante. Amalric écrit dans *le Monde* du 7 octobre 1966 : “ Edward Epstein a pu calculer que la moyenne de fréquentation des sept commissaires ne dépassait pas 45 % ... Recrutés à prix d'or parmi les avocats les plus célèbres du pays, les collaborateurs directs des commissaires n'abandonnèrent pas pour autant leurs occupations du moment et devaient retourner à Los Angeles ou à Des Moines entre chaque convocation. ”
On a là un tableau de la justice – à son niveau le plus élevé – dans une société où commerce et argent passent avant toute chose. Les journalistes américains mirent donc deux ans pour éprouver des doutes et les exposer au public.
A l'heure actuelle, encore un tiers des Américains font confiance au rapport Warren, c'est-à-dire à la thèse officielle. Rappelons-là : un fou a tué un fou qui a tué le président.

7. Une nationalisation de la médecine est nécessaire pour démocratiser la société. Le droit – égal pour tous, sans marchandage – à la santé et à la vie me semble aussi important que le droit à l'éducation ; pourquoi est-il contesté ? Pourquoi deux poids et deux mesures ? Est-ce parce que l'enseignement s'adresse surtout à la vie économique du pays alors que les soins médicaux s'adressent surtout à l'être humain ?
La gauche n'ose parler de cette nationalisation par crainte de s'aliéner la clientèle des médecins. Du coup, elle laisse les idées les plus absurdes et les plus réactionnaires se propager dans le pays, et d'énormes contrevérités passent pour des faits établis. Par exemple, lorsqu'ils parlent du système anglais de conventionnement des médecins, système antérieur au nôtre, tous les médecins et les partisans du libéralisme économique vous diront que les Anglais en sont très mécontents, qu'il fonctionne .très mal et assure un service de très mauvaise qualité. Or ce système était un tel progrès par rapport à l'ancienne médecine libérale que lorsque les conservateurs – qui étaient hostiles à cette intervention de l'Etat – revinrent au pouvoir, ils n'osèrent pas toucher à cette nouvelle organisation de la médecine.

D'autre part, les médecins expliquent leurs gains importants par la lourdeur de leur emploi du temps. Le-médecin-qui-travaille-70-heures-par-semaine-et-qu'on-réveille-la-nuit, personnage tout droit sorti des romans de Cami, existe, mais représente une faible proportion du corps médical. Il sert à justifier les gros gains des médecins exactement comme le grand magasin justifie ses prix élevés et sa grosse marge bénéficiaire grâce aux prix pratiqués par le petit commerçant. C'est d'ailleurs ce médecin-là qui tirerait profit d'une nationalisation de la médecine.

Quant aux pharmaciens, grâce à leur situation de monopole, mais un monopole qui prélève une marge bénéficiaire plus élevée que celle des épiciers, ils soutirent des sommes énormes au publie.

Il est exact qu'une nationalisation de la médecine n'est pas possible immédiatement et brutalement en raison du manque de médecins et d'équipements. A la gauche de la préparer. Malheureusement, l'attitude réactionnaire de l'immense majorité des médecins n'est jamais dénoncée par la gauche, qui a d'ailleurs laissé s'implanter dans l'esprit du publie l'idée que l'intervention de l'Etat est généralement mauvaise. On ne défend même plus les nationalisations acquises, et les vieilleries des doctrinaires du laissez-faire passent pour des affirmations modernes, dynamiques, audacieuses.

Les médecins tirent parti de cette situation. Puisons une lettre – banale – dans le courrier des lecteurs de *l'Express* du 11 juillet 1966 : “ Afin d'éclairer certains de vos lecteurs, je me permets de vous indiquer que le chiffre moyen des actes médicaux pratiqués par un omnipraticien moitié en consultations, moitié en visites – est de 5 200. En chiffres ronds, recettes : 80 000 Francs. Dépenses professionnelles suivant le régime de l'évaluation administrative (50 % des recettes) : 40 000 Francs. Gains nets mensuels : 3 300 Francs. C'est-à-dire ce que perçoit un professeur agrégé et tout cadre supérieur. Avec quelques ennuis en moins. ”

Je ne discuterai pas les chiffres (pourtant discutables ; par exemple, certains docteurs âgés ont une activité volontairement réduite, ce qui fausse la moyenne). Je n'insisterai même pas sur le fait que la plupart de ces médecins seraient totalement incapables de passer l'agrégation ou tout concours de niveau élevé (nous en reparlerons plus loin). Ne disons rien non plus de la fatigue nerveuse qu'éprouve un professeur après *quelques heures* de cours (aucun enseignant ne pourrait physiquement travailler autant d'heures par semaine que la plupart des docteurs). Mais je constate

1. Que les professeurs – omission surprenante – semblent ne pas avoir de frais professionnels, pourtant modestement évalués à 10 % de leur salaire par l'administration.

2. Que l'évaluation des frais professionnels des médecins à 50 % est due à l'assimilation du médecin au commerçant, mais un commerçant qui peut de moins en moins dissimuler ses revenus, d'où cet abattement. On prend là un passe-droit scandaleux (en France, ce sont les pauvres qui paient l'impôt) pour le résultat logique d'un fait établi.

3. Le salaire maximum d'un professeur agrégé se situe le 1er octobre 1966 aux alentours de 3 300 Francs par mois. Il s'agit non d'un traitement *moyen,* mais de ce que perçoit un *agrégé* âgé d'environ *cinquante ans* lorsqu'il travaille à *Paris* (probablement 2 % des professeurs). On a comparé ce qui n'est pas comparable : les revenus moyens des médecins les plus mal payés (les omnipraticiens), revenus qu'ils toucheront toute leur vie, avec les revenus des professeurs les mieux payés, revenus qu'ils toucheront pendant les toutes dernières années de leur carrière. Encore les calculs sont-ils faux.

Bien entendu, on m'accusera de corporatisme étroit. Je ne déborde pourtant pas de sympathie pour les enseignants ; dans un monde où l'avenir d'un enfant est réglé par le hasard, de nombreux professeurs parlent des diplômes et des résultats scolaires comme s'ils étaient les baromètres parfaits de l'intelligence humaine. C'est pure vanité et sottise, et je ne sais rien de plus pénible à supporter que la vanité universitaire. Mais il est intéressant de voir ce que notre société pense de telle ou telle fonction et ce qu'elle lui offre. Or si nous produisons des docteurs-commerçants à la chaîne et de nombreux enseignants-pauvres diables, ce n'est pas par hasard.

Je note au passage que, dans l'article de *l'Express,* c'est la fonction enseignante qui semble exercer une certaine attraction sur les pauvres diables ; ce n'est pas l'attitude de la société vis-à-vis de cette fonction qui a pour effet un recrutement médiocre.

Revenons à la lettre du médecin en colère ; elle ne fut suivie d'aucune mise au point. Elle était d'ailleurs, je l'ai déjà dit, banale. On peut lire de telle lettres assez régulièrement dans toute la presse. Jamais personne ne leur apporte l'ombre de la moindre contradiction. Les mieux nantis sont toujours les mieux défendus, soit par le silence de la gauche, soit .par les mensonges de la droite. Lorsqu'il s'agit du monde de la médecine, la gauche se montre encore plus timide que la droite qui – elle – sait bien que cette clientèle lui est de toute façon acquise.

8. Un beau jour, les soins médicaux seront gratuits et également distribués à tous. Même les hommes de droite finissent toujours par céder sous la poussée du progrès ; mais c'est aux hommes de gauche d'accélérer la mise en place de réformes qui changent la vie quotidienne des hommes.

9. Il faut lire *le Nouvel Observateur* du 12 juillet 1967 pour se rendre compte que la sottise des modernistes de gauche peut aller très loin dès qu'il est question de l'enseignement. Dans un article – signé par un certain Albert Sigusse – où le cocasse et le grotesque (involontaires, cela va de soi) se disputent la première place, on apprend qu'il ne faut plus faire faire de dictées aux élèves sans quoi ils voleront dans les Prisunics. Mais citons Sigusse : les enseignants n'ont pas la force de se recycler (avec quels moyens ? Les professeurs doivent *payer de leur poche* les rares stages où ils sont conviés !). On condamne les adolescents les plus intelligents au centre d'apprentissage (il est parfois difficile d'obtenir des places pour les moins doués...). Jusqu'à quinze ans, l'enfant .ne peut échapper à une conception autoritaire de l'éducation (dans tout l'article, M. Sigusse confond discipline et méthodes actives). Il ne faut pas compter les fautes d'orthographe ; plus de dictées. Un enfant à qui vous mettez moins soixante (!) en orthographe est en état de délinquance chronique. Plus d'autorité magistrale ; l'autorité éloigne du groupe, discrédite les adultes, etc.

Tout l'article est un galimatias incroyable d'idées que l'auteur épanoui étale comme le paon ses plumes. L'essentiel de l'écrit se compose : 1. de ces bavardages insipides d'enfants qui racontent l'école à leur manière, surtout lorsque des parents... complaisants prêtent une oreille attentive à ces cancans ; 2. d'un dialogue avec la directrice d'un lycée ; 3. d'un dialogue avec un professeur de français. Cet ordre n'est pas respecté dans l'article, mais il est utile pour l'analyse. Dans la première partie, pour montrer à quel point il est intellectuellement libre, progressiste, moderne enfin, M. Sigusse épelle le verbe “ chier ” à son enfant. On sent là que M. Sigusse est un homme pas comme les autres, qui comprend la nouvelle génération. L'autre fille de M. Sigusse, la délicieuse Adèle, nous apprend que les profs l'emmerdent avec leur manie de noter. M. Sigusse, aussitôt, en prend bonne note. Puis, au cours de son dialogue avec la directrice d'un lycée, on voit M. Sigusse, ange exterminateur maniant la foudre, les bons mots, l'originalité exquise, écraser cette brave dame terrorisée, humble, avouant toute sa faiblesse. Il est clair qu'un psychanalyste trouverait largement son compte dans ce dialogue imaginaire qui permet sans doute à M. Sigusse de compenser quelques vieux et méchants souvenirs traumatisants. Enfin, dans la dernière partie de l'article, le professeur de français, à bout d'arguments face à l'impitoyable M. Sigusse, crie dans un dernier souffle : “ Salauds de jeunes ! ” Je serais curieux de rencontrer les gens décrits par M. Sigusse. Il est difficile – à moins de s'appeler Soubiran – de mettre en scène des personnages plus faux, plus inexistants, plus visiblement fabriqués de toutes pièces.

Dans ce flot de sottises surnagent ici et là quelques remarques judicieuses mais sans originalité. Quand M. Sigusse dit : “ On leur fourgue des tours de main sécurisants et des tas de discours ornés sur des tas de faux problèmes ”, il ne fait que répéter – mal et sans en tirer les mêmes conclusions – ce que disait Berl : “ la première fonction de la culture est de fournir des mots de passe. ” Mais M. Sigusse (qui, remarquons-le au passage, laisse entendre que les Etats-Unis sont le modèle à suivre) prétend carrément supprimer la culture au profit de cette fameuse découverte du monde. Ne parlons pas des professeurs qui sont traités comme des paillassons et s'affaissent – lentement sous le poids de leurs fautes au fil du récit. Ce sont d'ailleurs des têtes à claques, ils sont injustes, mesquins, égoïstes, méchants même. Et si le professeur de français termine sur “ salauds de jeunes ”, c'est tout simplement pour amener le lecteur à penser “ salauds de profs ! ”. Une fois encore, le vrai coupable est désigné aux fureurs de la foule : c'est l'enseignant.

Ce qui est grave, ce n'est pas que M. Sigusse ait ces idées-là (ou plutôt, ce n'est grave que pour M. Sigusse), mais que *le Nouvel Observateur* publie un tel .article .sur quatre pages. Le raisonnement inconscient des hommes de la gauche réformiste est à peu près comme suit : “ Puisque le cadre bourgeois de la société capitaliste interdit une pleine démocratisation de la culture, supprimons la culture. ”

C'est évidemment plus facile que de supprimer la société capitaliste.

Et mettre ainsi le raisonnement la tête en bas devient un acte progressiste à leurs yeux, car c'est leur façon de ne pas avouer leur renoncement.

10. Cette remarque me semble particulièrement absurde. Les élèves qui étudient le grec se comptent sur les doigts d'une main dans la plupart des établissements scolaires, et je ne vois pas du tout pourquoi ces élèves-là ne traduiraient pas des fragments des oeuvres de Thucydide. Par contre, repousser l'étude du latin au niveau de la quatrième et celle du grec au niveau de la seconde serait une suggestion intéressante ; orientation et démocratisation y trouveraient leur compte.

CET OUVRAGE A ÉTÉ IMPRIMÉ SUR LES
PRESSES DE L'IMPRIMERIE MOURRAL
POUR JULLIARD, ÉDITEUR A PARIS

N° d'éditeur : 3851. – N° d'impression : 3392.
Dépôt légal : 3e trimestre 1968.